

RAPPORT ANNUEL DU DÉLÉGATAIRE

Saint-Etienne Métropole

Usine de dépollution de la vallée de l'Ondaine

REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES

Le Règlement Général pour la Protection des Données, entré en vigueur le 25/05/2018, a renforcé les droits et libertés des personnes physiques sur leurs données à caractère personnel. Afin de s'y conformer, les Responsables de traitement des données doivent adapter les mesures de protection les concernant. En conséquence, Veolia Eau France communique à travers le rapport annuel uniquement des données anonymisées ou agrégées.

REPERES DE LECTURE

Le document intègre différents pictogrammes qui vous sont présentés ci-dessous.

| Repère visuel | Objectif |
|----------------|--|
| ENGAGEMENT | Identifier rapidement nos engagements clés |
| FOCUS | Mettre en évidence certaines de nos innovations et nos points différenciants |
| RESPONSABILITÉ | Identifier nos démarches en termes de responsabilité environnementale, sociale, et sociétale |

| Auteur | Approbateurs | Statut du document | Date |
|-------------------|-------------------|--------------------|------------|
| M. Gaël DUPRÉ | M. Sylvain ZNIBER | Validé | 05/04/2024 |
| Will Guel Bol III | M. Morgan BOLATRE | vande | 03/01/2021 |

Avant-propos



Veolia – Rapport annuel du délégataire 2023

Monsieur le Directeur du Service de l'Assainissement,

J'ai le plaisir de vous adresser le **Rapport Annuel du Délégataire** de votre service d'eau et d'assainissement pour l'année 2023. A travers ses différentes composantes techniques, économiques et environnementales, vous pourrez apprécier la performance de votre service.

Les manifestations régulières du dérèglement climatique font peser un risque croissant sur la ressource en eau, tant sur la quantité (le "trop peu" et le "trop") que sur la qualité. En particulier, les pénuries et tensions hydriques records des derniers étés ont mis au cœur de l'actualité la nécessaire préservation de notre ressource en eau. Le gouvernement a lancé au printemps 2023 son « plan Eau » dont l'un des objectifs est de réduire de 10 % des prélèvements d'eau d'ici 2030. Ses 53 mesures visent à répondre à trois enjeux majeurs : sobriété des usages, qualité et disponibilité de la ressource.

Au cours de cette année, nous avons observé une nette diminution des volumes d'eau consommés par les Français. Cette tendance, orientée vers la préservation, crée une dynamique durable qui amorce le changement de notre modèle économique. Nous percevons déjà les prémices de cette transformation, où l'accent est mis sur la responsabilité, la performance et la régénération. Notre objectif partagé est de garantir la sécurité des volumes disponibles tout en établissant un équilibre économique favorable pour l'ensemble de la communauté. La préservation de la ressource en eau et l'adaptation de notre modèle, notamment tarifaire, sont au cœur de nos enjeux.

En 2023, la qualité de l'eau est restée une priorité. Nos équipes ont fait preuve d'un engagement continu dans la lutte contre les micropolluants (par exemple les métabolites de pesticides et les PFAS) et le maintien de la qualité d'eau. Adoptant une attitude préventive, nous mettons en place des stratégies proactives pour garantir la sécurité sanitaire de l'eau que nous fournissons, dans la lignée de la nouvelle directive Eau potable.

Notre préoccupation concerne également la qualité des rejets dans l'environnement. Nous abordons avec rigueur ce sujet conformément à la nouvelle directive européenne Eaux résiduaires urbaines par des actions proactives pour minimiser les impacts environnementaux, tout en respectant les normes les plus strictes.

Nous sommes à vos côtés plus que jamais pour adapter votre service face aux conséquences du dérèglement climatique. Cette adaptation passera par des solutions telles la réutilisation des eaux usées, dont les récents décrets en simplifient la mise en œuvre; l'amélioration du rendement réseau; ou l'accompagnement vers la résilience des territoires face aux inondations et aux tempêtes.

2023 a été une période charnière, et notre rapport reflète notre engagement continu envers l'excellence opérationnelle, la durabilité environnementale et la satisfaction de nos clients. Nous sommes convaincus qu'ensemble, nous pouvons contribuer à bâtir un avenir où l'eau demeure une ressource accessible et sûre.

Je vous remercie de la confiance que vous accordez à nos équipes et vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur du Service de l'Assainissement, l'expression de mes salutations les plus respectueuses.

Pierre Ribaute, Directeur Général, Eau France

Sommaire

| 1. L' | 'ESSENTIEL DE L'ANNÉE | 5 |
|------------|--|-----|
| 1.1 | Un dispositif à votre service | 6 |
| 1.2 | Présentation du contrat | 8 |
| 1.3 | Les chiffres clés | 9 |
| 1.4 | Les indicateurs réglementaires 2023 | 10 |
| 1.5 | Autres chiffres clés de l'année 2023 | 11 |
| 1.6 | L'essentiel de l'année 2023 | 12 |
| 2. LI | E PATRIMOINE DE VOTRE SERVICE | 22 |
| 2.1 | L'inventaire des installations | 23 |
| 2.2 | L'inventaire des réseaux | 25 |
| 2.3 | Les indicateurs de suivi du patrimoine | 26 |
| 2.4 | Gestion du patrimoine | 27 |
| 3. L | A PERFORMANCE ET L'EFFICACITÉ OPÉRATIONNELLE POUR VOTRE SERVICE | 29 |
| 3.1 | La maintenance du patrimoine | 30 |
| 3.2 | L'efficacité de la collecte | 34 |
| 3.3 | L'efficacité du traitement | 46 |
| 3.4 | L'efficacité environnementale | 64 |
| 4. R | RAPPORT FINANCIER DU SERVICE | 65 |
| 4.1 | Le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation de la Délégation (CARE) | 66 |
| 4.2 | Situation des biens | 68 |
| 4.3 | Les investissements et le renouvellement | 69 |
| 4.4 | Les engagements à incidence financière | 70 |
| 5. A | NNEXES | 73 |
| 5.1 | Etat du Patrimoine 2023 | 74 |
| 5.2 | Les données consommateurs par commune | 81 |
| 5.3 | Le bilan qualité par usine | 82 |
| 5.4 | Le bilan énergétique du patrimoine | 88 |
| 5.5 | Annexes financières | 91 |
| 5.6 | Reconnaissance et certification de service | 92 |
| <i>5.7</i> | Actualité réglementaire 2023 | 95 |
| 5.8 | Glossaire | 105 |
| 5 9 | Attestations d'assurances | 110 |





En tant que délégataire, Veolia s'engage à vous fournir, en toute transparence, l'ensemble des informations relatives à votre service d'assainissement. Cette première partie en fait la synthèse : vos interlocuteurs, les informations relatives à votre contrat, les faits marquants de l'année écoulée et les chiffres clés (indicateurs réglementaires et autres données chiffrées liées à la collecte et à la dépollution des eaux usées, au patrimoine, aux services apportés aux consommateurs, etc.).

1.1 Un dispositif à votre service

LES INTERLOCUTEURS VEOLIA A VOS COTES



NOTRE ÉQUIPE DE DIRECTION DU TERRITOIRE



FRÉDÉRIC FIGARI Directeur de Territoire frederic.figari@veolia.com 06 09 99 25 89

4 Place d'Armes - BP 32 42406 SAINT-CHAMOND



STÉPHAN DALBIN

Directeur du Développement stephan.dalbin@veolia.com 06 26 76 11 90



MORGAN BOLATRE

Directeur des Opérations morgan.bolatre@veolia.com 06 24 94 63 24



LAURE THIROT

Responsable Consommateurs laure.thirot@veolia.com 06 26 58 74 77





FLORIAN COTE

Réseaux Loire florian.cote@veolia.com 06 10 91 70 46



JÉRÔME SOUPE

Pays de Charlieu jerome.soupe@veolia.com 06 24 68 30 98



LIONEL BONNEFOY

Haute-Loire lionel.bonnefoy@veolia.com 06 35 19 35 65



EN COURS DE RECRUTEMENT

Puy de Dôme - Langeac



SYLVAIN ZNIBER

Usines Loire sylvain.zniber@veolia.com 06 09 53 45 11





Sécurité au travail







Contact consommateurs

09 69 32 34 58 eau.veolia.fr Territoire
Loire Auvergne

4 Place d'Armes - BP 32 42406 SAINT-CHAMOND Siège de la Région Centre Est

2-4 avenue des Canuts 69120 VAULX-EN-VELIN 04 26 20 61 00

www.veolia.fr



1.2 Présentation du contrat

Données clés

✓ Délégataire VEOLIA EAU - Compagnie Générale des Eaux

Firminy

Le Chambon Feugerolles

La Ricamarie

✓ Périmètre du service

Fraisses

Saint Ferréol d'Auroure Saint Paul en Cornillon

Roche la Molière

✓ Numéro du contrat B4701

✓ Nature du contrat Gérance

Dépollution

o Collecte des eaux pluviales et des eaux usées

 Entretien et maintenance de l'UDEP (maintance des prétraitements, du refoulement et relèvement, traitement et/ou valorisation des boues, traitement et/ou évacuation des boues, transport d'effluents, télégestion, télésurveillance, vidanges, assistance technique, astreintes, auto surveillance - métrologie, certification, analyses...)

 Entretien et travaux réseau (curage, disconnecteurs...)

 Entretien des équipements et ouvrages réseaux (postes de relèvement, déversoirs ...)

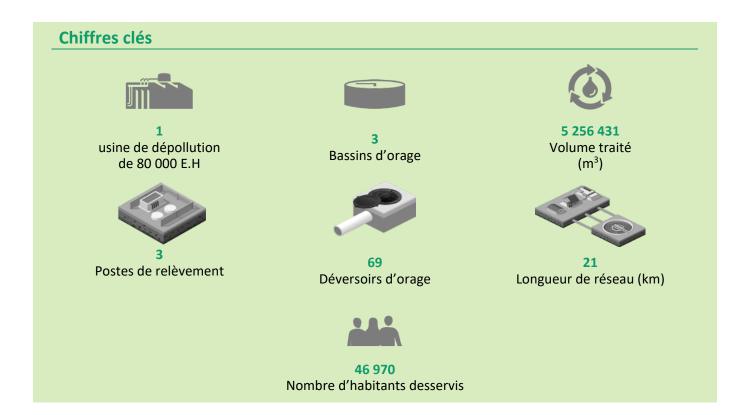
✓ Date de début du contrat 28/07/2016
 ✓ Date de fin du contrat 27/07/2026

✓ Liste des avenants

✓ Nature des prestations

| Avenant N° | Date d'effet | Commentaire |
|------------|--------------|---|
| 2 | 20/01/2021 | Modification de l'autosurveillance (passage à 104 bilans); suivi analytique renforcé au niveau des boues (pandémie COVID) ainsi que mesures mensuelles sur les boues épaissies (HAP et PCB) |
| 1 | 15/06/2020 | Nouveau bordereau de prix |

1.3 Les chiffres clés



1.4 Les indicateurs réglementaires 2023

Service public de l'assainissement collectif

| INDICAT | EURS DESCRIPTIFS DES SERVICES | PRODUCTEUR | VALEUR 2022 | VALEUR 2023 |
|----------|--|---------------------|-------------------|-----------------|
| [D201.0] | Estimation du nombre d'habitants desservis par un réseau de collecte des eaux usées, unitaire ou séparatif | Collectivité (2) | 46 923 | 46 970 |
| [D203.0] | Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration | Délégataire | 705,4 t MS | 691,9 t MS |
| INDICAT | EURS DE PERFORMANCE | PRODUCTEUR | VALEUR 2022 | VALEUR 2023 |
| [P203.3] | Conformité de la collecte des effluents (*) | Police de l'eau | A la charge de la | Police de l'eau |
| [P204.3] | Conformité des équipements d'épuration | Police de l'eau | A la charge de la | Police de l'eau |
| [P205.3] | Conformité de la performance des ouvrages d'épuration | Police de l'eau (2) | A la charge de la | Police de l'eau |
| [P206.3] | Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes | Délégataire | 100 % | 100 % |
| [P254.3] | Conformité des performances des équipements d'épuration | Délégataire | 99 % | 99 % |
| [P255.3] | Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte des eaux usées | Collectivité (1) | 70 | 70 |

⁽¹⁾ Le délégataire fournit dans le corps du rapport les informations en sa possession en fonction de la prise en compte dans son contrat de délégation de l'arrêté du 21 juillet 2015

En rouge figurent les codes indicateurs exigibles seulement pour les rapports soumis à examen de la CCSPL

⁽²⁾ Les éléments de calcul connus du délégataire sont fournis dans le corps du présent rapport

^(*) A ce jour, cet indicateur n'est pas défini

1.5 Autres chiffres clés de l'année 2023

| LA PERF | ORMANCE ET L'EFFICACITE OPERATIONNELLE | PRODUCTEUR | VALEUR 2022 | VALEUR 2023 |
|--------------------|--|------------------|--|--|
| | Conformité réglementaire des rejets (arrêté préfectoral) | Délégataire | 0,0 % | 0,0 % |
| LA GEST | TION DU PATRIMOINE | PRODUCTEUR | VALEUR 2022 | VALEUR 2023 |
| VP.077 | Linéaire du réseau de collecte | Collectivité (2) | 20 453 ml | 19 915 ml |
| | Nombre de postes de relèvement | Délégataire | 3 | 3 |
| | Nombre d'usines de dépollution | Délégataire | 1 | 1 |
| | Capacité de dépollution en équivalent-habitants | Délégataire | 80 000 EH | 80 000 EH |
| COLLEC | TE DES EAUX USEES | PRODUCTEUR | VALEUR 2022 | VALEUR 2023 |
| | Nombre de désobstructions sur réseau | Délégataire | 47 | 33 |
| | Longueur de canalisation curée préventif | Délégataire | 350 ml | 0 ml |
| LA DEP | DLLUTION | PRODUCTEUR | VALEUR 2022 | VALEUR 2023 |
| | Volume arrivant (collecté) | Délégataire | 5 227 846 m³ | 5 566 222 m ³ |
| VP.176 | Charge moyenne annuelle entrante en DBO5 | Délégataire | 1 982 kg/j | 2 182 kg/j |
| | Charge moyenne annuelle entrante en EH | Délégataire | 33 034 EH | 36 368 EH |
| | Volume traité | Délégataire | 5 062 193 m ³ | 5 256 431 m ³ |
| L'EVACI | JATION DES SOUS-PRODUITS | PRODUCTEUR | VALEUR 2022 | VALEUR 2023 |
| | Masse de refus de dégrillage évacués | Délégataire | 37,2 t | 35,5 t |
| | Masse de sables évacués | Délégataire | 141,0 t | 151,0 t |
| | Volume de graisses évacuées | Délégataire | 0,0 m ³ | 0,0 m ³ |
| LA SATI A L'EAU | SFACTION DES CONSOMMATEURS ET L'ACCES | PRODUCTEUR | VALEUR 2022 | VALEUR 2023 |
| | Existence d'une mesure de satisfaction consommateurs | Délégataire | Mesure statistique sur le périmètre du service | Mesure statistique sur le périmètre du service |
| | Taux de satisfaction globale par rapport au Service | Délégataire | 84 % | 78 % |
| | Existence d'une Commission consultative des Services | Délégataire | Non | Non |
| LES CER | TIFICATS | PRODUCTEUR | VALEUR 2022 | VALEUR 2023 |
| | Certifications ISO 9001, 14001, 50001 | Délégataire | En vigueur | En vigueur |
| | Réalisation des analyses par un laboratoire accrédité | Délégataire | Oui | Oui |
| | kealisation des analyses par un laboratoire accrédite | Delegataire | Oui | Oui |

⁽²⁾ Les éléments de calcul connus du délégataire sont fournis dans le corps du présent rapport

1.6 L'essentiel de l'année 2023

1.6.1 Principaux faits marquants de l'année

Station de traitement

Autosurveillance

5 566 020 m³ sont arrivés en entrée de station sur l'année 2023. Sur ce volume, **5 407 090 m³** ont été traités par la station et **158 930 m³** ont été déversés en entrée d'usine (soit 2,86 % du volume arrivant).

| Année | Pluviométrie (mm) | Volume Entrant A3 (m³) | Volume Sortant A4 (m³) | Volume Déversoir A2 (m³) |
|-------|-------------------|------------------------|------------------------|--------------------------|
| 2017 | 590 | 5 465 481 | 5 295 779 | 142 687 |
| 2018 | 818,6 | 6 410 171 | 6 087 297 | 569 032 |
| 2019 | 1023,4 | 7 063 493 | 6 996 804 | 561 407 |
| 2020 | 634 | 5 495 883 | 5 421 488 | 383 397 |
| 2021 | 814,8 | 6 644 866 | 6 566 860 | 414 191 |
| 2022 | 578,4 | 5 074 862 | 5 062 193 | 152 725 |
| 2023 | 676,6 | 5 407 090 | 5 256 431 | 158 930 |

On enregistre un bilan avec une mesure dépassant le seuil rédhibitoire sur les MES. Il s'agit du bilan du 22/02/2023 avec une concentration en sortie de 82,48 mg/L (pour un seuil fixé à 62,5 mg/L). Néanmoins, il faut prendre en considération le fait que la charge en MES arrivant à la station excédait très largement les capacités de l'usine. Selon les données constructeur, la capacité nominale temps sec est de 5600 kg MES/j à laquelle il faut ajouter 1800 kg/MES/j en temps de de pluie.

Or, nous enregistrons un pic de charge de 10 011 kg MES/j en entrée traitement. Malgré le dépassement du seuil rédhibitoire le rendement d'élimination sur les MES le jour du bilan était de 88,2%.

Malgré les excellents résultats de la station, la survenue d'une unique non-conformité (paramètre MES rédhibitoire sur le bilan du 22/02), la station est non conforme au regard des prescriptions de l'arrêté préfectrale. Néanmoins, nous n'émettons qu'un avis et la police de l'eau peut décider d'écarter le bilan du 22/02 selon le motif évoqué précédemment.

Dans le cadre de l'évaluation de conformité réglementaire, les concentrations et rendements moyens sur 2023 sont les suivants :

- 98,15 % d'élimination des MES avec une concentration moyenne annuelle de 4,81 mg/l,
- 91,78 % d'élimination de la DCO avec une concentration moyenne annuelle de 32,79 mg/l,
- 97,81 % d'élimination de la DBO5 avec une concentration moyenne annuel de 3,44 mg/l,
- 83,23 % d'élimination du NGL avec une concentration moyenne annuelle de 7,54 mg/l,
- 91,74 % d'élimination du NTK avec une concentration moyenne annuelle de 3,68 mg/l,
- 90,30 % d'élimination du Ptot avec une concentration moyenne annuelle de 0,43 mg/l.

En 2023, la charge moyenne au point A3 est de 2 169 kg DBO5/j ce qui est inférieure à la charge définie par le constructeur (4 800 kg DBO5/j). Le maximum mesuré cette année est de 7 375,2 kg DBO5/j. Si l'on se réfère à l'arrêté DT-19-0200 qui rappelle les valeurs de charges polluantes pour lesquelles la station a été dimensionnée, on constate que ces dernières sont ponctuellement dépassées.

| Charges polluantes | Valeur de dimensionnement (kg/j) | Nombre de dépassement enregistré au point A3 |
|--------------------|----------------------------------|---|
| DCO | 12 000 | 2 dépassements (avec un pic à 15 379,2 kg/j) |
| DBO5 | 4 800 | 3 dépassements (avec un pic à 7 375,2 kg/j) |
| MES | 5 600 | 17 dépassements (avec un pic à 11 569 kg/j) |
| NTK | 1 100 | 6 dépassements (avec un pic à 2 026,6 kg/j) |
| Pt | 240 | Aucun dépassement |

Le dispositif d'autosurveillance a été contrôlé par SOCOTEC le 04 et 05/10/2023. L'ensemble des équipements a été validé mis à part la mesure de débit sur le déversoir en tête de station qui n'a pas pu être contrôlée.

1 454,491 tonnes de matières sèches de boue ont été produites et 691,895 tonnes ont été évacuées du site. 100% de la boue a été valorisée en épandage agricole.

La production de biogaz s'élève à 367 895 Nm³/an. Seulement 80% du gaz sert à alimenter la chaudière tandis que 20% doit être détruit via la torchère ce qui représente approximativement 477 081 kWh (soit environ 20 % de la puissance électrique consommée par l'usine en kwh).

Incident

Suite à une problématique de moussage au sein du digesteur, celui-ci a légèrement débordé (13/05).

Le 26/05, un départ de feu a eu lieu sur l'armoire électrique des pompes de relèvement mais a été rapidement maîtrisé. Néanmoins cet incident a dégradé le câblage des pompes de relevage ce qui a limité la capacité de relèvement sur la période du 26/05 au 09/06.

16 299 m³ ont été déversés en tête d'usine sur cette période, néanmoins il apparaît que les déversements sont essentiellement l'œuvre de la forte pluviométrie et non pas la limitation du débit de relevage.

| Date | Pluviométrie (mm) | Volume déversé (m³) |
|----------|-------------------|---------------------|
| 26/05/23 | 0,4 | 350 |
| 27/05/23 | 26,0 | 5396 |
| 28/05/23 | 12,4 | 9359 |
| 29/05/23 | 1,6 | 0 |
| 30/05/23 | 0,0 | 0 |
| 31/05/23 | 0,0 | 0 |
| 01/06/23 | 0,0 | 0 |
| 02/06/23 | 2,2 | 0 |
| 03/06/23 | 4,4 | 0 |
| 04/06/23 | 0,0 | 0 |
| 05/06/23 | 3,8 | 0 |
| 06/06/23 | 0,0 | 0 |
| 07/06/23 | 9,8 | 1194 |
| 08/06/23 | 0,0 | 0 |
| 09/06/23 | 1,8 | 0 |

Une fuite sur le bloc doseur du FeCL3 le 10/08 a entraîné le remplissage de la rétention de 3000 l de réactif.

Le 18/10 nous avons constaté la présence d'un branchement sauvage sur le coffret du BSR de Firminy.

Suite au déboîtement de la conduite de refoulement du turbocompresseur d'air n°2, un défaut sur la filière biologique est survenu le 24/11/2023.

Consommation énergétique

Ratio spécifique de consommation de l'usine

| | 28/07/2017 - | - | | - | - | - | |
|-------------------------------------|-----------------|------------|------------|------------|------------|------------|--------|
| | 27/07/2018 | 27/07/2019 | 26/07/2020 | 26/07/2021 | 26/07/2022 | 26/07/2023 | |
| Energie relevée consommée (kWh) | 2 436 740 | 2 321 418 | 2 342 742 | 2 516 822 | 2 499 517 | 2 239 374 | -10,4% |
| Volume traité (sortie step) (m³) | 5 741 296 | 5 647 419 | 6 476 990 | 6 543 909 | 5 225 911 | 5 7165 99 | 9,4% |
| Ratio spécifique (kWh/m³) | 0,42 | 0,41 | 0,36 | 0,38 | 0,48 | 0,39 | -18,8% |
| Ratio objectif (kWh/m³) | - | - | 0,35 | 0,35 | 0,35 | 0,35 | 0,0% |

La plage de débit de validation du ratio se situe entre 6 et 7 Mm³/an. Au-delà de cette plage la performance ne peut être calculée de manière représentative. L'application de la pénalité financière ou de la prime d'optimisation se fait au-delà +/- 3% de la valeur d'engagement prise par l'exploitant. (Volume à zéro chiffre après la virgule, ratio à deux chiffres après la virgule.)

L'impact de la maintenance des turbocompresseurs et le renouvellement d'un surpresseur d'air permettra d'apprécier les performances énergétiques de la station sur 2023.

Réseau de collecte

Autosurveillance

<u>Conformité par temps sec</u> : 2 m³ ont été déversés par temps sec par le DO69. Au regard de la charge moyenne arrivant à la station, nous avons estimé les charges déversées par le déversoir. Celles-ci sont inférieures à 1% de la CBPO.

| | Jour | Volume déversé (m³) | Charge déversée estimée (kg/j) | Ratio par rapport à la CBPO |
|-------|-------|------------------------|-----------------------------------|--------------------------------|
| DO 69 | 10/08 | 1,95 | 0,279 | 0,00047 % |
| DO 69 | 11/08 | 0,24 | 0,034 | 0,00378 % |

<u>Conformité par temps pluie</u> : le volume déversé par temps de pluie s'élève à 171 441,4 m³ ce qui représente 3% du volume produit par l'agglomération.

Le dispositif d'autosurveillance des déversoirs a été contrôlé par SOCOTEC le 04 et 05/10/2023. Les équipements ont été validés.

Intervention

15 visites du réseau ont permis de contrôler 731 déversoirs. 95,4% des déversoirs contrôlés n'ont fait l'objet d'aucune remarque.

33 déversoirs ont fait l'objet d'une intervention de désobstruction.

320 ml de réseau a été curé curativement (en amont du déversoir Chambon 22, réseau en aval du déversoir Unieux 45, en amont et aval du déversoir Dorian et en amont du PR St Paul).

1.6.2 Propositions d'amélioration

Le clarificateur sud a subi un effondrement d'une partie des cloisons siphoïdes et des lames crantées qui le constituent. Ces éléments structurels permettent de retenir les flottants et matières précipitées avant restitution des eaux traitées vers le milieu naturel. Cette fragilisation de l'ouvrage risque, en cas de montée du voile de boues, d'entraîner le départ de MES vers l'Ondaine et donc d'être à l'origine de non-conformité sur le process épuratoire. De plus, en cas d'effondrement de ces éléments, il y a un risque important de dégradation du pont racleur de l'ouvrage. Si tel devait être le cas, le sinistre s'avérerait à la fois coûteux et long avant de pouvoir remettre en service le clarificateur. Pour rappel, 50% du débit traité par l'usine transite au sein de cet ouvrage.



Le renouvellement des diffuseurs d'air des bassins biologiques Est & Ouest est à prévoir d'ici les prochaines années (horizon 2026). Leur implantation en fond d'ouvrage les expose à l'accumulation de sables/filasses à l'origine de rupture mécanique des équipements. Ceux-ci étant au cœur du processus épuratoire en filière de type boues activées en aération prolongée, il est primordial d'en assurer la pérennité. De plus, en cas de dégradation, cela engendrerait une surconsommation d'énergie électrique due à l'augmentation des équipements en charge de la production d'air surpressé. Ce poste comptant pour un tiers des kWh consommés par la site, il s'avère également primordial d'en assurer la maîtrise. Ce chantier étant

particulièrement complexe, il nécessitera un phasage rigoureux un bassin après l'autre afin d'assurer la continuité du traitement.

La continuité de service des centrifugeuses de l'usine constitue l'un des points de fragilité du bon fonctionnement de la file boue. En régime nominal, 75% des machines sont sollicitées à savoir 2 sur l'étape d'épaississement et 1 sur l'étape de déshydratation. En cas d'avarie, la souplesse s'avère réduite. Dans un contexte d'obsolescence des modules de pilotage de ces machines (Covistar), il s'avère incontournable d'envisager la modernisation vers les modules AddiQ. Nous suggérons ainsi de ne prévoir dans un premier temps la bascule que des deux machines dédiées à la déshydratation. Cette opération permettra de générer un stock de pièces de secours (2x Covistar) de façon à assurer la continuité de fonctionnement des deux autres machines d'ici à leur migration. Ces travaux impliquent également le renouvellement des deux variateurs de vitesse de chacune des machines vers des références compatibles AddiQ. Le caractère incontournable et critique de cette opération nous apparaît essentiel à considérer dès à présent.

Les armoires de commandes ET01 (prétraitements/relevage) et ET04 (traitement des boues) nécessitent un revamping. Nous suggérons de prévoir à minima dans un premier temps le renouvellement de chacun des automates (modèles Rockwell) avec les stocks de cartes de secours associés afin de sécuriser le fonctionnement de ces deux postes. La migration complète de l'installation devra à terme être envisagée mais ces deux postes nécessitent une vigilance particulière compte tenu de leur état de vieillissement, de la fréquence d'intervention curative et du caractère stratégique des équipements pilotés.

Les deux dégrilleurs fins en tête d'UDEP nécessitent, compte tenu de leur état de vieillissement et de l'atmosphère d'exposition, un renouvellement complet dans les prochaines années. Il sera d'ailleurs nécessaire de veiller à l'aménagement d'un poste de travail conforme et sécurisé afin d'assurer la maintenance préventive et l'entretien de ces machines. Ce sera aussi l'occasion de revoir la technologie vers une configuration plus robuste et adaptée aux contraintes.

Le dégraisseur n°1 nécessite diverses interventions de modernisation à savoir : le renouvellement de l'aéroflot, le remplacement des hydrauliques d'amenée ainsi que le renforcement/remplacement du clifford central.

Création d'un trop plein sur la bâche à boues digérées vers le collecteur (résilience et sécurisation).

Suite à **l'analyse de risques de défaillance** de l'usine, différentes actions visant à réduire la criticité et à supprimer certaines défaillances ont été envisagées :

- o 11 défaillances à risque intolérable ont été mises en évidence.
- 279 défaillances à risque tolérable ont été mises en évidence. Ces défaillances concernent l'ensemble des filières de traitement de la station. Elles ont un impact direct ou indirect sur l'épuration des eaux ou sur le maintien des équipements en fonctionnement.

Suite à différents accidents au niveau du groupe, nous avons lancé une démarche nationale de contrôle des machines tournantes que nous exploitons, dans un souci de protection des salariés, de maîtrise des risques et de mise en conformité réglementaire. L'audit sur les machines tournantes de votre usine a mis en lumière plusieurs dysfonctionnements ou carences sur les installations. Certaines actions urgentes ont déjà été conduites (sur des arrêts d'urgence notamment). De nombreuses mises en conformité réglementaires doivent encore être réalisées, une synthèse vous sera adressée prochainement.

Fort des évolutions réglementaires sur l'épandage agricole des boues (arrêté du 15 septembre 2020 relatif au stockage des boues, et socle commun des matières fertilisantes et supports de culture MFSC), une analyse de l'impact vous a été adressée le 21/12/2021, ainsi que des propositions pour y faire face.

Un rapport d'études des aménagements à réaliser sur le site permettant de renforcer la résilience des installations face aux risques incendie sera présenté courant T1/2023. Dans un contexte de tension sur l'énergie électrique avec notamment un risque de délestage du réseau courant Hiver 2023, nous avons opté pour une étude permettant d'identifier des solutions techniques pour la résilience de l'UDEP face aux risques incendie et coupure d'énergie électrique. Ainsi, il s'agira de sectionner, protéger, alerter et secourir l'installation face à ces menaces. Les travaux envisagés englobent notamment le déploiement d'amulettes de gaz inertant dans les armoires électriques, l'aménagement d'une armoire de commande de secours dégradé permettant de relever à minima les eaux en cas de coupure ainsi que la mise à disposition in situ d'un groupe électrogène.

1.6.3 Révision du contrat

D'autres sujets, particulièrement imbriqués dans l'exécution du contrat, sont d'actualité dans le périmètre des installations :

- Impact des évolutions réglementaires sur la filière boue,
- Risques incendies,
- Autres: Machines tournantes, risques ATEX, travaux divers.

1.6.4 Évolutions réglementaires

Chaque année, une sélection des textes réglementaires les plus marquants de l'année vous est proposée, accompagnée des impacts susceptibles d'être significatifs pour votre service.

L'année 2023 a été marquée par la publication de textes législatifs et réglementaires particulièrement structurants, à court et moyen termes, pour les services d'assainissement. Vos interlocuteurs Veolia se tiennent à votre disposition pour répondre à vos différentes questions et échanger de manière approfondie sur leurs conséquences particulières pour votre service.

• UN PLAN EAU : LA SOBRIÉTÉ AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT DES TERRITOIRES

Le Plan Eau national a été rendu public le 30 mars 2023, à l'issue d'un été 2022 et d'un hiver 2023 marqués par un très fort déficit hydrique. Il se structure autour de trois axes, à savoir, organiser la sobriété pour tous les acteurs, optimiser la disponibilité de la ressource, préserver la qualité de l'eau.

Ce plan fixe un objectif de réduction de 10 % des prélèvements sur la ressource en eau à l'horizon 2030, pour tous les usages, à l'exception des usages pour irrigation agricole qui pourront demeurer constants.

A l'automne 2023, ce plan a été décliné sur chacun des grands bassins hydrographiques à travers un Plan d'Adaptation au Changement Climatique (PACC) qui précise la trajectoire de réduction des prélèvements par grand usage (alimentation en eau, industrie, agriculture...) au regard des projections d'évolution de la ressource en eau.

L'objectif de sobriété, tel qu'exprimé dans le Plan Eau et les différents PACC des grands bassins, n'a pas été traduit en 2023 en dispositions législatives ou réglementaires majeures.

Toutefois, la sobriété hydrique constitue désormais un critère à part entière de l'évaluation environnementale réglementaire des plans, programmes et projets, notamment les SCOT et les plans d'urbanisme.

Aussi, dorénavant, ce peut être la disponibilité de la ressource en eau qui fixe l'ambition de développement d'un territoire. Dans ce contexte nouveau, la maîtrise des consommations constitue une voie indispensable pour sécuriser un plan d'urbanisme ou un projet industriel porteur d'une ambition de développement local vis-à-vis des recours administratifs relatifs au partage de l'eau sur le territoire concerné.

Vos interlocuteurs Veolia se tiennent à votre disposition pour vous accompagner pour décliner cet objectif de sobriété sur votre service, conformément aux projets locaux de développement, et bâtir avec vous un service d'assainissement à faible empreinte hydrique tout en étudiant les vulnérabilités du service face à ce nouvel objectif de sobriété et de maîtrise des consommations.

• LA RÉFORME DES REDEVANCES DES AGENCES DE L'EAU

Cette réforme a été adoptée dans la loi de finance de l'année 2024. Il est prévu qu'elle soit effective à compter de l'année 2025 pour l'entrée en vigueur des douzièmes programmes des agences de l'eau (2025 - 2030). Des textes d'application sont attendus courant 2024 et viendront préciser ses modalités et son calendrier d'application.

Telle qu'adoptée dans la loi de finance 2024, cette réforme supprime certaines redevances existantes : pollution non-domestique et modernisation des réseaux de collecte (usage domestique et non-domestique). De même, cette réforme acte la fin de la prime pour performance épuratoire et le doublement possible de la redevance de prélèvement sur la ressource en eau pour cause de maîtrise insuffisante des pertes en eau sur le réseau d'eau (doublement dit 'Grenelle', encadré par un décret de janvier 2012).

Dans le même temps, ces différentes suppressions s'accompagnent de nouvelles redevances :

- une redevance pour consommation d'eau potable dont devront s'acquitter les abonnés au service ;
- deux redevances auxquelles seront assujetties directement les autorités organisatrices des services publics d'eau et d'assainissement.

Ces deux dernières redevances seront modulées au regard d'un certain nombre de critères de performance des services, à savoir :

- pour les services d'eau : le niveau des pertes en eau et la gestion du patrimoine ;
- pour les services d'assainissement : la conformité en équipement et en performance ainsi que l'effectivité de l'autosurveillance du système d'assainissement (réseau de collecte et stations d'épuration).

Pour la redevance assainissement, la conformité en équipement, c'est-à-dire le respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral (acte administratif), sera un critère à caractère rédhibitoire. Son non-respect obèrera toute possibilité de modulation de cette nouvelle redevance.

De plus, les services, en tant qu'autorité organisatrice, disposeront de la faculté de reporter la contrepartie de ces deux redevances, assises sur la performance, qui seront appelées auprès d'eux sur une ligne spécifique de la facture des abonnés au service à travers un mécanisme de contre-valeur.

Enfin, cette réforme structurante des redevances survient dans un contexte d'augmentation des moyens d'intervention des agences de l'eau (Plan Eau) et s'accompagnera d'une refonte des indicateurs de performance du Systèmes d'Information des Services Publics d'Eau et d'Assainissement qui aboutira durant l'année 2024.

• RÉUTILISATION DES EAUX USÉES TRAITÉES : des possibilités d'usages élargies !

Le Plan Eau présenté fin mars 2023 comporte cinq mesures visant à faciliter le recours aux eaux non-conventionnelles (ENC - incluant les eaux usées traitées, mais également les eaux de pluie, les eaux grises, les eaux d'exhaure, etc) et contribuer ainsi aux économies de prélèvement d'eau sur un territoire. Ce plan fixe pour objectif de développer 1000 projets opérationnels d'ici 2027.

Cet objectif s'est traduit dès l'automne 2023 par la publication de textes réglementaires visant à faciliter le recours aux ENC tout en les encadrant. D'autres textes, portés à la consultation publique à la fin de l'année 2023 seront publiés au cours du premier semestre 2024. Ces textes (parus et à paraître) couvrent différents

périmètres en termes d'eaux non-conventionnelles et de natures d'usage (domestiques, non-domestiques, agricoles, industriels, urbains, ...).

Le décret du 29 août 2023 (JO du 30 Août 2023) vise à simplifier la procédure d'autorisation pour les usages des eaux usées traitées. Ce décret définit également les conditions pour l'utilisation, sans autorisation, des eaux de pluie pour les usages non domestiques. Outre des mesures de simplification administrative, ce décret supprime notamment la durée maximale de cinq ans auparavant fixée pour l'autorisation délivrée par le préfet pour les usages autres qu'irrigation et arrosage.

L'arrêté du 14 décembre 2023 (JO du 21 décembre 2023) encadre les conditions de production et d'utilisation des eaux usées traitées pour l'arrosage d'espaces verts. Cet arrêté harmonise les exigences pour les espaces verts avec celles retenues pour l'irrigation agricole (voir arrêté ci-dessous) dans le cadre de l'alignement avec le règlement européen de mai 2020 relatif à la réutilisation des eaux usées traitées pour l'irrigation agricole. Il fait évoluer le cadre national préexistant depuis 2010 pour les espaces verts, notamment via le recours à des barrières pour limiter les exigences.

L'arrêté du 18 décembre (JO du 28 décembre) fixe les conditions de production et d'utilisation des eaux usées traitées pour l'irrigation des cultures. Cet arrêté reprend le cadre fixé par le règlement européen du 25 mai 2020, notamment sur les seuils de qualité exigés selon les usages, la démarche d'évaluation et de gestion des risques à mettre en place ou les barrières pour limiter les exigences.

Les textes mis en consultation fin 2023 et qui seront publiés au cours du premier semestre 2024 porteront sur :

- l'utilisation des eaux non-conventionnelles pour les usages domestiques (un décret et un arrêté prévus);
- l'utilisation des eaux non-conventionnelles dans l'industrie agro-alimentaire (filière industrielle consommatrice en eau et 'critique' vis-à-vis des risques de restrictions d'usage ou de rupture d'approvisionnement en eau en période de stress hydrique);
- l'utilisation des eaux usées traitées pour les usages urbains (arrêtés attendus pour le nettoyage de voiries, l'hydrocurage, etc).
- RETOUR AU SOL DES BOUES : une volonté de maintenir ce principe mais avec un suivi renforcé à prévoir dès à présent

La loi AGEC du 10 février 2020 (relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire) ainsi que l'ordonnance du 29 juillet 2020 (relative à la prévention et à la gestion des déchets) devrait modifier le cadre réglementaire régissant les conditions de retour au sol des boues d'épuration produites par les installations d'assainissement et, ce, à travers un ensemble de textes réglementaires (décrets, arrêtés regroupés sous le terme général de "socle commun"). Une version du projet de "socle commun" a été soumise à la consultation publique en novembre 2023, avec un objectif de publication prévu au premier semestre 2024. Cette version soumise à la consultation publique comprend deux décrets et deux arrêtés et confirme la volonté de maintenir le retour au sol des boues et composts et réaffirme l'intérêt de ce retour au sol, en cohérence avec la position européenne. Cet ensemble de textes réglementaires, entrera progressivement en application avec des échéances prévisibles à partir de fin 2024 ou début de l'année 2025.

Cette future réglementation est susceptible d'entraîner un impact sur l'équilibre de votre service de l'assainissement.

• LA LOI "INDUSTRIE VERTE"

La loi n° 2023-973 du 23 octobre 2023 est relative à l'industrie verte. Dans le respect d'un objectif de sobriété (foncière, énergétique, hydrique), elle vise à faciliter l'implantation des sites industriels, à financer les projets

industriels verts, à conditionner les aides publiques à la transition écologique mais aussi à permettre une commande publique plus "verte". En effet, cette loi accélère la prise en compte de critères environnementaux dans la commande publique. Deux nouveaux motifs d'exclusion des marchés publics sont créés : le premier pour les entreprises ne satisfaisant pas à l'obligation d'établir un bilan de leurs émissions de gaz à effet de serre (BEGES), le second pour les entreprises ne respectant pas leurs engagements de publication d'information en matière de durabilité. Les collectivités locales pourront choisir ou non d'appliquer ces deux motifs d'exclusion.

• PROJET DE RÉVISION DE LA DIRECTIVE EAUX RÉSIDUAIRES URBAINE : de nouveaux défis à relever ?

La proposition de révision de la Directive Eaux Résiduaires Urbaines de 1991 a été présentée par la Commission européenne le 26 octobre 2022. Une version amendée a été adoptée par le parlement européen début octobre 2023. Le Conseil Européen a quant à lui émis ses orientations à la mi-octobre 2023.

L'adoption de cette directive est attendue pour mars 2024. Les États membres disposeront alors d'un délai de deux ans pour procéder à sa transposition.

Dans les différents projets encore soumis à arbitrage figurent :

- l'élargissement du domaine d'application de la DERU aux agglomérations d'assainissement de moins de 2 000 EH;
- la réduction de la pollution issue du déversement direct d'eaux usées non traitées par temps de pluie
 :
- la réduction des rejets en nutriments pour les stations, notamment en zone sensible à l'eutrophisation ;
- la mise en place de traitements tertiaires, notamment pour le traitement des micropolluants, pour les stations les plus importantes et/ou celles rejetant dans des milieux considérés comme présentant une sensibilité particulière;
- une responsabilité élargie du producteur pour supporter le coût de traitement des micropolluants ciblant certaines filières industrielles comme les produits cosmétiques ;
- l'affirmation d'un objectif de neutralité énergétique.

Par ailleurs, les critères d'évaluation de la qualité des masses d'eaux superficielles évoluent.

Ainsi, en France, l'arrêté du 9 octobre 2023 (JO du 4 novembre 2023) est venu actualiser l'arrêté du 25 janvier 2010 relatif aux méthodes et critères d'évaluation de l'état écologique, de l'état chimique et du potentiel écologique des eaux de surface. Au niveau européen, au titre de Directive Cadre sur l'Eau, de nouveaux paramètres comme par exemple les composés perfluorés (communément nommés PFAS) ou de nouveaux seuils pourraient être introduits. La directive sur les Normes de Qualité Environnementale (dite "NQE") est actuellement en cours de révision.

Ainsi, les règles de conformité locale des stations d'épuration (conformité dite locale de l'arrêté préfectoral) qui s'appuient sur les exigences de qualité des eaux superficielles sont susceptibles d'évoluer.

RÉSILIENCE DES SERVICES

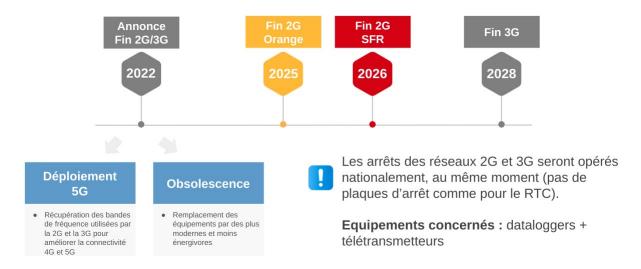
La directive européenne 2022/2557 du 14 décembre 2022 sur la résilience des entités critiques a considéré les services d'eau et d'assainissement comme des entités critiques. La transposition en droit français surviendra au plus tard le 14 octobre 2024 et sera susceptible d'impacts potentiels (financiers et/ou organisationnels) pour votre service.

• FIN DES RÉSEAUX RTC, 2G ET 3G

Les installations d'eau de tous types utilisent des équipements destinés à communiquer et partager des informations aux collectivités et aux délégataires. Elles reflètent l'état de santé des ouvrages, et alertent en cas de dysfonctionnement. Pour vous parvenir, ces données circulent sur des réseaux téléphoniques filaires de type RTC (réseau téléphonique commuté) ou des réseaux 2G/3G.

Les différents opérateurs télécom ont récemment annoncé de façon unilatérale la fin des réseaux 2G à horizon 2025 et 3G à horizon 2028. Les fréquences ainsi libérées seront réemployées pour les services en 4G et 5G.

Ces arrêts des réseaux 2G et 3G seront opérés nationalement au même moment.



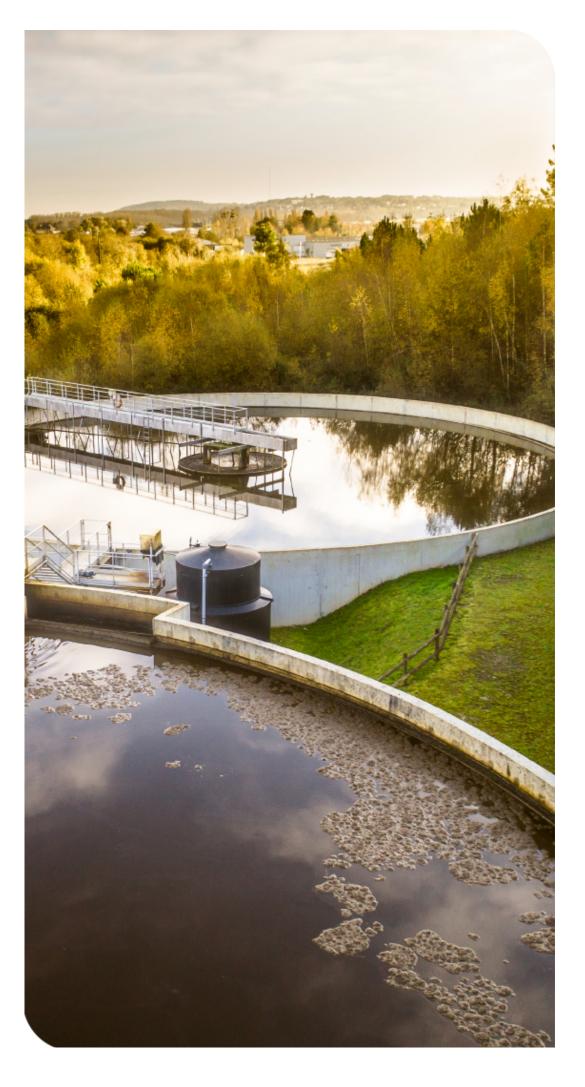
A la résiliation automatique des abonnements par les opérateurs téléphoniques, les ouvrages d'eau potable ne pourront plus faire remonter d'information à distance. Plus aucune alerte ne parviendra pour prévenir d'un manque d'eau par exemple.

La fin annoncée des technologies 2G et 3G implique la mise en œuvre d'un plan de migration (diagnostic, sélection, approvisionnement, remplacement) des installations de communication, susceptible d'être financé par le plan de renouvellement, de travaux sur devis, ou par voie d'avenant.

Vos interlocuteurs Veolia se rapprocheront de vous, pour répondre à vos différentes questions et échanger là aussi de manière approfondie sur leurs conséquences pour votre service.

La fin des lignes RTC est programmée par plaques, avec des échéances échelonnées jusqu'à 2030.

LE PATRIMOINE DE VOTRE SERVICE



Collecter, traiter, surveiller...: une gestion optimisée du patrimoine est la garantie de son fonctionnement durable et d'un service performant au consommateur. Vous retrouverez dans cette partie l'inventaire des installations et des réseaux associés à votre contrat, ainsi que le bilan des renouvellements et des travaux neufs réalisés sur ces ouvrages durant l'année écoulée. Au-delà, la prise en compte du patrimoine naturel sur les sites (animaux, végétaux, eau, air, sols) et la gestion des infrastructures vertes, contribuent pleinement à la performance du service et au bien-être des usagers.

2.1 L'inventaire des installations

Cette section présente la liste des usines de dépollution et des postes de relèvement/refoulement associés au contrat.

| Usines de dépollution | Capacité épuratoire en DBO5 (kg/j) | Capacité équivalent habitant (EH) | Capacité hydraulique (m3/j) |
|-----------------------|---------------------------------------|--------------------------------------|-----------------------------|
| UDEP du S.I.V.O. | 4 800 | 80 000 | 37200 |
| Capacité totale : | 4 800 | 80 000 | 37 200 |

Capacité épuratoire en kg de DBO5 / j et capacité hydraulique en m3/j selon les données du constructeur, capacité en EH établie sur une base de 60 g de DBO5 par habitant et par jour.

| Postes de refoulement / relèvement | Trop plein | Nombre de pompes | Débit des pompes (m3/h) |
|------------------------------------|------------|------------------|----------------------------|
| PR SR1 | oui | 2 | 50 |
| PR SR2 | oui | 2 | 63 |
| PR SR3 | oui | 2 | 43 |

→ Les ouvrages de déversement en milieu naturel télésurveillés

| Déversoir | Type de suivi des DO | Télésurveillance | Calcul DBO5 Kg/j |
|--|--|------------------|--|
| DO1 rue Dorian (FIRMINY) | Temps de déversement et estimation des volumes | Oui | DO > à 120 et ≤ à 600 kg/j de DBO5 |
| BSR RIMINY (surverse) | Temps de déversement et estimation des volumes | Oui | DO > à 120 et ≤ à 600 kg/j de DBO5 |
| DO3 rue de la République (Le Chambon Feugerolles) | Temps de déversement et estimation des volumes | Oui | DO > à 120 et ≤ à 600 kg/j de DBO5 |
| BSR MALAFOLIE (surverse) | Temps de déversement et estimation des volumes | Oui | DO > à 120 et ≤ à 600 kg/j de DBO5 |
| Déversoir DO69 (commune de la Ricamarie) | Temps de déversement et estimation des volumes | Oui | Déversoir d'orage non soumis à autosurveillance réglementaire » : supérieur à 12 kg de DBO5 et < 120 kg de DBO |
| DO de Tête de réseau Avenue Maurice Thorez – LA RICAMARIE | Temps de déversement et estimation des volumes | Oui | Déversoir d'orage non soumis à autosurveillance réglementaire : supérieur à 12 kg de DBO5 et < 120 kg de DBO |
| DO Lycée Albert Camus | Temps de déversement et estimation des volumes | Oui | DO > à 120 et ≤ à 600 kg/j de DBO5 |
| DO FIRM 023 Clextral | Temps de déversement et estimation des volumes | Oui | DO > à 120 et ≤ à 600 kg/j de DBO5 |
| Déversoir d'orage « Unieux 45 » | Suivi de hauteur | Oui | DO non réglementaire, DO sensible suivi pour éviter rejet temps sec |
| Déversoir « Jacky Mousse » | Suivi de hauteur | Oui | DO non réglementaire, DO sensible suivi pour éviter rejet temps sec |

<u>Remarque</u>: en dehors des déversoirs suivis dans le cadre de l'autosurveillance réglementaire et ceux suivis car dits « sensibles », on compte 69 points de déversements. A cela, il faut également ajouter les trois postes de relevage équipés d'un trop plein ainsi que le déversoir en tête de station.

Le DO Tour Varan (DO FIRM 003) est suivi en autosurveillance réglementaire, toutefois les rejets de ce DO sont déjà compris dans les résultats du DO FIRM 023 Clextral. En effet, les volumes rejetés par ce DO repassent par le DO FIRM 023 Clextral.

Les données du DO Gampille (DO_FRAI_010) seront transmises à la police de l'eau à partir du 01/01/2024.

2.2 L'inventaire des réseaux

Cette section présente la liste :

- ✓ des réseaux de collecte,
- ✓ des équipements du réseau,
- ✓ des branchements.

Les biens désignés comme biens de retour ou biens de reprise sont ceux expressément désignés comme tels au contrat, conformément au décret 2016-86 du 1er février 2016. S'il y a lieu, l'inventaire distingue les biens propres du délégataire.

→ Les canalisations, branchements et équipements

| | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | N/N-1 |
|-----------------------------------|--------|--------|--------|--------|--------|-------|
| Canalisations | | | | | | |
| Longueur totale du réseau (km) | 21,0 | 21,0 | 21,0 | 21,0 | 20,5 | -2,4% |
| Canalisations eaux usées (ml) | 3 606 | 3 606 | 3 606 | 3 606 | 3 606 | 0,0% |
| dont gravitaires (ml) | 3 606 | 3 606 | 3 606 | 3 606 | 3 606 | 0,0% |
| Canalisations unitaires (ml) | 16 841 | 16 847 | 16 847 | 16 847 | 16 309 | -3,2% |
| dont gravitaires (ml) | 15 923 | 15 929 | 15 929 | 15 929 | 15 391 | -3,4% |
| dont refoulement (ml) | 918 | 918 | 918 | 918 | 918 | 0,0% |
| Canalisations eaux pluviales (ml) | 586 | 586 | 586 | 586 | 586 | 0,0% |
| dont gravitaires (ml) | 586 | 586 | 586 | 586 | 586 | 0,0% |

<u>Remarque</u> : l'importante évolution du linéaire de réseau en 2019 est liée à l'actualisation du SIG et ne résulte pas de travaux effectués cette même année.

2.3 Les indicateurs de suivi du patrimoine

Branchements, réseaux, postes de relèvement, usines de dépollution, installations de traitement des boues, bâtiments, etc., constituent un patrimoine physique et financier considérable pour la Collectivité.

Dans le cadre d'une responsabilité partagée selon le cadre défini par le contrat une démarche de gestion durable et optimisée de ce patrimoine est mise en œuvre afin de garantir le maintien en condition opérationnelle des ouvrages et le bon fonctionnement des équipements.

La mise à jour de l'intégralité des données patrimoniales du service est réalisée grâce à des outils de connaissance du patrimoine et d'un Système d'Information Géographique (SIG). L'analyse de l'ensemble des données apporte à la collectivité une connaissance détaillée de son patrimoine et de son état. Veolia est à même de procéder aux arbitrages entre réparation et renouvellement, et de proposer à la Collectivité, pour les opérations à sa charge, les éléments justifiant les priorités de renouvellement.

2.4 Gestion du patrimoine

2.4.1 Les renouvellements réalisés

Le renouvellement des installations techniques du service conditionne la performance à court et long termes du service. A court terme, les actions d'exploitation permettent de maintenir ou d'améliorer la performance technique des installations. A long terme, elles deviennent insuffisantes pour compenser leur vieillissement, et il faut alors envisager leur remplacement, en cohérence avec les niveaux de service fixés par la collectivité.

Le renouvellement peut concerner les installations (usines...) ainsi que les équipements du réseau. Il peut correspondre au remplacement à l'identique (ou à caractéristiques identiques compte tenu des évolutions technologiques) complet ou partiel d'un équipement, ou d'un certain nombre d'articles d'un lot (ex : capteurs). Le renouvellement peut être assuré soit dans le cadre d'un Programme Contractuel, d'une Garantie de Continuité de Service ou d'un Compte de renouvellement. Le suivi des renouvellements à faire et réalisés chaque année est enregistré dans une application informatique dédiée.

→ Les installations

| nstallations électromécaniques | Opération réalisée dans l'exercice | Mode de gestion |
|---|------------------------------------|-----------------|
| RESEAU SYNDICAL | | |
| BSR FIRMINY | | |
| PRELEVEUR ECHANTILLONS | Renouvellement | Cté de service |
| UDEP DU SIVO | | |
| RELEVEMENT | | |
| ROUE POMPE 1 | Renouvellement | Cté de service |
| TRAITEMENT BIOLOGIQUE | | |
| MESURE MES FILE EST | Renouvellement | Cté de service |
| POMPE DOSEUSE FE CL3 N31 + ROBINET | Renouvellement | Cté de service |
| POMPE DOSEUSE FE CL3 N32 + ROBINET | Renouvellement | Cté de service |
| AGITATEUR DANS CHENAUX AERATION 3 | Renouvellement | Cté de service |
| CLARIFICATION RECIRCULATION ET EXTRA | | |
| POMPE EXTRACTION DES BOUES 1 | Renouvellement | Cté de service |
| POMPE EXTRACTION DES BOUES 2 | Renouvellement | Cté de service |
| DESHYDRATATION DES BOUES | | |
| ENSEMBLE STATORS POMPE DOSEUSE POL | Rénovation | Cté de service |
| ENSEMBLE STATOR GAVOPOMPE | Renouvellement | Cté de service |
| ENSEMBLE ROTOR-STATOR PPE N1 | Renouvellement | Cté de service |
| ENSEMBLE ROTOR-STATOR PPE N2 | Renouvellement | Cté de service |
| CENTRIFUGEUSE EPAIST N1 | Rénovation | Cté de service |
| HYDRAULIQUE ET ACCESSOIRES THELYS | Rénovation | Cté de service |
| VANNE VIDANGE REACTEUR 1 | Rénovation | Cté de service |
| STATOR GAVOPOMPE N2 | Rénovation | Cté de service |
| POMPE ALIM DIGESTEUR N3 SECOURS ATELIER | Renouvellement | Cté de service |
| POMPE BOUE DIGEREE N1 | Rénovation | Cté de service |
| ANALYSEYR DE TH TESTOMAT | Rénovation | Cté de service |
| CENTRIF DESHYDRATATION N2 | Rénovation | Cté de service |
| STATOR GAVOPOMPE N1 | Renouvellement | Cté de service |
| DESODORISATION ET VENTILATION CLIMAT | | |
| POMPE JAVEL N 1 | Renouvellement | Cté de service |

| AUTOSURVEILLANCE | | |
|--------------------------------------|----------------|----------------|
| EV 1 DE PRELEVEMENT RETOUR BASSIN | Renouvellement | Cté de service |
| DEBITMETRES EM POSTE TOUTES EAUX | Renouvellement | Cté de service |
| ELECTRICITE AUTOMATISME INFORMATIQUE | | |
| ARMOIRES ELECT TRT BOUES | Rénovation | Cté de service |
| ARMOIRE ELECTR BAT DIGESTEUR | Rénovation | Cté de service |
| COFFRET COMMANDE POMPES TEMPS SEC | Rénovation | Cté de service |
| LABORATOIRE | | |
| BALANCE A PESON (POIDS IMPORTANTS) | Renouvellement | Cté de service |

En plus des opérations listées ci-dessus :

- Renouvellement des isolateurs galvaniques/convertisseurs entrées analogiques
- L'éclairage LED
- Les clapets à boule des pompes d'extraction Nord et Sud
- Renouvellement des pompes de recirculation de la tour acide et de la tour basique
- Renouvellement de la détection de la trémie de déshydratation
- Renouvellement des vannes de prélèvements sur le retour du bassin d'orage de l'usine
- Renouvellement de la mesure sur le poste de relèvement du bassin d'orage

2.4.2 Les travaux neufs réalisés

→ Les installations

Travaux réalisés par le délégataire :

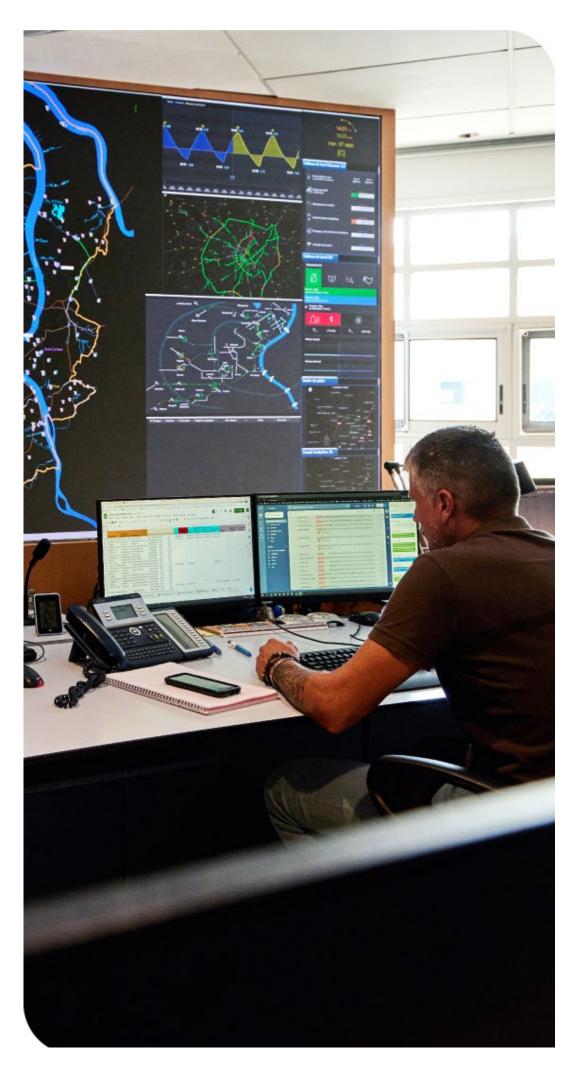
- Réparation de la conduite de recirculation de la file sud
- Réparation de la cuve de stockage de la javel
- Réparation de la soupape hydraulique du gazomètre
- Sécurisation de l'accès à la bâche d'eau industrielle de la préparation polymère

Travaux réalisés par la Collectivité :

- Maintenance curative de la chaudière de fuel
- Remise en état de la centrifugeuse EP01 (17/02/2023)
- Renouvellement du dégrilleur automatique du BSR de la Ricamarie (20/02/2023)
- Renouvellement du dégrilleur automatique du BSR Chambon Feugerolle (21/02/2023)
- Renouvellement des deux clapets à boule sur l'alimentation du bassin d'orage (07/03/2023)
- Aménagement d'une ventilation de secours pour le digesteur (01/09/2023)

3.

LA PERFORMANCE ET L'EFFICACITÉ OPÉRATIONNELLE POUR VOTRE SERVICE



La performance du service d'assainissement est un enjeu majeur, aussi bien pour le confort des consommateurs et des riverains au quotidien que pour maîtriser l'empreinte environnementale de cette activité. Ce chapitre regroupe les informations relatives à l'efficacité du service, de la collecte au traitement, et aborde également son impact sur l'environnement (déversements en milieu naturel, consommation de réactifs, bilan énergétique).

3.1 La maintenance du patrimoine

On distingue deux types d'interventions :



- Des opérations programmées d'entretien, maintenance, réparation ou renouvellement, définies grâce à des outils d'exploitation, analysant notamment les risques de défaillance,
- Des interventions non-programmées (urgences ou crises) qui nécessitent une réactivité maximale des équipes opérationnelles grâce à des procédures d'intervention parfaitement décrites et éprouvées. Les interruptions de service restent ainsi l'exception.

La réalisation de ces interventions conduit le cas échéant à faire appel à des compétences mutualisées (régionales ou nationales) et bénéficie du support d'outils informatiques de maintenance et de gestion des interventions.



La gestion centralisée des interventions

Le pilotage des interventions de nos techniciens est centralisé, qu'elles soient programmées ou imprévues, qu'il s'agisse de la maintenance d'un équipement, d'une intervention sur le branchement d'un abonné ou encore d'un prélèvement pour analyse en cas de suspicion de pollution dans le réseau.

→ Les opérations de maintenance des installations

| Date | Localisation | Opération réalisée |
|------------|----------------|---|
| 05/01/2023 | UDEP Pertuiset | Maintenance des centrifugeuse d'épaississement 1 et 2. |
| 05/01/2023 | UDEP Pertuiset | Réarmement du disjoncteur général. |
| 06/01/2023 | UDEP Pertuiset | Graissage des machines. |
| 10/01/2023 | UDEP Pertuiset | Nettoyage et réglage de la poire de niveau (fosse PCR). |
| 11/01/2023 | UDEP Pertuiset | Remplacement de de la roue et de la loge de la volute (P1 de relèvement). |
| 12/01/2023 | UDEP Pertuiset | Nettoyage des cuve de la désodorisation. |
| 13/01/2023 | UDEP Pertuiset | Mise en place d'une pompe neuve (extraction file sud). |
| 13/01/2023 | UDEP Pertuiset | Soudure de fixation de la conduite relèvement. |
| 16/01/2023 | UDEP Pertuiset | Remplacement du câblage du dégrilleur grossier n°2. |
| 16/01/2023 | UDEP Pertuiset | Déneigement du clarificateur sud. |
| 19/01/2023 | UDEP Pertuiset | Vidange du gazomètre. |
| 20/01/2023 | UDEP Pertuiset | Diagnostic de la torchère. |
| 23/01/2023 | BSR Ricamarie | Démontage du dégrilleur. |
| 24/01/2023 | BSR Malafolie | Démontage du dégrilleur. |
| 25/01/2023 | UDEP Pertuiset | Installation et mise en service d'un agitateur « kruger ». |
| 01/02/2023 | UDEP Pertuiset | Chantier sur la cheminée du gazomètre et ventilation du digesteur. |
| 14/02/2023 | UDEP Pertuiset | Remplacement de l'électrovanne de la bâche alimentaire (chaudière). |

| 23/02/2023 | UDEP Pertuiset | Réparation de la pompe d'alimentation de la centrifugeuse de déshydratation. | | | | | |
|------------|----------------|--|--|--|--|--|--|
| 22/02/2022 | UDEP Pertuiset | Mise en service du dégrilleur et asservissement de l'équipement au niveau du | | | | | |
| 23/02/2023 | ODEP Pertuiset | canal d'eau brute. | | | | | |
| 01/03/2023 | UDEP Pertuiset | Remplacement des isolateurs défaillants. | | | | | |
| 01/02/2022 | UDEP Pertuiset | Remplacement du rotor et stator pompe d'alimentation centrifugeuse de | | | | | |
| 01/03/2023 | ODEP Pertuiset | déshydratation n°1. | | | | | |
| 14/03/2023 | UDEP Pertuiset | Remplacement de la pompe (testomate en ligne pour la mesure de dureté). | | | | | |
| 22/03/2023 | UDEP Pertuiset | Intervention de désobstruction de la pompe à boue thélysée. | | | | | |
| 23/03/2023 | UDEP Pertuiset | Changement de la cartouche de la sonde amonite. | | | | | |
| 23/03/2023 | UDEP Pertuiset | Renouvellement du débitmètre du poste toutes eaux. | | | | | |
| 31/03/2023 | UDEP Pertuiset | Etalonnage des sondes rédox et oxygène du bassin d'aération. | | | | | |
| 08/04/2023 | UDEP Pertuiset | Intervention sur le thélys : réamorçage des pompes à boue. | | | | | |
| 03/05/2023 | UDEP Pertuiset | Chantier annuel de nettoyage des réacteurs thélys. | | | | | |
| 22/05/2023 | UDEP Pertuiset | Réparation dégrilleur grossier n°1 (sangles cassées). | | | | | |
| 07/06/2023 | UDEP Pertuiset | Remplacement du câblage des pompes de relèvement. | | | | | |
| 05/09/2023 | UDEP Pertuiset | Nettoyage et contrôle des préleveurs. | | | | | |
| 24/09/2023 | UDEP Pertuiset | Remplacement big bag polymère. | | | | | |
| 20/10/2023 | UDEP Pertuiset | Désobstruction de la fosse à flottants nord. | | | | | |
| 27/10/2023 | UDEP Pertuiset | Changement du filtre d'eau industrielle. | | | | | |
| 03/11/2023 | UDEP Pertuiset | Remplacement de la cuve polymère. | | | | | |
| 08/11/2023 | UDEP Pertuiset | Soudure sur les volutes des pompes à sable endommagées. | | | | | |
| 14/11/2023 | UDEP Pertuiset | Révision constructeur de la centrifugeuse d'épaississement n°1. | | | | | |
| 23/11/2023 | UDEP Pertuiset | Remplacement de la pompe à boue thélysée n°2. | | | | | |
| 19/12/2023 | UDEP Pertuiset | Intervention de désobstruction sur la conduite des boues chaulées. | | | | | |

Entretien des espaces verts

| Date | Localisation | Opération réalisée |
|---------|----------------|-------------------------|
| 04/2023 | UDEP Pertuiset | Tonte des espaces verts |
| 05/2023 | UDEP Pertuiset | Tonte des espaces verts |
| 06/2023 | UDEP Pertuiset | Tonte des espaces verts |
| 06/2023 | PR SR1 | Tonte des espaces verts |
| 06/2023 | PR SR2 | Tonte des espaces verts |
| 06/2023 | PR SR3 | Tonte des espaces verts |
| 07/2023 | UDEP Pertuiset | Tonte des espaces verts |
| 09/2023 | UDEP Pertuiset | Tonte des espaces verts |
| 12/2023 | UDEP Pertuiset | Tonte des espaces verts |
| 12/2023 | PR SR1 | Tonte des espaces verts |
| 12/2023 | PR SR2 | Tonte des espaces verts |
| 12/2023 | PR SR3 | Tonte des espaces verts |

Contrôle réglementaire

| Date | Localisation | Opération réalisée |
|------------|-------------------------|--|
| 06/06/2023 | UDEP Pertuiset | Contrôles extincteurs |
| 15/05/2023 | UDEP Pertuiset | Contrôles alarmes incendie |
| 15/05/2023 | UDEP Pertuiset | Contrôles trappes de désenfumage |
| 24/07/2023 | UDEP Pertuiset | Contrôles centrales de mesure et détecteurs de gaz |
| 27/12/2023 | BSR Firminy | Contrôles électriques |
| 27/12/2023 | BSR Ricamarie | Contrôles électriques |
| 27/12/2023 | BSR Chambon Feugerolles | Contrôles électriques |
| 12/01/2024 | UDEP Pertuiset | Contrôle disconnecteur |
| 2024 | UDEP Pertuiset | Equipements sous pression |
| 2024 | UDEP Pertuiset | Contrôles rejets atmosphériques |

→ L'auscultation du réseau de collecte

15 visites du réseau ont été réalisées en 2023 ce qui a permis de contrôler 731 DO soit une moyenne de 49 DO par tournée.

690 DO contrôlés ne faisaient l'objet d'aucune remarque, soit 95.4% de la totalité des DO visités. 33 DO ont nécessité une intervention de débouchage partiel ou complet, dont 2 décelés sur les DO télésurveillés. A noter qu'à 4 reprises des DO n'ont pu être contrôlés, du fait d'un problème d'accessibilité dû principalement à un stationnement de véhicule.

Les problèmes les plus fréquents (au moins 3 remarques sur les 15 tournées) ont été remarqués sur les DO n°7, 20, 28, 32, 51.

→ Le curage

Le plan de curage préventif :

| Interventions de curage préventif | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | N/N-1 |
|-------------------------------------|------|------|-------|------|------|---------|
| Longueur de canalisation curée (ml) | 0 | 0 | 1 090 | 350 | 0 | -100,0% |

- Curages préventifs BSR (Firminy, Ricamarie, Malafolie respectivement le 18/12/2023; 19/12/2023 et le 21/12/2023)
- Curage préventif du dessableur des PR SR1, SR2 et SR3 le 18/01/2023

Les désobstructions curatives :

| Interventions curatives | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | N/N-1 |
|---|------|------|------|------|------|--------|
| Nombre de désobstructions sur réseau | 70 | 41 | 35 | 47 | 33 | -29,8% |
| sur canalisations | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0,0% |
| sur accessoires | 70 | 41 | 34 | 47 | 33 | -29,8% |
| sur déversoir d'orage | 70 | 41 | 34 | 47 | 33 | -29,8% |
| Longueur de canalisation curée dans le cadre d'une opération de désobstruction (ml) | 200 | 390 | 350 | 350 | 320 | -8,6% |

- 320 ml de curage : curage du réseau en amont du DO Chambon 22, du réseau aval du DO Unieux 45 (n°2), du réseau amont et aval du DO Dorian et du réseau amont du PR St Paul.
- 33 DO ont nécessité une intervention de débouchage partiel ou complet, dont 2 décelés sur les DO télésurveillés.

Ces interventions se répartissent de la manière suivante :

- 22 DO partiellement bouchés sans déversement au milieu naturel,
- 3 DO partiellement bouchés avec déversement,
- 9 DO complètement bouchés avec intervention manuelle pour débouchage.
- 3 DO ont nécessité une intervention pour dessablage manuel.
- 2 DO ont nécessité l'intervention d'un camion hydrocureur

→ Les points « noirs » du réseau de collecte [P252.2]

Concernant le réseau de collecte, le nombre de points du réseau nécessitant des interventions fréquentes de curage [P252.2] permet à la fois de mettre en évidence la présence de défauts structurels ponctuels et d'évaluer les stratégies d'exploitation mises en œuvre pour pallier ces défauts. Ces défauts sont naturellement susceptibles de constituer des points prioritaires d'amélioration.

| | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | N/N-1 |
|--|--------|--------|--------|--------|--------|-------|
| Longueur du réseau de collecte des eaux usées hors branchements (ml) | 20 447 | 20 453 | 20 453 | 20 453 | 19 915 | -2,6% |

3.2 L'efficacité de la collecte

3.2.1 La maîtrise des entrants

→ Les rejets d'eaux usées d'origine non domestique

Les effluents non domestiques peuvent présenter des caractéristiques physico-chimiques particulières ne permettant pas un traitement similaire à celui effectué dans un système d'assainissement collectif des eaux usées domestiques classiques.

L'impact de ces effluents, s'ils ne sont pas maîtrisés, peut être important sur le fonctionnement et la gestion du système d'assainissement collectif, mais aussi sur le milieu naturel.

Aussi, la maîtrise des rejets non domestiques dans les réseaux publics d'assainissement contribue à :

- ✓ améliorer le fonctionnement du système de collecte et de traitement,
- ✓ préserver les ouvrages/équipements du système d'assainissement et le patrimoine de la Collectivité,
- ✓ garantir les performances du système de traitement,
- ✓ garantir la qualité des boues, et leur innocuité,
- ✓ respecter la réglementation.

Il importe donc d'identifier les rejets non domestiques à risque, de définir les conditions de leur raccordement (arrêtés d'autorisation, conventions de déversement) et de les contrôler.

Chaque année, un plan d'action est défini afin de cibler les établissements à contrôler en priorité dans l'année :

- √ à partir de la demande de la Collectivité ou des industriels eux-mêmes, les services de l'Etat (DREAL, ARS...) étant souvent à l'origine de la démarche des industriels,
- ✓ après détection de substances pouvant nuire à la valorisation agricole des boues et l'identification des établissements pouvant être à l'origine de la pollution,
- ✓ après détection de substances significatives (au sens de la réglementation RSDE note du 24 mars 2022) dans les effluents de la station d'épuration pouvant conduire à des impacts sur les milieux récepteurs. En effet, la note du 24 mars 2022, au-delà des campagnes régulières d'analyse des substances en entrée et en sortie de stations d'épuration supérieures à 10 000 EH impose aux Maîtres d'ouvrage du réseau de Collecte la responsabilité de réaliser un diagnostic visant à identifier les sources de substances et à proposer les actions correctives pour les réduire. Aussi, dans ce cadre, des contrôles des établissements pourront être d'intérêt.

La définition du plan d'action tient par ailleurs compte de :

- ✓ la localisation à l'échelle de la Collectivité de l'ensemble des établissements déversant dans les réseaux des eaux usées autres que domestiques,
- √ l'évaluation des principaux apports à partir de la synthèse des données existantes (études, autocontrôles, données Agence de l'Eau, consommations d'eau, ...),
- ✓ l'établissement de la liste des établissements à risques.

Afin de s'adapter aux constatations de terrain, le plan d'action pourra être modifié en cours d'année à la demande de la Collectivité.

→ Le bilan 2023 des Arrêtés d'Autorisation de Déversement (AAD) et des Conventions Spéciales de Déversement (CSD)

Le tableau ci-dessous présente le nombre total d'arrêtés d'autorisation et de conventions de déversement établis au 31/12 de l'année : non géré par VEOLIA.

3.2.2 La maîtrise des déversements en milieu naturel

→ La connaissance des déversements vers le milieu naturel [P255.3]

Le tableau ci-dessous présente les points de rejets au milieu naturel identifié :

| Nombre de points de rejet | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
|--------------------------------|------|------|------|------|------|
| Nombre d'usines de dépollution | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| Déversoirs télésurveillés | 8 | 8 | 10 | 10 | 10 |
| Autres déversoirs | 69 | 69 | 69 | 69 | 69 |

Les déversoirs d'orage et les « trop-pleins » des postes de relèvement ont été initialement mis en place pour permettre de déverser au milieu naturel les effluents en excès par temps de pluie.

La connaissance fine de ces points de rejet et l'évaluation de la pollution rejetée sont nécessaires pour maîtriser l'impact environnemental du réseau d'assainissement. L'indicateur « Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte des eaux usées » [P255.3] (voir définition dans le glossaire en annexe du présent document) permet de mesurer l'avancement de cette politique.

Cet indicateur est à établir par la Collectivité avec l'appui du délégataire. Les informations dont nous disposons et qui sont utiles au calcul de l'indicateur sont les suivantes :

| | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
|---|------|------|------|------|------|
| Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte | 70 | 70 | 70 | 70 | 70 |

| Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte | Barème | Valeur ICR | | | | |
|---|--------|------------|--|--|--|--|
| Partie A : Eléments communs à tous les types de réseaux (100 points) | | | | | | |
| Identification des points de rejets potentiels aux milieux récepteurs | 20 | 20 | | | | |
| Évaluation de la pollution collectée en amont de chaque point potentiel de rejet | 10 | 10 | | | | |
| Etude terrain des points de déversements - id moment et taille du déversement | 20 | 0 | | | | |
| Mesures débit et pollution sur les points de rejet | 30 | 30 | | | | |
| Réalisation rapport sur la surveillance des systèmes de collecte et stations d'épuration | 10 | 10 | | | | |
| Connaissance qualité des milieux récepteurs et évaluation impact des rejets sur le milieu récepteur | 10 | 0 | | | | |
| Total Partie A | 100 | 70 | | | | |
| Partie B : Pour les secteurs équipés en réseaux séparatifs ou partiellement séparatifs | | | | | | |
| (10 points qui ne sont comptabilisés que si 80 points au moins ont été obtenus en partie A) | | | | | | |
| Évaluation de la pollution déversée par les réseaux pluviaux au milieu récepteur | 10 | | | | | |
| Partie C : Pour les secteurs équipés en réseaux séparatifs ou mixtes | | | | | | |
| (10 points qui ne sont comptabilisés que si 80 points au moins ont été obtenus en partie A) | | | | | | |
| Mise en place suivi de la pluviométrie des principaux déversoirs d'orage | 10 | | | | | |
| Total: | 120 | 70 | | | | |

→ La conformité de la collecte [P203.3]

Cet indicateur [P203.3] (voir définition dans le glossaire en annexe du présent document) permet d'évaluer la conformité du réseau de collecte d'un service d'assainissement au regard des dispositions réglementaires issues de la directive européenne ERU.

Le mode de calcul de cet indicateur en cours de refonte n'a pas été communiqué à la date d'établissement du présent rapport. Veolia est en attente de la publication de la fiche indicateur sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : http://services.eaufrance.fr/

Dans l'attente de la publication de cet indicateur, Veolia met à disposition de la Collectivité les informations suivantes qui seront utiles pour établir la conformité du réseau de collecte et, le cas échéant, identifier les axes de progrès :

Bilan des déversements

| | Déversoirs | 2020 | | 2021 | | 2022 | | 2023 | |
|----------------------------|--------------------------|----------------------------|--------------------------------------|----------------------------|--------------------------------------|----------------------------|--------------------------------------|----------------------------|--------------------------------------|
| Catégorie | | Volume déversé m³/an | Nombre de jours de déversement |
| Pluviométrie (mm) | | | 596,0 | 814,8 | | 578,4 | | 676,6 | |
| Total déversé (m³/an) | | 1 | 85 454 | 465 101 | | 179 450 | | 171 444 | |
| >120 et < 600 kg DBO5/j | DO rue Dorian | 34 295 | 26 | 33 395 | 36 | 32 010 | 33 | 25 020 | 36 |
| | BO Firminy | 116 112 | 46 | 168 306 | 85 | 25 127 | 18 | 14 030 | 16 |
| >120 et < 600 kg DBO5/j | DO république | 8 268 | 30 | 14 964 | 38 | 8 871 | 29 | 15 135 | 39 |
| | Surverse BO Malafolie | 15 544 | 23 | 28 543 | 49 | 12 682 | 25 | 7 594 | 17 |
| >120 et < 600 kg DBO5/j | DO Lycée | - | - | 83 963 | 75 | 39 515 | 46 | 42 261 | 53 |
| >120 et < 600 kg DBO5/j | DO Clextral | - | - | 105 236 | 72 | 46 404 | 48 | 50 257 | 59 |
| <120 kg DBO5/j | DO 69 (DO SIVO 065) | 11 235 | 59 | 30 694 | 105 | 14 841 | 70 | 17 147 | 88 |

Pour rappel, les rejets du DO Varan sont déjà compris dans les résultats du DO Clextral. En effet, les volumes rejetés par ce DO repassent par le DO FIRM 023 Clextral.

Détail des déversements mensuels

| | Pluviométrie (mm) | BSR Malafolie | Avenue de la république | BSR Firminy | DO rue Dorian | Do 69 (DO < 120 kg/DBO5) | DO Clextral | DO Lycée Albert |
|------------|----------------------|------------------|-------------------------------|----------------|------------------|--------------------------------|----------------|--------------------|
| Janvier | 35 | 0 | 2 | 261 | 0 | 423 | 332 | 98 |
| Février | 8 | 0 | 17 | 0 | 80 | 148 | 433 | 199 |
| Mars | 60 | 604 | 647 | 2 511 | 1 080 | 1 964 | 4 785 | 3 638 |
| Avril | 69 | 247 | 1 952 | 0 | 5 740 | 776 | 6 715 | 6 940 |
| Mai | 117 | 1 875 | 5 992 | 315 | 11 040 | 3 378 | 7 882 | 7 527 |
| Juin | 106 | 1 631 | 3 244 | 4 265 | 2 390 | 3 636 | 11 984 | 9 368 |
| Juillet | 26 | 0 | 799 | 0 | 1 360 | 145 | 3 270 | 2 869 |
| Août | 40 | 1 504 | 1 052 | 30 | 500 | 1 815 | 2 223 | 830 |
| Septembre | 20 | 0 | 31 | 0 | 120 | 785 | 557 | 300 |
| Octobre | 76 | 1 367 | 1 343 | 3 456 | 2 370 | 2 554 | 8 784 | 8 239 |
| Novembre | 66 | 149 | 53 | 890 | 340 | 697 | 2 424 | 1 432 |
| Décembre | 52 | 217 | 3 | 2 302 | 0 | 825 | 868 | 821 |
| Total 2023 | 677 | 7 594 | 15 135 | 14 030 | 25 020 | 17 147 | 50 257 | 42 261 |
| Total 2022 | 578 | 12 682 | 8 871 | 25 127 | 32 010 | 14 841 | 46 404 | 39 515 |
| Total 2021 | 815 | 28 543 | 14 964 | 168 306 | 33 395 | 30 694 | 105 236 | 83 963 |
| Total 2020 | 596 | 15 544 | 8 268 | 116 112 | 34 295 | 11 235 | - | - |

Pour rappel, les rejets du DO Varan sont déjà compris dans les résultats du DO Clextral. En effet, les volumes rejetés par ce DO repassent par le DO FIRM 023 Clextral.

Détail des déversements par temps sec

| | Pluviométrie (mm) | BSR Malafolie | Avenue de la république | BSR Firminy | DO rue Dorian | Do 69 | DO Clextral | DO Lycée Albert |
|------------|----------------------|------------------|-------------------------------|-------------|------------------|-------|----------------|-----------------------|
| Janvier | 35 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Février | 8 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Mars | 60 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Avril | 69 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Mai | 117 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Juin | 106 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Juillet | 26 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Août | 40 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 | 0 | 0 |
| Septembre | 20 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Octobre | 76 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Novembre | 66 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Décembre | 52 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total 2023 | 677 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 | 0 | 0 |
| Total 2022 | 578 | 45 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total 2021 | 815 | 20 | 0 | 754 | 110 | 2 | 211 | 1 484 |
| Total 2020 | 596 | 0 | 0 | 0 | 0 | 50 | - | - |

Listing des journées de déversement par temps sec :

- Do 69
 - o Le 10/08/2023 (1,95 m³)
 - o Le 11/08/2023 (0,24 m³)

Synthèse des effluents transitants aux points caractéristiques

| Bilan sur les point | ts caractéristiques |
|--|------------------------|
| Point caractéristique (R2) | Débit conservé (m³/an) |
| Rue République (depuis le Chambon Feugerolles) | 256 000 |
| DO 69 (depuis la Ricamarie) | 294 669 |
| Total 2023 (*) | 550 669 |
| Total 2022 (*) | 468 628 |
| Total 2021 (*) | 699 518 |
| Total 2020 (*) | 503 545 |
| Total 2019 | 771 197 |

^(*) Suite à la demande du client, le débitmètre Rue Dorian a été déposé entrainant une absence de données sur le point caractéristique rue Dorian.

| | Bilan global au niveau de la station | | | | | | | | | | |
|------------|--------------------------------------|----------|------------------|--------------------|---------------|--------------------|--|--|--|--|--|
| | | Vo | olumes (m3) | | Nombre de joi | urs de déversement | | | | | |
| | Surverse DO (A1) | DTS (A2) | Surverse BO (A2) | By-pass total (A2) | Réseau A1 (*) | Tête de station A2 | | | | | |
| Janvier | 1116 | 647 | 0 | 647 | 4 | 2 | | | | | |
| Février | 877 | 810 | 0 | 810 | 2 | 1 | | | | | |
| Mars | 15229 | 10497 | 0 | 10497 | 10 | 4 | | | | | |
| Avril | 22370 | 5040 | 0 | 5040 | 8 | 2 | | | | | |
| Mai | 38009 | 15421 | 77050 | 92471 | 14 | 10 | | | | | |
| Juin | 36518 | 2455 | 9580 | 12035 | 10 | 4 | | | | | |
| Juillet | 8443 | 42 | 0 | 42 | 4 | 2 | | | | | |
| Août | 7954 | 25 | 0 | 25 | 8 | 2 | | | | | |
| Septembre | 1793 | 0 | 0 | 0 | 6 | 0 | | | | | |
| Octobre | 28113 | 142 | 5790 | 5932 | 8 | 3 | | | | | |
| Novembre | 5985 | 0 | 0 | 0 | 12 | 0 | | | | | |
| Décembre | 5036 | 4771 | 26660 | 31431 | 8 | 2 | | | | | |
| Total 2023 | 171 444 | 39 850 | 119 080 | 158 930 | 94 | 32 | | | | | |
| Total 2022 | 179 450 | 46 025 | 106 700 | 152 725 | 85 | 28 | | | | | |
| Total 2021 | 465 101 | 106 961 | 307 230 | 414 191 | 61 | 191 | | | | | |
| Total 2020 | 185 454 | 77 433 | 305 964 | 383 397 | 79 | 61 | | | | | |

^(*) Jour de déversement différents

| Analy | se des données - périmètre r | nodifié | (ajout des | résultats (| des dévers | oirs Lycée e | et Clextral) | |
|-------------------------|---|---------|------------|-------------|------------------------------|------------------------------|------------------------------|-----------------------|
| Indicateur | Détail du calcul | Unité | 2020 | 2021 | 2021 Périmètre modifié | 2022 Périmètre modifié | 2023 Périmètre modifié | Remarques spécifiques |
| Pluviométrie | | mm | 634,0 | 814,8 | 814,8 | 578,4 | 676,6 | - |
| Entrée système | - | m³/an | 5 879 896 | 7 059 578 | 7 059 578 | 5 227 846 | 5 566 222 | - |
| Total entrée traitement | - | m³/an | 5 495 883 | 6 644 866 | 6 644 866 | 5 074 862 | 5 407 090 | - |
| Total déversé réseau | DO télésurveillés | m³/an | 185 454 | 275 902 | 465 101 | 179 450 | 171 444 | - |
| Total déversé réseau | DO télésurveillés supérieurs (> 120 kg DBO5) | m³/an | 174 219 | 245 208 | 434 407 | 164 609 | 154 297 | (*) |
| Total déversé DTS | Déversoir en entrée de station additionné à la surverse du bassin d'orage | m³/an | 383 397 | 414 191 | 414 191 | 152 725 | 158 930 | |
| Total déversé | Total déversé DTS additionné au total déversé réseau | m³/an | 568 851 | 879 292 | 879 292 | 332 175 | 330 374 | |
| Total déversé | Total déversé DTS additionné au total déversé réseau | m³/an | 557 616 | 659 399 | 848 598 | 317 334 | 313 227 | (*) |
| Total collecté | Volume du déversoir additionné au volume d'entrée de traitement (A3) additionné au total déversé réseau | m³/an | 6 064 734 | 7 334 959 | 7 524 158 | 5 407 037 | 5 737 464 | |

^(*) Hors DO 69 (DO 69 <120kg DBO5/j)

| Analyse des données - périmètre | modifié | (ajout d | es résulta | ats des de | éversoirs | Lycée et Clextral) |
|---|---------|----------|------------------------------|------------------------------|------------------------------|---|
| Indicateur | 2020 | 2021 | 2021 Périmètre modifié | 2022 Périmètre modifié | 2023 Périmètre modifié | Remarques |
| Part du volume déversé par le réseau sur le volume collecté | 2,87% | 3,34% | 5,77% | 3,04% | 2,69% | Hors DO 69 (<120kg DBO5/j) A comparer au seuil réglementaire de 5 % |
| Part du volume déversé sur le réseau sur le volume collecté | 3,06% | 3,76% | 6,18% | 3,32% | 2,99% | - |
| Part du volume déversé total sur le volume collecté | 9,19% | 8,99% | 11,28% | 5,87% | 5,46% | Hors DO 69 (DO 69 <120kg DBO5/j) |
| Part du volume déversé total sur le volume collecté | 9,38% | 9,41% | 11,69% | 6,14% | 5,76% | - |
| Part du volume déversé au DTS sur le volume collecté | 6,32% | 5,65% | 5,50% | 2,82% | 2,77% | - |
| Part du volume déversé au DTS sur volume entrée système | 6,52% | 5,87% | 5,87% | 2,92% | 2,86% | - |

| Analyse des données par ra | Analyse des données par rapport aux volumes stockés dans les BSR - périmètre modifié | | | | | | | | | | |
|---|--|---------|------------------------------|------------------------------|------------------------------|---|--|--|--|--|--|
| Indicateur | 2020 | 2021 | 2021 Périmètre modifié | 2022 Périmètre modifié | 2023 Périmètre modifié | Remarques | | | | | |
| Total volume stocké Bassin d'orage (m³) | 77 012 | 112 959 | 112 959 | 50 043 | 57 027 | - | | | | | |
| Part du volume stocké sur le volume entrée traitement | 1,40% | 1,70% | 1,70% | 0,99% | 1,05% | - | | | | | |
| Part du volume stocké sur le volume total déversé | 13,54% | 16,37% | 12,85% | 15,07% | 33,26% | Y compris le DO 69 (DO 69 < 120 kg DBO5/j) | | | | | |

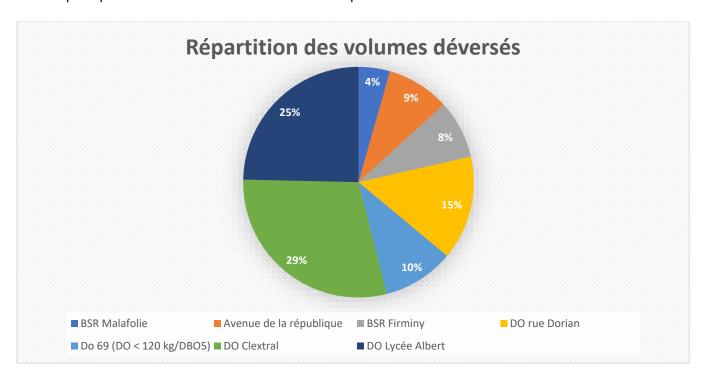
| Analyse des données par rapport | Analyse des données par rapport aux volumes stockés dans le BO de la station - périmètre modifié | | | | | | | | | | | |
|---|--|---------|---|---------|------------------------------|---|--|--|--|--|--|--|
| Indicateur | 2020 2021 | | 2021 2022 Périmètre Périmètre modifié modifié | | 2023 Périmètre modifié | Remarques | | | | | | |
| Total volume stocké Bassin d'orage (m³) | 247 014 | 422 523 | 422 523 | 261 011 | 305 468 | - | | | | | | |
| Part du volume stocké sur le volume entrée traitement | 4,49% | 6,36% | 6,36% | 5,14% | 5,65% | - | | | | | | |
| Part du volume stocké sur le volume total déversé | 43,42% | 61,23% | 48,05% | 78,58% | 92,46% | Y compris le DO 69 (DO 69 < 120 kg DBO5/j) | | | | | | |

| Analyse des données par rappo | Analyse des données par rapport au volume total stocké (BO step et BSR) - périmètre modifié | | | | | | | | | | | |
|---|---|---------|------------------------------|------------------------------|------------------------------|---|--|--|--|--|--|--|
| Indicateur | 2020 | 2021 | 2021 Périmètre modifié | 2022 Périmètre modifié | 2023 Périmètre modifié | Remarques | | | | | | |
| Total volume stocké (m³) | 324 026 | 535 482 | 535 482 | 311 054 | 362 495 | - | | | | | | |
| Part du volume stocké sur le volume entrée traitement | 5,90% | 8,06% | 8,06% | 6,13% | 6,70% | - | | | | | | |
| Part du volume stocké sur le volume total déversé | 56,96% | 77,60% | 60,90% | 93,64% | 109,72% | Y compris DO 69, (DO 69 < 120 kg DBO5/j) | | | | | | |

→ Analyses des résultats

Le volume déversé par les points A1 du réseau s'élève à 2,69 % du volume collecté. Ce dernier est donc inférieur au seuil réglementaire de 5%.

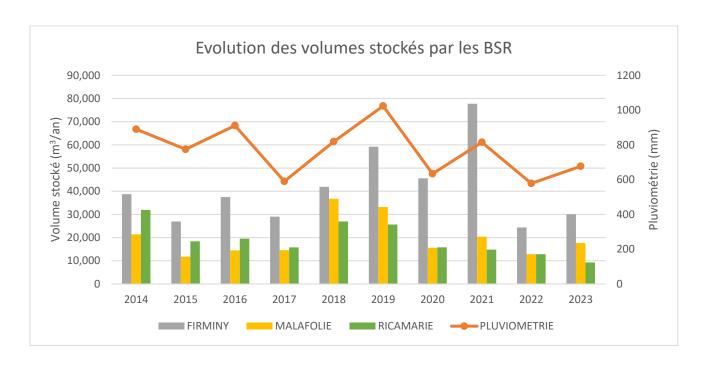
En intégrant le volume déversé par le DO 69, on constate que les deversoirs Lycée Albert Camus et Clextral, sont les principaux contributeurs aux volumes déversés par le réseau.



→ La part des volumes stockés dans les différents bassins progressent par rapport aux volumes déversés.

| | | Volumes stockés dar | s les BSR | |
|-----------|---------------|---------------------|-----------------|---------|
| | | Volumes | (m³/mois) | |
| | BO Firminy R2 | BO Malafolie R2 | BO Ricamarie R2 | BO Step |
| Janvier | 1693 | 739 | 1061 | 14577 |
| Février | 607 | 201 | 348 | 978 |
| Mars | 4108 | 1601 | 712 | 20301 |
| Avril | 1420 | 1559 | 792 | 29380 |
| Mai | 2320 | 3348 | 1558 | 64165 |
| Juin | 6713 | 3574 | 1216 | 42146 |
| Juillet | 1991 | 1050 | 377 | 19106 |
| Août | 2312 | 1753 | 821 | 19432 |
| Septembre | 716 | 619 | 499 | 14194 |
| Octobre | 3213 | 1046 | 646 | 33587 |
| Novembre | 2714 | 1122 | 648 | 26352 |
| Décembre | 2260 | 1060 | 610 | 21250 |
| T-4-1 | 30 067 | 17 672 | 9 288 | 305 468 |
| Total | | 57 027 | | |

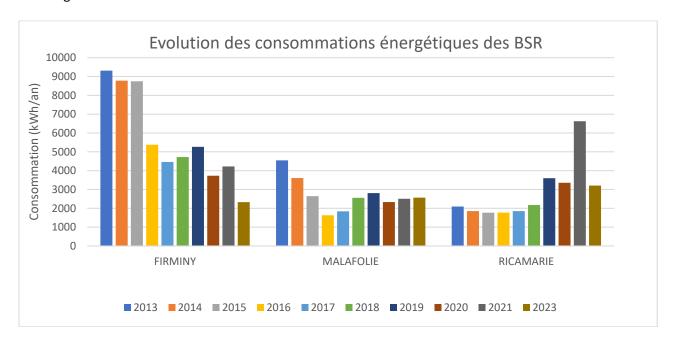
| | Volumes annuels en (m³) | | | | | | | | | | | | |
|--------------|-------------------------|--------|--------|--------|---------|----------|--------|---------|--------|--------|--|--|--|
| | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | | | |
| Pluviométrie | 890 | 774,6 | 911 | 590,2 | 818,6 | 1 023,40 | 634 | 814,8 | 578,4 | 676,6 | | | |
| FIRMINY | 38 726 | 26 911 | 37 473 | 29 025 | 41 923 | 59 207 | 45 570 | 77 745 | 24 356 | 30 067 | | | |
| MALAFOLIE | 21 404 | 11 766 | 14 477 | 14 558 | 36 779 | 33 192 | 15 617 | 20 394 | 12 857 | 17 672 | | | |
| TRABLAINE | Arrêt | Arrêt | Arrêt | Arrêt | Arrêt | Arrêt | Arrêt | Arrêt | Arrêt | Arrêt | | | |
| RICAMARIE | 31 920 | 18 392 | 19 554 | 15 766 | 26 949 | 25 662 | 15 825 | 14 820 | 12 830 | 9 288 | | | |
| Total | 92 050 | 57 069 | 71 504 | 59 349 | 105 651 | 118 021 | 77 012 | 112 959 | 50 043 | 57 027 | | | |

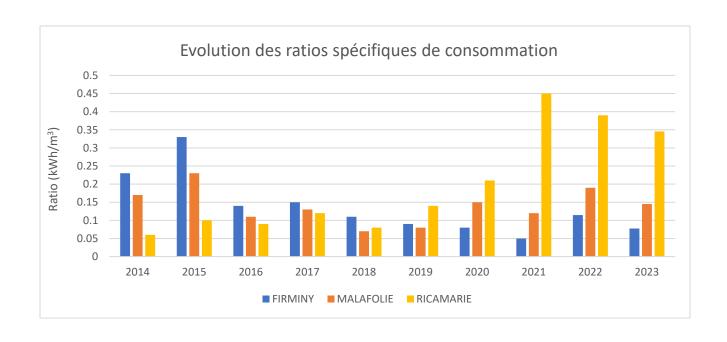


| | | Consommations annuelles (kWh) | | | | | | | | | | | |
|-----------|--------|-------------------------------|-------|-------|-------|--------|-------|--------|--------|-------|--|--|--|
| | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | | | |
| FIRMINY | 8 781 | 8 748 | 5 377 | 4 463 | 4 723 | 5 263 | 3 732 | 4 225 | 2 793 | 2 328 | | | |
| MALAFOLIE | 3 605 | 2 648 | 1 630 | 1 840 | 2 558 | 2 809 | 2 330 | 2 507 | 2 392 | 2 565 | | | |
| RICAMARIE | 1 853 | 1 767 | 1 770 | 1 853 | 2 175 | 3 599 | 3 357 | 6 624 | 5 018 | 3 207 | | | |
| Total | 14 239 | 13 163 | 8 777 | 8 156 | 9 456 | 11 671 | 9 419 | 13 356 | 10 203 | 8 100 | | | |

| | Ratio consommations annuelles (kWh/m³) | | | | | | | | | |
|-----------|--|------|------|------|------|------|------|------|------|------|
| | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
| FIRMINY | 0,23 | 0,33 | 0,14 | 0,15 | 0,11 | 0,09 | 0,08 | 0,05 | 0,11 | 0,08 |
| MALAFOLIE | 0,17 | 0,23 | 0,11 | 0,13 | 0,07 | 0,08 | 0,15 | 0,12 | 0,19 | 0,15 |
| RICAMARIE | 0,06 | 0,10 | 0,09 | 0,12 | 0,08 | 0,14 | 0,21 | 0,45 | 0,39 | 0,35 |

Les consommations du BSR Firminy ont fortement chuté par rapport aux années antérieures et la tendance à la baisse est nette. Si en 2021 la hausse des consommations pour le BSR Ricamarie avait été importante, au regard des volumes de cette année, en 2022 la hausse avait été généré par un dysfonctionnement du chauffage.

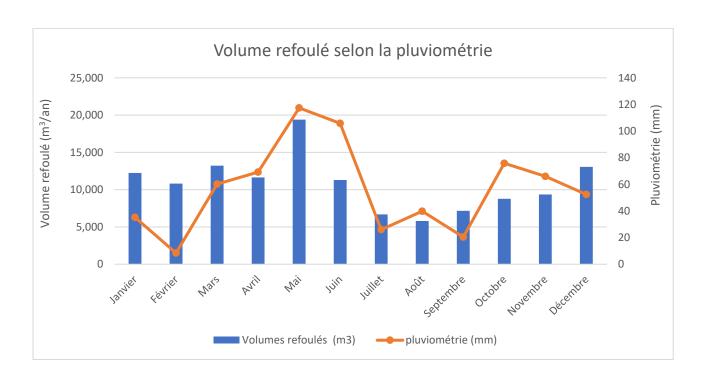


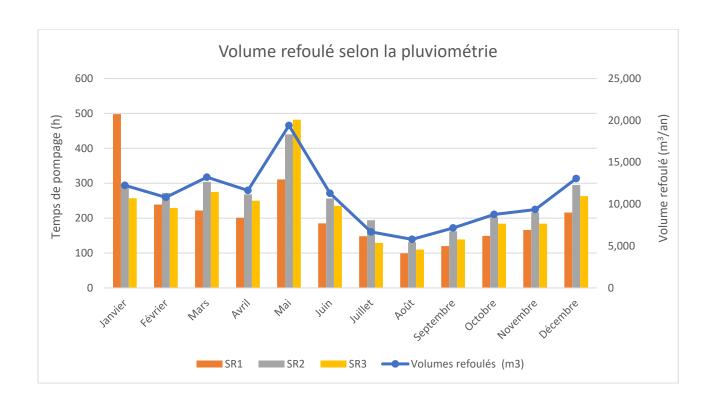


→ Poste de relevage de Saint Paul en Cornillon

| | | Consomma | | | |
|------|--------|----------|--------|--------|-------------------|
| | SR1 | SR2 | SR3 | Total | Pluviométrie (mm) |
| 2009 | 18 353 | 32 157 | 6 129 | 56 639 | 682,4 |
| 2010 | 23 340 | 20 646 | 8 102 | 52 088 | 950 |
| 2011 | 16 559 | 14 431 | 6 288 | 37 278 | 634,4 |
| 2012 | 19 556 | 17 287 | 7 470 | 44 313 | 875,6 |
| 2013 | 24 581 | 24 385 | 10 010 | 58 976 | 878 |
| 2014 | 25 695 | 25 471 | 9 381 | 60 547 | 890 |
| 2015 | 17 108 | 17 265 | 7 583 | 41 956 | 774,6 |
| 2016 | 16 189 | 15 353 | 5 677 | 37 219 | 911 |
| 2017 | 15 246 | 15 076 | 6 709 | 37 031 | 590,2 |
| 2018 | 21 199 | 17 739 | 7 397 | 46 335 | 818,6 |
| 2019 | 13 814 | 14 898 | 6 375 | 35 087 | 1023,4 |
| 2020 | 14 366 | 15 962 | 5 574 | 35 902 | 634 |
| 2021 | 16 538 | 18 592 | 6 778 | 41 908 | 814,8 |
| 2022 | 14 576 | 14 227 | 4 422 | 33 225 | 578,4 |
| 2023 | 14 931 | 19 863 | 5 736 | 40 530 | 676,6 |

| Volumes | refoulés par les PR SR1, SR2 et SR3 (m³) | temps de pompage mensuel (h) | | | |
|------------|--|------------------------------|-------|-------|--|
| | Volumes refoulés (m³) | SR1 | SR2 | SR3 | |
| Janvier | 12 244 | 498 | 297 | 257 | |
| Février | 10 814 | 239 | 272 | 229 | |
| Mars | 13 217 | 222 | 304 | 275 | |
| Avril | 11 639 | 201 | 268 | 250 | |
| Mai | 19 391 | 311 | 440 | 482 | |
| Juin | 11 298 | 185 | 256 | 235 | |
| Juillet | 6 686 | 148 | 194 | 129 | |
| Août | 5 798 | 99 | 131 | 110 | |
| Septembre | 7 159 | 120 | 162 | 139 | |
| Octobre | 8 770 | 149 | 203 | 184 | |
| Novembre | 9 354 | 166 | 216 | 184 | |
| Décembre | 13 057 | 216 | 295 | 263 | |
| Total 2023 | 129 427 | 2555 | 3036 | 2737 | |
| Total 2022 | 99 543 | 2 877 | 2 066 | 1 995 | |
| Total 2021 | 167 707 | 3 637 | 2 876 | 3 552 | |





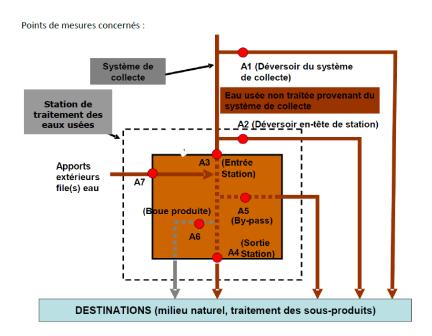
3.3 L'efficacité du traitement

La conformité des systèmes de traitement aux prescriptions réglementaires concerne le niveau d'équipement des installations, ainsi que la qualité des rejets et leur impact sur le milieu naturel. Cette conformité est évaluée au travers, d'une part, des indicateurs de l'arrêté du 2 mai 2007 et, d'autre part, des critères de l'arrêté du 21 juillet 2015.

Afin d'assurer une bonne cohérence avec l'arrêté du 21 juillet 2015, les outils Autostep et Mesurestep mis à disposition des Services de Police de l'Eau et des Exploitants par le Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire (http://assainissement.developpement-durable.gouv.fr/) et permettant de réaliser l'évaluation de conformité des systèmes d'assainissement ont évolué en 2019. Les règles suivantes sont depuis appliquées pour évaluer la conformité en performance des stations d'épuration.

- les flux considérés en entrée et en sortie du système de traitement tiennent compte du débit de référence ou du Percentile 95 (PC95). En pratique seuls les flux à hauteur du débit de référence sont retenus dans les calculs. Ainsi, tous les volumes déversés par le Déversoir en Tête de Station (A2) audelà du débit de référence sont écartés et n'interviennent pas dans les calculs de conformité. Il en est de même pour le calcul de la Charge Brute de Pollution Organique, basé sur les flux en entrée en DBO5,
- un bilan d'autosurveillance est considéré hors condition normale de fonctionnement (et les paramètres non-conformes sont alors écartés) lorsque le débit en entrée de station d'épuration (A3) dépasse le débit de référence PC95,
- dans le cas des stations d'épuration supérieures à 2 000 EH, le calcul de la conformité nationale est basé uniquement sur la valeur du PC95 calculée et le calcul de la conformité locale prend en compte la valeur maximale entre le PC95 et le débit de référence défini dans l'acte administratif. Dans le cas des stations inférieures à 2 000 EH, seul le débit de référence issu de l'acte administratif est considéré.

Les schémas ci-dessous rappellent la dénomination SANDRE des points de mesures et illustrent les nouveautés introduites.



Notre outil interne OPALE est aligné sur les mêmes règles que celles retenues par Autostep pour évaluer la conformité locale le plus justement possible. Aussi, le rapport annuel fournit les évaluations de conformité locale réalisées en adoptant les règles de calcul définies par l'arrêté de 2015.

Dans le rapport annuel du Délégataire, nous transmettons nos évaluations « exploitant » de la conformité locale. Pour rappel, l'indicateur réglementaire P205.3 Conformité de la performance des ouvrages d'épuration est à la Charge du Service de Police de l'Eau et n'est pas dû par l'exploitant.

C'est la raison pour laquelle, nous rappelons les hypothèses sur lesquelles se fondent nos évaluations de conformité. En effet, les modalités précises d'évaluation retenues pour évaluer la conformité s'appuient en premier lieu sur les critères des services en charge de la Police de l'Eau lorsque ceux-ci ont été inscrits dans un arrêté préfectoral et/ou portés à la connaissance de Veolia. A défaut, les critères pris en compte sont ceux énoncés dans les guides généraux d'application de l'arrêté du 21 juillet 2015 élaborés par la Direction de l'Eau et la Biodiversité.

3.3.1 Conformité globale

→ La conformité des équipements d'épuration [P204.3]

Cet indicateur **[P204.3]** permet d'évaluer la conformité des équipements de l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, au regard des dispositions règlementaires issues de la directive européenne ERU. Cet indicateur résulte des conformités de chaque station de traitement des eaux usées (STEU) du service, pondérées par la charge entrante en DBO5 (moyenne annuelle). La conformité de chacune des STEU est établie par les services de l'Etat et est adressée à l'exploitant en vertu de l'article 22 de l'arrêté du 21 juillet 2015. La valeur de cet indicateur n'a pas été communiquée à Veolia à la date d'établissement du présent rapport.

→ La conformité de la performance des ouvrages d'épuration aux prescriptions nationales issues de la directive ERU [P205.3]

Cet indicateur permet d'évaluer la conformité de la performance de l'ensemble des stations d'un service, au regard des dispositions réglementaires issues de la Directive européenne ERU. Il [P205.3] est à établir par la Police de l'eau, qui doit l'adresser à l'exploitant en vertu de l'article 22 de l'arrêté du 21 juillet 2015. La valeur de cet indicateur n'a pas été communiquée à Veolia à la date d'établissement du présent rapport.

En l'absence de réception à la date d'établissement du présent rapport annuel des éléments relatifs à cet indicateur, Veolia présente ci-dessous un indicateur approché, établi à partir des données issues de l'autosurveillance mise en œuvre et des valeurs caractéristiques de référence de la station (CBPO, Qref) à utiliser, établies et communiquées par le service de Police des eaux (arrêté préfectoral d'autorisation, ou à défaut manuel d'autosurveillance). Ces valeurs sont rappelées par station dans le tableau ci-dessous.

L'évaluation est réalisée en écartant les bilans non conformes correspondant à un débit arrivant en entrée de la station au-delà du débit de référence caractéristique de la station et les bilans en situations inhabituelles (opérations de maintenance programmées, circonstances exceptionnelles telles que catastrophes naturelles, inondations...). Il s'agit donc d'une évaluation de la conformité locale (et non d'une évaluation de la conformité nationale/européenne).

Les indices suivants mesurent la conformité par rapport à la réglementation (arrêté préfectoral local ou arrêté du 21 juillet 2015 à défaut).

| Conformité réglementaire des rejets | à l'arrêté préfectoral |
|-------------------------------------|---------------------------|
| | 0,00 |
| UDEP du S.I.V.O. | 0,00 |

Pour établir la performance globale, dans le cas de plusieurs usines de dépollution, le taux de chaque usine est pondéré par la charge en DBO5 arrivant sur le système de traitement.

La station est non conforme suite au dépassement du seuil de concentration rédhibitoire sur les MES lors du bilan du 22/02/2023 (la concentration en sortie était de 82,48 mg/L pour un seuil fixé à 62,5 mg/L). Un déversement de 810 m³ vient dégrader la qualité du rejet qui était conforme en sortie d'usine. A noter que la charge en MES arrivant à la station excédait très largement les capacités de l'usine. Selon les données constructeur, la capacité nominale temps sec est de 5600 kg MES/j à laquelle il faut ajouter 1800 kg/MES/j en temps de de pluie. Or, nous enregistrons un pic de charge de 10 011 kg MES/j en entrée traitement. Malgré le dépassement du seuil rédhibitoire le rendement d'élimination sur les MES le jour du bilan était de 88,2%.

→ La conformité des performances des équipements d'épuration au regard des prescriptions de l'acte individuel [P254.3]

Cet indicateur [P254.3], qui concerne uniquement les usines d'épuration de plus de 2000 EH, correspond au nombre de bilans conformes aux objectifs de rejet spécifiés par l'arrêté préfectoral ou, par défaut, selon les règles d'évaluation de la conformité identifiées avec la Police de l'Eau ou les règles nationales (arrêté du 21 juillet 2015), rapporté au nombre total de bilans réalisés sur 24 heures. Pour calculer cet indicateur, les bilans non conformes correspondant à un débit entrant dans la station au-delà du débit de référence caractéristique de la station et les bilans en situations inhabituelles (opérations de maintenance programmées, circonstances exceptionnelles telles que catastrophes naturelles, inondations...) sont écartés, selon la réglementation en vigueur.

| Conformité des performances des équipements d'épuration | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
|---|------|------|------|------|------|
| Performance globale du service (%) | 97 | 96 | 98 | 99 | 99 |
| UDEP du S.I.V.O. | 97 | 96 | 98 | 99 | 99 |

Pour établir la performance globale, dans le cas de plusieurs usines de dépollution, le taux de chaque usine est pondéré par la charge en DBO5 arrivant sur le système de traitement.

Cette conformité est évaluée en retenant les règles définies par la réglementation en vigueur et incluses dans les outils mis à disposition par le Ministère (prise en compte des débits à hauteur du débit de référence en entrée et sortie, prise en compte du débit entrant en station pour définir si la station est en ou hors condition normale de fonctionnement, prise en compte du débit de référence mentionné dans l'acte administratif (arrêté préfectoral local)). Cette évaluation reste fournie à titre indicatif. Seule l'évaluation transmise par le Service de Police de l'Eau en mars a une valeur officielle.

→ Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes [P206.3]

Cet indicateur mesure la proportion des boues évacuées par l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, et traitées ou valorisées conformément à la réglementation. Les filières de traitement et/ou de valorisation de ces boues peuvent être la valorisation agricole, le compostage, l'incinération, la gazéification et le stockage en décharge agréée.

| | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
|---|------|------|------|------|------|
| Taux de boues évacuées selon une filière conforme (%) | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| UDEP du S.I.V.O. | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |

3.3.2 Bilan d'exploitation et conformité par station

Les données de bilan et conformité sont détaillées en annexe du présent document.

Les autres données d'auto-surveillance sont consultables sur les registres d'autosurveillance, tenus à jour conformément à l'arrêté du 21 juillet 2015.

UDEP du S.I.V.O.

Rappel des valeurs caractéristiques de la station et des performances de traitement attendues

Les valeurs caractéristiques utilisées pour l'évaluation de la conformité de la station sont présentées dans le tableau qui suit. Il s'agit des valeurs établies et communiquées par le service de Police des eaux (arrêté préfectoral d'autorisation, ou à défaut manuel d'autosurveillance) (Débit de référence) ou fournies par le constructeur (capacité nominale).

| Flux hydrauliques | Valeur de dimensionnement | Unité |
|--|---------------------------|-------|
| Volume journalier moyen temps sec | 20 000 | m³/j |
| Volume journalier max n temps de pluie | 37 200 | m³/j |
| Débit de pointe en temps de pluie | 4 800 | m³/h |

| Charges Polluantes | Valeur de dimensionnement | Unité |
|--------------------|---------------------------|-------|
| DCO | 12 000 | kg/j |
| DBO5 | 4 800 | kg/j |
| MES | 5 600 | kg/j |
| NTK | 1 100 | kg/j |
| Pt | 240 | kg/j |
| EH | 80 000 | EH |

Valeurs caractéristiques utilisées pour l'évaluation de conformité

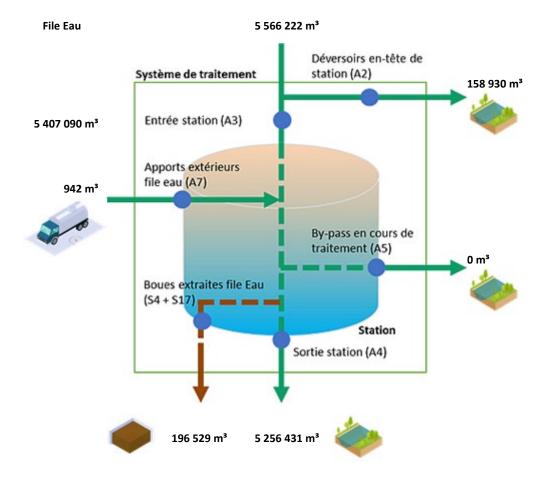
| | 2023 |
|---|--------|
| Débit de référence selon le DTG de la step (m³/j) | 37 200 |
| Débit de référence (m³/j) | 39 337 |
| Capacité nominale (kg/j) | 4 800 |
| Percentile 95 des débits arrivant à la station (m³/j) | 29 232 |
| CBPO (kg DBO5/j) | 7 375 |

Performances attendues (selon arrêté préfectoral) (*)

Actualisation des seuils rédhibitoires pour se conformer à l'arrêté du 21 juillet 2015.

| | DCO | DBO5 | MES | NTK | NGL | NH4 | Ptot | | | | |
|---|---|-------|-------|-----|-------|-----|-------|--|--|--|--|
| Concentration maximale à respecter (mg/L) | | | | | | | | | | | |
| moyenne journalière par bilan | 90,00 | 25,00 | 25,00 | | 20,00 | | 2,00 | | | | |
| moyenne annuelle | | | | | 10,00 | | 1,00 | | | | |
| Concentration rédhibitoire en sorti | Concentration rédhibitoire en sortie (mg/L) | | | | | | | | | | |
| moyenne journalière par bilan | 180,00 | 50,00 | 62,50 | | 40,00 | | 4,00 | | | | |
| Charge maximale à respecter (kg/j) | | • | • | | • | | | | | | |
| Rendement minimum moyen (%) | | | | | | | | | | | |
| moyen journalier par bilan | 75,00 | 90,00 | 90,00 | | | | | | | | |
| moyen annuel | | | | | 80,00 | | 90,00 | | | | |

^{*:} En général, pour les paramètres NTK, NGL et Ptot, les conformités se jugent en moyennes annuelles, et pour les autres paramètres en moyennes journalières par bilan, cela sous réserve d'absence d'indications complémentaires d'arrêtés préfectoraux locaux.



| | Données 2023 : Charge hydraulique entrée de traitement | | | | | | | | |
|-----------|--|---------------------------|--|-------------------------------|--|--|--|--|--|
| | Pluviométrie totale (mm) | Débit journalier moyen | Charge hydraulique par rapport à la capacité nominale en temps de pluie(%) (37 200 m³/j) | Débit total (A3) (m3/mois) | | | | | |
| Janvier | 35,2 | 15 770 | 42,4 | 488 883 | | | | | |
| Février | 8,4 | 13 045 | 35,1 | 365 265 | | | | | |
| Mars | 60,2 | 15 833 | 42,6 | 490 826 | | | | | |
| Avril | 69,2 | 17 192 | 46,2 | 515 749 | | | | | |
| Mai | 117,4 | 24 137 | 64,9 | 748 252 | | | | | |
| Juin | 105,8 | 17 959 | 48,3 | 538 776 | | | | | |
| Juillet | 26,0 | 11 118 | 29,9 | 344 670 | | | | | |
| Août | 39,8 | 9 567 | 25,7 | 296 566 | | | | | |
| Septembre | 20,4 | 9 421 | 25,3 | 282 635 | | | | | |
| Octobre | 75,8 | 12 805 | 34,4 | 396 964 | | | | | |
| Novembre | 66,0 | 14 079 | 37,8 | 422 366 | | | | | |
| Décembre | 52,4 | 16 650 | 44,8 | 516 138 | | | | | |
| Total | 676,6 | 5 407 090 | | 5 407 090 | | | | | |
| Moyenne | 1,85 (*) | 14 814 (*) | 39,8% (*) | 450 591 (**) | | | | | |

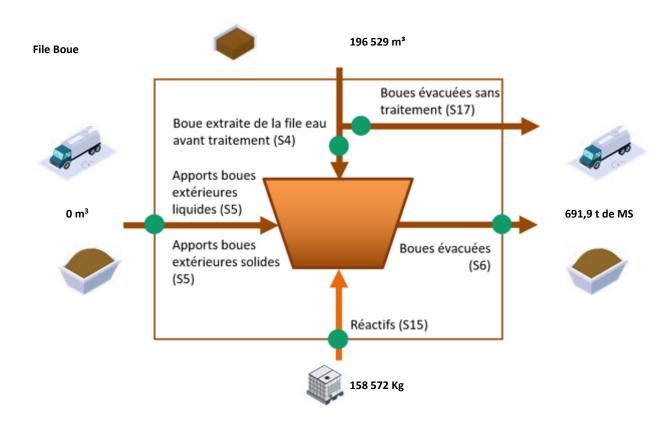
^(*) Moyenne journalière

^(**) Moyenne mensuelle

→ Evolution de la pluviométrie entre 2013 et 2022

| Mois | Hauteur pluviométrique (mm) | | | | | | | | | |
|--------------------|-----------------------------|-------|-------|-------|-------|----------|------|-------|--------|-------|
| | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
| Janvier | 95,8 | 97,4 | 42,6 | 35,4 | 81 | 42 | 16,4 | 54,8 | 25 | 35,2 |
| Février | 92,4 | 70,6 | 49,6 | 26,4 | 31 | 46,6 | 11,6 | 24,2 | 25,6 | 8,4 |
| Mars | 18,6 | 44,6 | 75,4 | 57 | 77,4 | 15,8 | 35,8 | 27,2 | 7,4 | 60,2 |
| Avril | 59,2 | 69 | 81,6 | 61,6 | 50 | 89,8 | 47,6 | 61,2 | 23,6 | 69,2 |
| Mai | 35,2 | 34 | 103,8 | 84 | 141,6 | 85,8 | 65,4 | 135,6 | 21,4 | 117,4 |
| Juin | 40,8 | 126,2 | 113,4 | 68,2 | 71,4 | 99,8 | 111 | 77,8 | 105,6 | 105,8 |
| Juillet | 175,2 | 41,4 | 81,8 | 51 | 63,2 | 104 | 36 | 147,4 | 17 | 26,0 |
| Août | 81,4 | 70,4 | 42,4 | 44,4 | 21,6 | 195,6 | 39,2 | 32 | 92,6 | 39,8 |
| Septembre | 15 | 101,2 | 50,6 | 33,4 | 59,6 | 25,8 | 74,6 | 74,2 | 95,6 | 20,4 |
| Octobre | 75,2 | 69,6 | 89,8 | 7,4 | 97,2 | 148,2 | 89,2 | 80 | 19 | 75,8 |
| Novembre | 143,4 | 36 | 156 | 56 | 91,2 | 104,4 | 11,2 | 48,6 | 83,8 | 66,0 |
| Décembre | 57,8 | 14,2 | 24 | 65,4 | 33,4 | 65,6 | 96 | 51,8 | 61,8 | 52,4 |
| Total | 890 | 774,6 | 911 | 590,2 | 818,6 | 1 023,40 | 634 | 814,8 | 578,40 | 676,6 |
| Evolution n/n-1 | 1% | -13% | 18% | -35% | 39% | 25% | -38% | 29% | -29% | 17% |

L'année 2022 est la plus sèche de ces 10 dernières années.



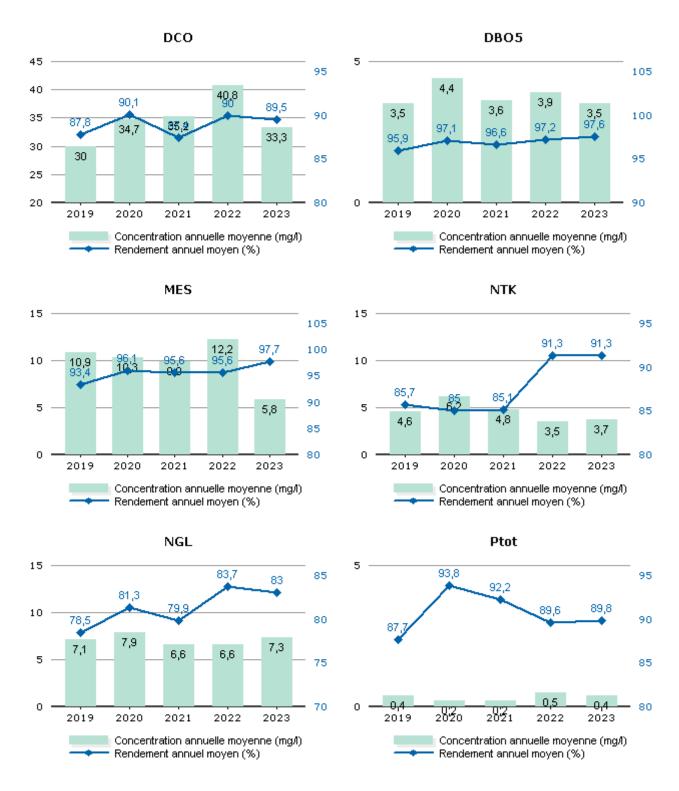
Fréquences d'analyses

Le tableau suivant présente le nombre de bilans disponibles par paramètre.

| | 2023 |
|------|------|
| DCO | 156 |
| DBO5 | 104 |
| MES | 156 |
| NTK | 104 |
| NGL | 104 |
| Ptot | 104 |

Concentrations en sortie et rendements épuratoires

Les graphiques suivants présentent la qualité d'eau obtenue en sortie de station de traitement ainsi que les rendements épuratoires obtenus :

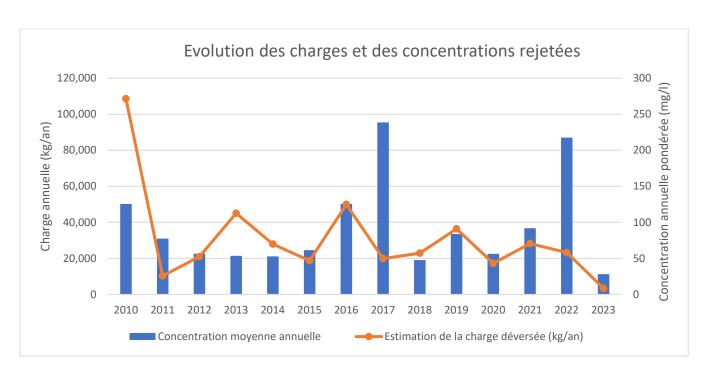


Les valeurs moyennes observées en sortie du système de traitement (concentrations et rendements) ne permettent pas de mesurer le respect de la prescription qui est à présent à calculer en considérant les débits à hauteur du débit de référence. L'évaluation du taux de respect fait l'objet de l'indicateur de conformité locale présenté dans la suite de la présente section.

→ Evolution de la charge en MES rejetée au droit du bassin d'orage de l'UDEP

| Concentration moyenne annuelle | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
|---|---------|---------|---------|---------|---------|---------|--------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| MES (mg/l) (*) | 77,43 | 56,55 | 53,51 | 52,72 | 61,39 | 125,43 | 238,64 | 47,64 | 83,84 | 56,27 | 91,82 | 217,5 | 28,1 |
| Volumes surversés (m³/an) | 132 660 | 370 710 | 841 430 | 529 280 | 305 190 | 397 720 | 83 450 | 480 210 | 434 130 | 305 964 | 307 230 | 106 700 | 119 080 |
| Estimation de la charge déversée (kg/an) | 10 272 | 20 962 | 45 029 | 27 906 | 18 735 | 49 887 | 19 915 | 22 879 | 36 396 | 17 217 | 28 209 | 23 206 | 3 349 |

(*) Moyenne pondérée des mesures de concentration.



Plusieurs points marquants permettent de comprendre l'évolution des concentrations en MES en sortie du bassin d'orage :

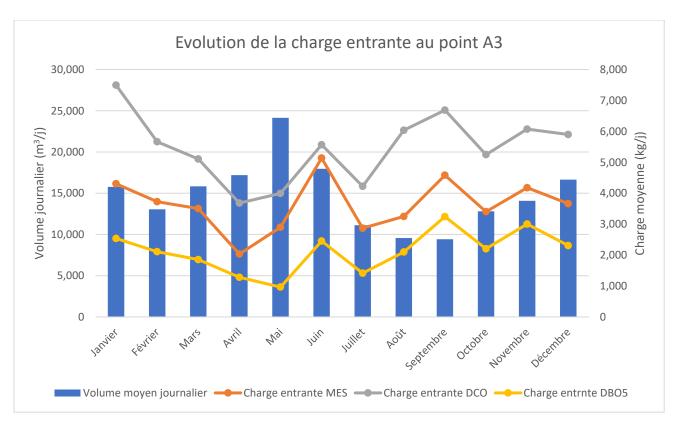
- Depuis 2010, la concentration en MES de la surverse du bassin d'orage est globalement en baisse.
- En 2017, un nouvel automatisme a été installé. Au moyen de sondes de MES en entrée et au niveau de la surverse du bassin d'orage, une fois le bassin plein, la vanne de by-pass est pilotée en fonction de la qualité des MES en surverse par rapport à l'entrée, afin de profiter du pouvoir de décantation de l'ouvrage. Tant que la concentration en surverse est inférieure à l'entrée, on continue à alimenter le bassin même si celui-ci est plein. L'objectif est d'améliorer encore un peu plus la concentration du rejet en surverse du bassin.
- En 2022, la valeur connait une hausse significative à cause de la journée du 15/12 qui vient « écraser » les autres données de l'année : le déversement s'élève à 35 280 m³ (soit 33% du volume déversé sur l'année) associée à une concentration de 302 mg/L. Si cette valeur était écartée, la concentration moyenne pondérée serait de 88,5 mg/L. Lors du 15/12, 27 mm de pluie est tombée.

• En 2023 nous ne comptabilisons que 10 déversements. La concentration rejetée est particulièrement faible car seule deux mesures ont été réalisées sur l'effluent. La mesure du 14/05 vient abaiser fortement la valeur en MES.

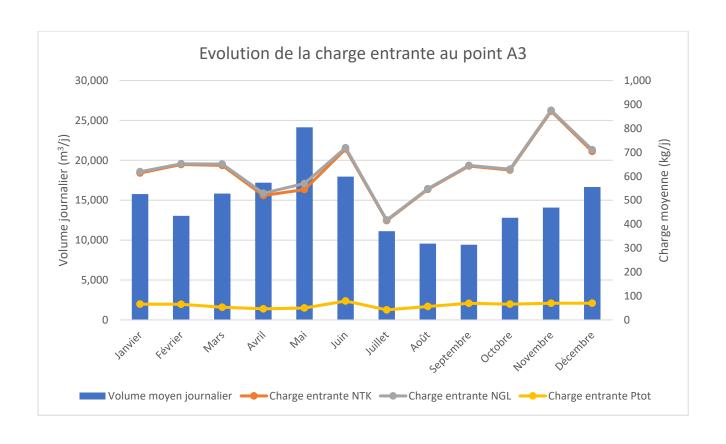
| Date | Volume déversé par le bassin d'orage (m³) | Concentration en MES (mg/L) mesurée |
|------------|---|-------------------------------------|
| 07/05/2023 | 1530 | - |
| 13/05/2023 | 17410 | |
| 14/05/2023 | 35490 | 7,1 |
| 15/05/2023 | 12040 | |
| 16/05/2023 | 2870 | • |
| 28/05/2023 | 7710 | - |
| 22/06/2023 | 9580 | 106 |
| 19/10/2023 | 5600 | |
| 24/10/2023 | 190 | - |
| 01/12/2023 | 26660 | - |

→ Evolution des charges polluantes au cours de 2023

| | Cha | arges polluan | tes 2023 en | « Entrée Trait | ement » | | | |
|-------------------------|----------------------|---------------|-------------|----------------|----------|-----------|----------|--|
| | Volume journalier | MES* | % de la | DCO* | % de la | DBO5* | % de la | |
| | (m³/j) | (kg/j) | capacité | (kg/j) | capacité | (kg/j) | capacité | |
| Charge nominale | | 5,600 | | 12,000 | | 4,800 | | |
| Janvier | 15 770 | 4 305,8 | 76,9% | 7 495,1 | 62,5% | 2 537,6 | 52,9% | |
| Février | 13 045 | 3 727,0 | 66,6% | 5 664,9 | 47,2% | 2 109,5 | 43,9% | |
| Mars | 15 833 | 3 503,2 | 62,6% | 5 106,7 | 42,6% | 1 853,9 | 38,6% | |
| Avril | 17 192 | 2 034,0 | 36,3% | 3 681,6 | 30,7% | 1 282,0 | 26,7% | |
| Mai | 24 137 | 2 899,5 | 51,8% | 3 993,7 | 33,3% | 964,8 | 20,1% | |
| Juin | 17 959 | 5 136,0 | 91,7% | 5 566,9 | 46,4% | 2 453,2 | 51,1% | |
| Juillet | 11 118 | 2 869,1 | 51,2% | 4 223,5 | 35,2% | 1 414,5 | 29,5% | |
| Août | 9 567 | 3 249,2 | 58,0% | 6 036,3 | 50,3% | 2 098,8 | 43,7% | |
| Septembre | 9 421 | 4 582,7 | 81,8% | 6 686,3 | 55,7% | 3 243,1 | 67,6% | |
| Octobre | 12 805 | 3 403,2 | 60,8% | 5 248,1 | 43,7% | 2 203,3 | 45,9% | |
| Novembre | 14 079 | 4 178,5 | 74,6% | 6 071,4 | 50,6% | 3 002,9 | 62,6% | |
| Décembre | 16 650 | 3 663,2 | 65,4% | 5 898,3 | 49,2% | 2 307,4 | 48,1% | |
| Total annuel (kg/an) | 5 407 090 | 1 347 571,5 | | 2 036 914,5 | | 791 632,2 | | |
| Moyenne (kg/j) | 14 814 | 3 692,0 | 70,5% | 5 580,6 | 46,9% | 2 168,9 | 41,2% | |



| | Charg | es polluante | es 2023 en « E | ntrée Traite | ement » | | | |
|----------------------|----------------------|--------------|----------------|--------------|----------|----------|----------|--|
| | Volume journalier | NTK | % de la | NGL | % de la | PT | % de la | |
| | (m³/j) | (kg/j) | capacité | (kg/j) | capacité | (kg/j) | capacité | |
| Charge nominale | | 1,100 | | 1,100 | | 240 | | |
| Janvier | 15 770 | 613,5 | 55,8% | 619,0 | 56,3% | 65,8 | 27,4% | |
| Février | 13 045 | 649,0 | 59,0% | 652,2 | 59,3% | 65,3 | 27,2% | |
| Mars | 15 833 | 645,3 | 58,7% | 651,0 | 59,2% | 53,0 | 22,1% | |
| Avril | 17 192 | 519,7 | 47,2% | 529,1 | 48,1% | 46,3 | 19,3% | |
| Mai | 24 137 | 544,4 | 49,5% | 569,8 | 51,8% | 49,9 | 20,8% | |
| Juin | 17 959 | 714,2 | 64,9% | 719,1 | 65,4% | 79,2 | 33,0% | |
| Juillet | 11 118 | 414,5 | 37,7% | 417,2 | 37,9% | 42,0 | 17,5% | |
| Août | 9 567 | 545,3 | 49,6% | 547,8 | 49,8% | 56,3 | 23,4% | |
| Septembre | 9 421 | 642,9 | 58,4% | 645,2 | 58,7% | 69,4 | 28,9% | |
| Octobre | 12 805 | 626,0 | 56,9% | 629,7 | 57,2% | 65,8 | 27,4% | |
| Novembre | 14 079 | 872,0 | 79,3% | 875,4 | 79,6% | 69,7 | 29,0% | |
| Décembre | 16 650 | 703,6 | 64,0% | 710,8 | 64,6% | 69,9 | 29,1% | |
| Total annuel (kg/an) | 5 407 090 | 229 462,0 | | 231 701,7 | | 22 612,1 | | |
| Moyenne (kg/j) | 14 814 | 628,7 | 51,5% | 634,8 | 52,1% | 62,0 | 26,1% | |

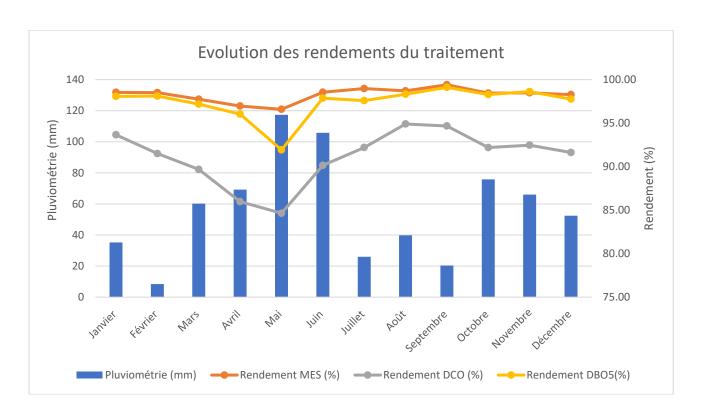


→ Evolution de la charge polluante entrante au point A3 au cours des 5 dernières années

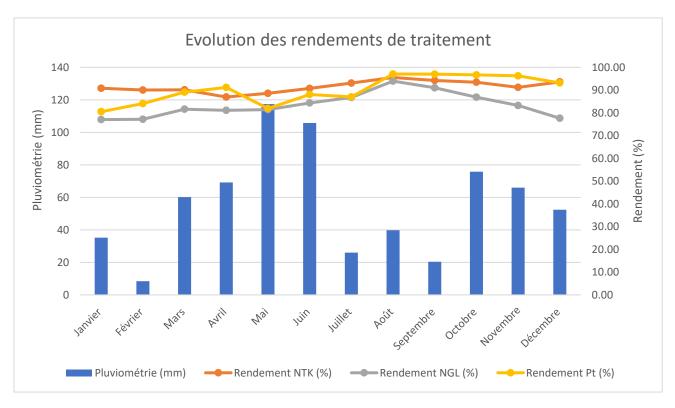
| | Evolution de la charge polluante en entrée de station | | | | | | | | | | | |
|-------|---|-----------|---------|-----------|-----------|-----------|---------|-----------|---------|-----------|--|--|
| | MES | Variation | DBO5 | Variation | DCO | Variation | NGL | Variation | PT | Variation | | |
| Année | (kg/an) | N / N-1 | (kg/an) | N / N-1 | (kg/an) | N / N-1 | (kg/an) | N / N-1 | (kg/an) | N / N-1 | | |
| 2014 | 951 922 | -2,1% | 541 359 | 2,3% | 1 474 391 | -5,8% | 185 985 | -6,9% | 17 512 | -13,3% | | |
| 2015 | 1 217 786 | 27,9% | 665 599 | 22,9% | 1 938 242 | 31,5% | 227 583 | 22,4% | 22 674 | 29,5% | | |
| 2016 | 1 243 653 | 2,1% | 612 791 | -7,9% | 2 141 725 | 10,5% | 208 318 | -8,5% | 21 640 | -4,6% | | |
| 2017 | 1 764 830 | 41,9% | 779 910 | 27,3% | 2 608 753 | 21,8% | 219 709 | 5,5% | 23 720 | 9,6% | | |
| 2018 | 1 340 794 | -24,0% | 747 981 | -4,1% | 2 279 065 | -12,6% | 254 200 | 15,7% | 23 631 | -0,4% | | |
| 2019 | 1 186 645 | -11,5% | 626 237 | -16,3% | 1 745 639 | -23 4% | 240 793 | -5,3% | 24 372 | 3,1% | | |
| 2020 | 1 499 444 | 26,4% | 826 697 | 32,0% | 1 956 794 | 12,1% | 231 737 | -3,8% | 21 607 | -11,3% | | |
| 2021 | 1 509 854 | 27,2% | 736 430 | 17,6% | 1 842 141 | 5,5% | 224 633 | -6,7% | 20 053 | -17,7% | | |
| 2022 | 1 441 917 | -4,5% | 721 225 | -2,1% | 2 053 880 | 11,5% | 209 158 | -6,9% | 22 881 | 14,1% | | |
| 2023 | 1 347 572 | -6,5% | 791 632 | 9,8% | 2 036 915 | -0,8% | 231 702 | 10,8% | 22 612 | -1,2% | | |

→ Charges rejetées et rendements épuratoires

| | C | harge et rendement ép | ouratoire e | n sortie de traitement | A4 | | |
|----------------------|----------|-----------------------|-------------|------------------------|-----------|--------------------|--|
| | MES | Dandament MES (9/) | DCO | Bondoment DCO (9/) | DBO5 | Dandament DBOF(9/) | |
| | (kg/j) | Rendement MES (%) | (kg/j) | Rendement DCO (%) | (kg/j) | Rendement DBO5(%) | |
| Janvier | 63,0 | 98,54 | 475,1 | 93,66 | 48,8 | 98,08 | |
| Février | 55,7 | 98,50 | 481,3 | 91,50 | 39,8 | 98,11 | |
| Mars | 78,7 | 97,75 | 526,8 | 89,68 | 52,1 | 97,19 | |
| Avril | 61,7 | 96,97 | 516,2 | 85,98 | 50,7 | 96,04 | |
| Mai | 98,9 | 96,59 | 613,2 | 84,65 | 77,9 | 91,92 | |
| Juin | 74,3 | 98,55 | 548,6 | 90,14 | 52,1 | 97,87 | |
| Juillet | 29,5 | 98,97 | 329,5 | 92,20 | 34,1 | 97,59 | |
| Août | 42,0 | 98,71 | 307,6 | 94,90 | 35,1 | 98,33 | |
| Septembre | 26,8 | 99,41 | 356,1 | 94,67 | 28,8 | 99,11 | |
| Octobre | 52,7 | 98,45 | 409,7 | 92,19 | 37,7 | 98,29 | |
| Novembre | 63,3 | 98,48 | 457,4 | 92,47 | 41,3 | 98,62 | |
| Décembre | 62,9 | 98,28 | 493,9 | 91,63 | 51,5 | 97,77 | |
| Total annuel (kg/an) | 21 510,2 | | 168 326,2 | | 16 795,6 | | |
| Moyenne (kg/j) | 58,9 | 98,40 | 461,2 | 91,74 | 46,0 | 97,88 | |



| | Cha | rge et rendement épura | itoire en s | ortie de traitement A4 | | | |
|----------------------|----------|------------------------|-------------|------------------------|---------|-----------------|--|
| | NTK | Dondon out NITV (0/) | NGL | Dandament NCI (0/) | Pt | Dandamant Pt/0/ | |
| | (kg/j) | Rendement NTK (%) | (kg/j) | Rendement NGL(%) | (kg/j) | Rendement Pt(%) | |
| Janvier | 56,3 | 90,82 | 142,0 | 77,06 | 12,8 | 80,54 | |
| Février | 64,6 | 90,05 | 148,8 | 77,18 | 10,4 | 84,08 | |
| Mars | 63,6 | 90,14 | 119,6 | 81,62 | 5,8 | 89,12 | |
| Avril | 67,8 | 86,96 | 99,8 | 81,13 | 4,1 | 91,18 | |
| Mai | 62,1 | 88,60 | 105,7 | 81,45 | 9,0 | 81,91 | |
| Juin | 66,0 | 90,75 | 112,5 | 84,36 | 9,4 | 88,09 | |
| Juillet | 28,6 | 93,11 | 55,2 | 86,77 | 5,4 | 87,03 | |
| Août | 24,2 | 95,56 | 33,1 | 93,96 | 1,6 | 97,09 | |
| Septembre | 37,0 | 94,24 | 57,9 | 91,03 | 2,1 | 97,01 | |
| Octobre | 40,8 | 93,48 | 82,5 | 86,90 | 2,2 | 96,70 | |
| Novembre | 76,5 | 91,23 | 146,5 | 83,26 | 2,6 | 96,27 | |
| Décembre | 45,0 | 93,61 | 158,9 | 77,65 | 4,8 | 93,18 | |
| Total annuel (kg/an) | 19 028,4 | | 38 282,0 | | 2 181,5 | | |
| Moyenne (kg/j) | 52,1 | 91,71 | 104,9 | 83,48 | 6,0 | 90,35 | |



→ Bilan du fonctionnement du traitement

| | En sortie de traitement (point A4) | | | | | | | | | | |
|------|--|--|----------------------------------|--|--|--|--|--|--|--|--|
| | Concentration moyenne Entrée Traitement (mg/l) | Concentration moyenne Sortie Traitement (mg/l) | Rendement épuratoire moyen | Norme pour l'effluent rejeté au point réglementaire | | | | | | | |
| DBO5 | 146,4 | 3,2 | 95,83% | 25 mg/l maxi ou 90 % de rendement mini | | | | | | | |
| DCO | 376,7 | 32,0 | 88,40% | 90 mg/l maxi ou 75 % de rendement mini | | | | | | | |
| MES | 249,2 | 4,1 | 97,13% | 25 mg/l maxi ou 90 % de rendement mini | | | | | | | |
| NTK | 42,4 | 3,6 | 89,92% | - | | | | | | | |
| NGL | 42,9 | | | 20 mg/l maxi en valeur journalière 10mg/L ou 80% de rendement (valeur annuelle) | | | | | | | |
| Xi | 4,2 | 0,4 | 87,00% | 2 mg/l maxi en valeur journalière 1 mg/l et 90% de rendement (valeur annuelle) | | | | | | | |

Conformité de la performance

Les évaluations de la conformité sont réalisées en excluant les bilans pour lesquels le débit entrant dépasse le débit de référence retenu et les bilans en situations inhabituelles (catastrophes naturelles, inondations, ...). La conformité locale est définie au regard des prescriptions de l'arrêté préfectoral.

| | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
|-----------------------------------|--------|--------|--------|------|------|
| Conformité à l'arrêté préfectoral | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 0,00 | 0,00 |

A partir de 2019, cette conformité est évaluée suivant les nouvelles règles de calcul que celles des outils du Ministère (prise en compte des débits à hauteur du débit de référence en entrée et sortie, prise en compte du débit entrant en station pour définir si la station est en ou hors condition normale de fonctionnement, prise en compte du débit de référence mentionné dans l'acte administratif (arrêté préfectoral local). Cette évaluation reste fournie à titre indicatif. Seule l'évaluation transmise par le Service de Police de l'Eau en mars a une valeur officielle.

Qualité du traitement des boues

Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration

| Evolutio | n de la quantité mensuelle de boues ex | traites du bassi | n d'aération en 2023 |
|-----------|---|------------------|---|
| Mois | Quantité de boues extraites en produit brut (m³) | MS (g/l) | Tonnage de matières sèches (tonnes de MS) |
| janvier | 15 052 | 7,40 | 111,3 |
| février | 15 639 | 6,56 | 102,6 |
| mars | 13 923 | 8,78 | 122,3 |
| Avril | 14 120 | 9,40 | 132,7 |
| Mai | 16 473 | 9,18 | 151,2 |
| Juin | 20 827 | 7,59 | 158,0 |
| juillet | 15 468 | 6,26 | 96,9 |
| août | 13 287 | 7,26 | 96,4 |
| septembre | 17 018 | 7,13 | 121,4 |
| octobre | 18 572 | 6,31 | 117,1 |
| novembre | 17 329 | 6,75 | 116,9 |
| décembre | 18 821 | 6,79 | 127,8 |
| TOTAL | 196 529 | - | 1 454,5 |

| | Boues évacuées (tonnes matière sèches) | | | | | | | | | | | | |
|-----------|--|-------|------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-----------------|--|--|--|
| | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | Varia. N/N-1 | | | |
| Janvier | 55 | 42,5 | 64,4 | 49,8 | 47,1 | 63,9 | 63,9 | 48,5 | 42,0 | -13,4% | | | |
| Février | 47 | 37,9 | 51,2 | 48,4 | 41,2 | 55,6 | 50,3 | 58,3 | 50,9 | -12,7% | | | |
| Mars | 50 | 54,4 | 55,9 | 51,8 | 55 | 68,6 | 61,4 | 52,9 | 48,4 | -8,5% | | | |
| Avril | 55 | 67,7 | 57 | 66,1 | 53,3 | 50,4 | 54,7 | 58,8 | 56,1 | -4,6% | | | |
| Mai | 50 | 55,1 | 61 | 80 | 68,3 | 40,9 | 58,2 | 60,8 | 62,8 | 3,3% | | | |
| Juin | 63 | 47,1 | 58,6 | 112,1 | 55,1 | 66,1 | 61,1 | 74,0 | 85,1 | 15,0% | | | |
| Juillet | 57 | 50,2 | 63 | 124,1 | 59,4 | 55,4 | 72,0 | 59,4 | 40,7 | -31,5% | | | |
| Août | 48 | 38,4 | 40 | 81,5 | 56,5 | 51,9 | 56,2 | 50,2 | 36,6 | -27,1% | | | |
| Septembre | 49 | 47,5 | 40,7 | 25,3 | 60 | 61,3 | 60,9 | 47,4 | 65,1 | 37,3% | | | |
| Octobre | 51 | 56,2 | 62,1 | 34,1 | 67 | 66,2 | 71,7 | 61,1 | 69,1 | 13,1% | | | |
| Novembre | 48 | 54,7 | 50,3 | 57,8 | 48,3 | 66,7 | 76,3 | 65,8 | 69,4 | 5,5% | | | |
| Décembre | 58 | 62,8 | 54,5 | 47,5 | 68,9 | 76,2 | 62,0 | 68,2 | 65,5 | -4,0% | | | |
| Total | 631 | 614,5 | 658 | 778,5 | 680,2 | 723,2 | 748,5 | 705,4 | 691,9 | -1,9% | | | |

Cet indicateur permet d'évaluer l'efficacité de dépollution des usines (extraction et concentration de la pollution de l'effluent traité). Il s'exprime en tonnage de matières sèches.

| | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
|------------------------------------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Boues évacuées (Tonnes de MS) (S6) | 680,2 | 723,2 | 748,5 | 705,4 | 691,9 |

Boues évacuées par destination et proportion évacuée selon une filière conforme

Ce tableau présente la proportion de boues évacuées selon une filière conforme.

| | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
|---|-------|-------|-------|-------|-------|
| Taux de boues évacuées selon une filière conforme (%) | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 |

Destination des boues évacuées

Ce tableau présente le détail pour l'année des destinations des boues évacuées.

| | Produit brut (t) | Siccité (%) | Matières sèches (t) | Destination conforme (%) * |
|-----------------------|------------------|-------------|------------------------|----------------------------|
| Valorisation agricole | 2217,6 | 31,20 | 691,9 | 100,00 |
| Total | 2217,6 | 31,20 | 691,9 | 100,00 |

^{*} répartition calculée sur les tonnes de matières sèches.

Sous-produits évacués par destination

Ce tableau présente les sous-produits générés et leur devenir.

| | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
|--|-------|------|-------|-------|-------|
| Centre de stockage de déchets (t) Refus | 40,4 | 46,5 | 48,9 | 37,2 | 35,5 |
| Total (t) | 40,4 | 46,5 | 48,9 | 37,2 | 35,5 |
| Centre de stockage de déchets (t) Sables | 0,0 | 12,0 | 0,0 | 0 | 0 |
| Valorisation industrielle (t) Sables | 167,9 | 60,0 | 155,3 | 141,0 | 151,0 |
| Total (t) | 167,9 | 72,0 | 155,3 | 141,0 | 151,0 |

ightarrow Biogaz et fonctionnement de la filière de digestion

| Evolution des productions et consommations d'énergie de la filière de digestion en 2023 | | | | | | | | | | |
|---|-------------------------|--|-----------|--------------|---|--------------------|--------|----------------------|--|--|
| | Production de Biogaz | Consommation de Biogaz par la Chaudière | | | Volume de biogaz brûlé à la Torchère | | | Consommation de fuel | | |
| | Nm³/mois | Nm³/mois | kW/mois | Nm³/ mois | kW/mois | % de la production | I/mois | kW/mois | | |
| Janvier | 33 805 | 26 295 | 173 547 | 7 510 | 49 566 | 22,20% | | | | |
| Février | 36 750 | 28 770 | 189 882 | 7 980 | 52 668 | 21,70% | | | | |
| Mars | 34 425 | 26 780 | 176 748 | 7 645 | 50 457 | 22,20% | 25 | 245 | | |
| Avril | 30 280 | 23 825 | 157 245 | 6 455 | 42 603 | 21,30% | | | | |
| Mai | 33 775 | 27 955 | 184 503 | 5 820 | 38 412 | 17,20% | | | | |
| Juin | 29 680 | 21 985 | 145 101 | 7 695 | 50 787 | 25,90% | 25 | 245 | | |
| Juillet | 16 545 | 11 890 | 78 474 | 4 655 | 30 723 | 28,10% | | | | |
| Août | 18 605 | 15 065 | 99 429 | 3 540 | 23 364 | 19,00% | | | | |
| Septembre | 28 260 | 23 130 | 152 658 | 5 130 | 33 858 | 18,20% | 25 | 245 | | |
| Octobre | 33 465 | 28 040 | 185 064 | 5 425 | 35 805 | 16,20% | | | | |
| Novembre | 33 935 | 29 355 | 193 743 | 4 580 | 30 228 | 13,50% | | | | |
| Décembre | 38 370 | 32 520 | 214 632 | 5 850 | 38 610 | 15,20% | 25 | 245 | | |
| Total 2023 | 367 895 | 295 610 | 1 951 026 | 72 285 | 477 081 | 19,60% | 100 | 980 | | |

| | Evolu | ition des production | s et consommation | ons d'énergie | de la filièr | e de digestion d | e 2010 à 20 | 23 | |
|------|----------------------|--------------------------|-------------------|---------------|--------------------------------------|--------------------|--|--------|--|
| | Production de Biogaz | Consommation de Chaud | | Volume de | Volume de biogaz brûlé à la Torchère | | lume de biogaz brûlé à la Torchère Consomm | | |
| | Nm³/an | Nm³/an | kW/an | Nm³/an | kW/an | % de la production | l/an | kW/an | |
| 2023 | 367 895 | 295 610 | 1 951 026 | 72 285 | 477 081 | 19,6 | 100 | 980 | |
| 2022 | 341 125 | 264 785 | 1 747 581 | 76 340 | 503 844 | 22,4 | 100 | 980 | |
| 2021 | 359 545 | 250 620 | 1 654 092 | 108 925 | 718 905 | 30,3 | 84 | 823 | |
| 2020 | 339 920 | 263 025 | 1 735 965 | 76 895 | 507 507 | 22,6 | 540 | 5 292 | |
| 2019 | 322 021 | 255 395 | 1 685 607 | 66 626 | 439 732 | 20,7 | 405 | 3 969 | |
| 2018 | 280 085 | 208 945 | 1 379 037 | 71 140 | 469 524 | 25,4 | 5 676 | 55 625 | |
| 2017 | 354 275 | 270 020 | 1782 132 | 84 255 | 556 083 | 23,8 | 63 | 617 | |
| 2016 | 322 220 | 260 895 | 1 721 907 | 61 325 | 404 745 | 19,0 | 1 366 | 13 387 | |
| 2015 | 306 820 | 258 870 | 1 708 542 | 47 950 | 316 470 | 15,6 | 137 | 1 343 | |
| 2014 | 323 790 | 268 060 | 1 769 196 | 55 730 | 367 818 | 17,2 | 206 | 2 019 | |
| 2013 | 325 585 | 275 540 | 1 818 564 | 50 045 | 330 297 | 15,4 | 241 | 2 362 | |
| 2012 | 331 848 | 292 580 | 1 931 028 | 39 268 | 259 169 | 11,8 | 416 | 4 077 | |
| 2011 | 324 085 | 283 065 | 1 868 229 | 41 020 | 270 732 | 12,7 | 360 | 3 528 | |
| 2010 | 197 898 | 272 497 | 1 798 480 | 14 489 | 95 627 | 7,0 | 3 610 | 35 378 | |

3.3.3 La surveillance des micropolluants dans les eaux de rejets

La note technique publiée en mars 2023 a précisé les modalités de recherche des substances dangereuses dans les eaux (RSDE) en entrée et sortie des stations d'épuration de plus de 10 000 EH et renforce la lutte à la source contre les micropolluants en rendant obligatoire la recherche par le maître d'ouvrage au sein de la zone de collecte des émetteurs de substances présentes significativement au niveau de la station d'épuration. Des campagnes d'analyses en entrée et sortie station ont été initiées fin 2022 et en 2023 ; elles peuvent générer des diagnostics vers l'amont à réaliser ou mettre à jour au regard des résultats constatés.

Une campagne de mesure a été réalisée par le laboratoire Terana, gérée directement par le maître d'ouvrage.

3.4 L'efficacité environnementale

3.4.1 Le bilan énergétique du patrimoine



Un management de la performance énergétique des installations est mis en œuvre dans le cadre de notre certification ISO 50 001. La performance énergétique des équipements est prise en compte dans leur renouvellement. Pour 2022 et 2023, dans le cadre du Plan ReSource, nos objectifs ont été rehaussés : il nous est demandé de réduire de 5% notre impact énergétique et d'augmenter de 5% notre production d'énergie sur les 2 années. Cela contribue ainsi à la réduction des consommations d'énergie et à la limitation des émissions de gaz à effet de serre.

| | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | N/N-1 |
|-------------------------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-------|
| Energie relevée consommée (kWh) | 2 378 009 | 2 411 129 | 2 616 542 | 2 400 157 | 2 257 243 | -6,0% |
| Usine de dépollution | 2 342 922 | 2 375 227 | 2 574 634 | 2 366 932 | 2 216 712 | -6,3% |
| Postes de relèvement et refoulement | 35 087 | 35 902 | 41 908 | 33 225 | 40 530 | 22,0% |

Le tableau détaillé du Bilan énergétique du patrimoine se trouve en annexe.

3.4.2 La consommation de réactifs

Le choix des réactifs et quantités est établi afin :

- √ d'assurer un rejet au milieu naturel de qualité conforme à la réglementation,
- ✓ de réduire les quantités de réactifs à utiliser.

→ La consommation de réactifs

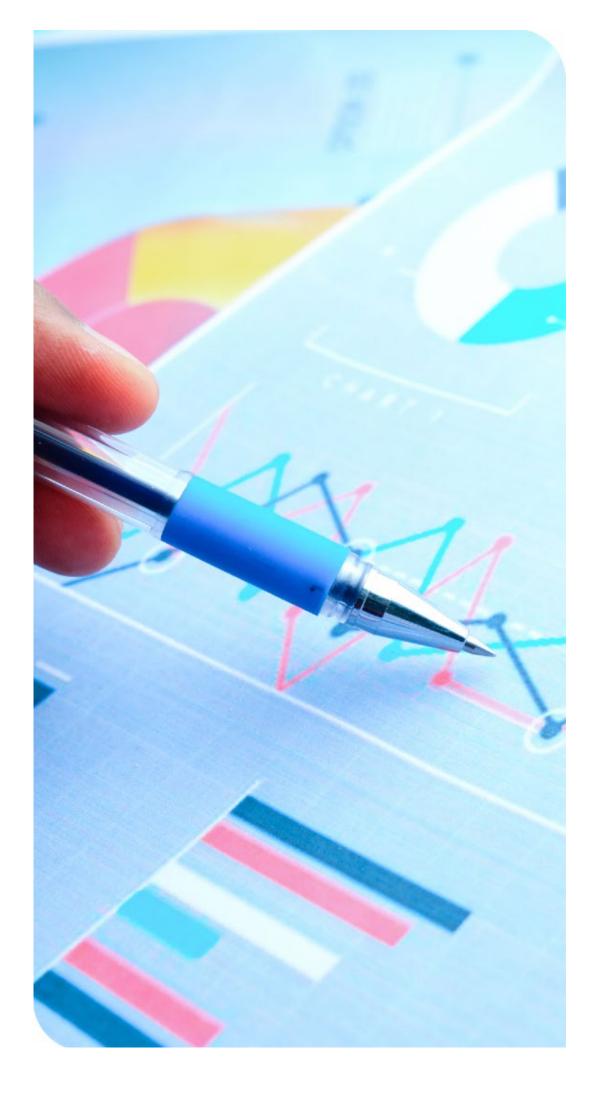
Usine de dépollution - File Eau

| | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | N/N-1 |
|------------------------|--------|-------|-------|--------|--------|-------|
| UDEP du S.I.V.O. | | | | | | |
| Chlorure ferrique (kg) | 12 944 | 9 983 | 9 424 | 12 830 | 13 225 | 3,1% |

Usine de dépollution - File Boue

| | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | N/N-1 |
|------------------------|---------|---------|---------|---------|---------|--------|
| UDEP du S.I.V.O. | | | | | | |
| Chaux éteinte (kg) | 109 124 | 121 000 | 145 544 | 124 141 | 144 394 | 16,3% |
| Chlorure ferrique (kg) | 1 931 | 6 080 | 3 922 | 3 234 | 3 719 | 15,0% |
| Polymère (kg) | 11 200 | 14 666 | 17 696 | 18 713 | 14 178 | -24,2% |

RAPPORT FINANCIER DU SERVICE



Ce chapitre présente le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation de la Délégation (CARE). Il fait également le point sur la situation des biens, les programmes d'investissement et de renouvellement, ainsi que les engagements du délégataire à incidence financière.

4.1 Le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation de la Délégation (CARE)

Le présent chapitre est présenté conformément aux dispositions du décret 2016-86 du 1er février 2016.

→ Le CARE

Le compte annuel et l'état détaillé des produits figurent ci-après. Les modalités retenues pour la détermination des produits et charges et l'avis des Commissaires aux Comptes sont présentés en annexe du présent rapport « Annexes financières ». Les données ci-dessous sont en Euros.

VEOLIA EAU-COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

Version Finale

Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation Année 2023 (en application du décret du 14 mars 2005)

Collectivité: B4701 - UDEP Pertuiset - SEM - Ass

Assainissement

| LIBELLE | 2022 | 2023 | Ecart % |
|---|-----------|-----------|---------|
| PRODUITS | 2 025 186 | 2 236 257 | 10,42 % |
| Exploitation du service | 1 899 986 | 2 104 889 | |
| Travaux attribués à titre exclusif | 125 200 | 131 368 | |
| CHARGES | 1 401 516 | 1 609 915 | 14,87 % |
| Personnel | 425 488 | 544 683 | |
| Energie électrique | 134 375 | 185 839 | |
| Produits de traitement | 103 761 | 88 086 | |
| Analyses | 17 364 | 12 856 | |
| Sous-traitance, matièreset fournitures | 338 504 | 336 338 | |
| Impôts locaux et taxes | 19 775 | 16 019 | |
| Autres dépenses d'exploitation | 171 651 | 160 541 | |
| télécommunications, poste et telegestion | 14 643 | 12 733 | |
| engins et véhicules | 27 586 | 27 774 | |
| informatique | 80 755 | 86 740 | |
| assurances | 19 324 | 23 780 | |
| locaux | 33 696 | 38 426 | |
| autres | - 4 352 | - 28 913 | |
| Contribution des services centraux et recherche | 41 768 | 139 435 | |
| Charges relatives aux renouvellements | 104 739 | 81 363 | |
| pour garantie de continuité du service | 104 739 | 81 363 | |
| Charges relatives aux investissements | 44 091 | 44 753 | |
| programme contractuel (investissements) | 44 091 | 44 753 | |
| RESULTAT AVANT IMPOT | 623 671 | 626 343 | 0,43 % |
| Impôt sur les sociétés (calcul normatif) | 155 915 | 156 581 | |
| RESULTAT | 467 755 | 469 761 | 0,43 % |

Conforme à la circulaire FP2E de janvier 2006

05/03/2024

→ L'état détaillé des produits

L'état suivant détaille les produits figurant sur la première ligne du CARE.

Les données ci-dessous sont en Euros.

VEOLIA EAU-COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

Version Finale

Etat détaillé des produits (1) Année 2023

Collectivité: B4701 - UDEP Pertuiset - SEM - Ass

Assainissement

| LIBELLE | 2022 | 2023 | Ecart % |
|--|-----------|-----------|---------|
| Recettes liées à la facturation du service | 1 899 986 | 2 104 889 | 10,78 % |
| dont produits au titre de l'année (hors estimations conso) | 1 419 178 | 2 585 697 | |
| dont variation de la part estimée sur consommations | 480 808 | - 480 808 | |
| Exploitation du service | 1 899 986 | 2 104 889 | 10,78 % |
| Produits des travaux attribués à titre exclusif | 125 200 | 131 368 | 4,93 % |

⁽¹⁾ Cette page contient le détail de la première ligne du CARE (produits hors TVA).

05/03/24

Compte tenu des arrondis effectués pour présenter la valeur sans décimale, le total des produits ci-dessus peut être différent à quelques euros près du total des produits inscrits sur le compte annuel de résultat de l'exploitation.

4.2 Situation des biens

Cet état retrace les opérations d'acquisition, de cession ou de restructuration d'ouvrages financées par le délégataire, qu'il s'agisse de biens du domaine concédé ou de biens de reprise.

→ Inventaire des biens

L'inventaire au 31 décembre de l'exercice est établi selon les préconisations de la FP2E. Les biens désignés comme biens de retour ou biens de reprise sont ceux expressément désignés comme tels au contrat, conformément au décret 2016-86 du 1er février 2016. S'il y a lieu, l'inventaire distingue les biens propres du délégataire.

→ Situation des biens

La situation des biens est consultable au chapitre 3.1 « Inventaire des installations ».

Par ce compte rendu, Veolia présente une vue d'ensemble de la situation du patrimoine du service délégué, à partir des constats effectués au quotidien (interventions, inspections, auto-surveillance, astreinte...) et d'une analyse des faits marquants, des études disponibles et d'autres informations le cas échéant.

Ce compte rendu permet ainsi à la Collectivité, par une connaissance précise des éventuels problèmes, de leur probable évolution et des solutions possibles, de mieux programmer ses investissements.

Les biens dont l'état ou le fonctionnement sont satisfaisants, ou pour lesquels Veolia n'a pas décelé d'indice négatif, et qui à ce titre n'appellent pas ici de commentaire particulier, ne figurent pas dans ce compte rendu.

4.3 Les investissements et le renouvellement

Les états présentés permettent de tracer, selon le format prévu au contrat, la réalisation des programmes d'investissement et/ou de renouvellement à la charge du délégataire, et d'assurer le suivi des fonds contractuels d'investissement.

La méthode de calcul de la charge économique imputée au compte de la délégation est présentée dans l'annexe financière « Les modalités d'établissement du CARE ».

→ Programme contractuel d'investissement

- Sans objet
 - → Programme contractuel de renouvellement
 - Aucun programme contractuel de renouvellement n'a été défini au contrat.

→ Les autres dépenses de renouvellement

Les états présentés dans cette section permettent de suivre les dépenses réalisées dans le cadre d'une obligation en garantie pour la continuité du service ou d'un fonds contractuel de renouvellement.

La méthode de calcul de la charge économique imputée au compte de la délégation est présentée dans l'annexe financière « Les modalités d'établissement du CARE ».

Dépenses relevant d'une garantie pour la continuité du service :

Cet état fournit, sous la forme préconisée par la FP2E, les dépenses de renouvellement réalisées au cours de l'exercice dans le cadre d'une obligation en garantie pour la continuité du service.

| Nature des biens | 2023 |
|------------------|-----------|
| Equipements (€) | 81 363,13 |

Dépenses relevant d'un fonds de renouvellement :

Un fonds de renouvellement a été défini au contrat. Les dépenses et la situation du fonds relatif à l'exercice sont résumées dans les tableaux suivants : sans objet.

4.4 Les engagements à incidence financière

Ce chapitre a pour objectif de présenter les engagements liés à l'exécution du service public, et qui à ce titre peuvent entraîner des obligations financières entre Veolia, actuel délégataire de service, et toute entité (publique ou privée) qui pourrait être amenée à reprendre à l'issue du contrat l'exécution du service. Ce chapitre constitue pour les élus un élément de transparence et de prévision.

Conformément aux préconisations de l'Ordre des Experts Comptables, ce chapitre ne présente que les « engagements significatifs, sortant de l'ordinaire, nécessaires à la continuité du service, existant à la fin de la période objet du rapport, et qui à la fois devraient se continuer au-delà du terme normal de la convention de délégation et être repris par l'exploitant futur ».

Afin de rester simples, les informations fournies ont une nature qualitative. A la demande de la Collectivité, et en particulier avant la fin du contrat, Veolia pourra détailler ces éléments.

4.4.1 Flux financiers de fin de contrat

Les flux financiers de fin de contrat doivent être anticipés dans les charges qui s'appliqueront immédiatement à tout nouvel exploitant du service. Sur la base de ces informations, il est de la responsabilité de la Collectivité, en qualité d'entité organisatrice du service, d'assurer la bonne prise en compte de ces contraintes dans son cahier des charges.

→ Régularisations de TVA

Si Veolia assure pour le compte de la Collectivité la récupération de la TVA au titre des immobilisations (investissements) mises à disposition¹, deux cas se présentent :

- ✓ Le nouvel exploitant est assujetti à la TVA²: aucun flux financier n'est nécessaire. Une simple déclaration des montants des immobilisations, dont la mise à disposition est transférée, doit être adressée aux services de l'Etat.
- ✓ Le nouvel exploitant n'est pas assujetti à la TVA : l'administration fiscale peut être amenée à réclamer à Veolia la part de TVA non amortie sur les immobilisations transférées. Dans ce cas, le repreneur doit s'acquitter auprès de Veolia du montant dû à l'administration fiscale pour les immobilisations transférées, et simultanément faire valoir ses droits auprès du Fonds de Compensation de la TVA. Le cahier des charges doit donc imposer au nouvel exploitant de disposer des sommes nécessaires à ce remboursement.

→ Biens de retour

Les biens de retour (listés dans l'inventaire détaillé des biens du service) sont remis gratuitement à la Collectivité à l'échéance du contrat selon les modalités prévues au contrat.

→ Biens de reprise

Les biens de reprise (listés dans l'inventaire détaillé des biens du service) seront remis au nouvel exploitant, si celui-ci le souhaite, à l'échéance du contrat selon les modalités prévues au contrat. Ces biens doivent généralement être achetés par le nouvel exploitant.

¹ art. 210 de l'annexe II du Code Général des Impôts

¹

² Conformément au principe posé par le nouvel article 257 bis du Code Général des Impôts précisé par l'instruction 3 A 6 36 parue au BOI N°50 du 20 Mars 2006 repris dans le BOFiP (BOI-TVA-CHAMP-10-10-50-10)

→ Autres biens ou prestations

Hormis les biens de retour et des biens de reprise prévus au contrat, Veolia utilise, dans le cadre de sa liberté de gestion, certains biens et prestations. Le cas échéant, sur demande de la Collectivité et selon des conditions à déterminer, les parties pourront convenir de leur mise à disposition auprès du nouvel exploitant.

→ Consommations non facturées et recouvrement des sommes dues au délégataire à la fin du contrat

Les sommes correspondantes au service exécuté jusqu'à la fin du contrat sont dues au délégataire sortant. La continuité de service est à privilégier (maintien des calendriers de facturation ou de mensualisation jusqu'à l'échéance du contrat). Il y a donc lieu de définir avec la Collectivité les modalités de facturation et de recouvrement des sommes dues ainsi que les modalités de reversement des encaissements qui s'imposeront le cas échéant au nouvel exploitant : part ancien contrat en prorata temporis, reprise des soldes de mensualisation des comptes clients. L'introduction de relevés spécifiques, notamment si le contrat se termine après une facturation d'acompte, peut être une option à considérer.

4.4.2 Dispositions applicables au personnel

Les dispositions applicables au personnel du délégataire sortant s'apprécient dans le contexte de la période de fin de contrat. Les engagements qui en découlent pour le nouvel exploitant ne peuvent pas faire ici l'objet d'une présentation totalement exhaustive, pour deux motifs principaux :

- ✓ ils évoluent au fil du temps, au gré des évolutions de carrière, des aléas de la vie privée des agents et des choix d'organisation du délégataire,
- ✓ ils sont soumis à des impératifs de protection des données personnelles.

Veolia propose de rencontrer la Collectivité sur ce sujet pour inventorier les contraintes qui s'appliqueront en fin de contrat.

→ Dispositions conventionnelles applicables aux salariés de Veolia

Les salariés de Veolia bénéficient :

- √ des dispositions de la Convention Collective Nationale des Entreprises des Services d'Eau et d'Assainissement du 12 avril 2000;
- ✓ des dispositions des accords d'entreprise Veolia et qui concernent notamment : l'intéressement et la participation, le temps de travail, la protection sociale (retraites, prévoyance, handicap, formation) et usages et engagements unilatéraux.

→ Protection des salariés et de l'emploi en fin de contrat

Des dispositions légales assurent la protection de l'emploi et des salariés à l'occasion de la fin d'un contrat, lorsque le service est susceptible de changer d'exploitant, que le futur exploitant ait un statut public ou privé. A défaut, il est de la responsabilité de la Collectivité de prévoir les mesures appropriées.

Lorsque l'entité sortante constitue une entité économique autonome, c'est-à-dire comprend des moyens corporels (matériel, outillage, marchandises, bâtiments, ateliers, terrains, équipements), des éléments incorporels (clientèle, droit au bail, ...) et du personnel affecté, le tout organisé pour une mission identifiée, l'ensemble des salariés qui y sont affectés sont automatiquement transférés au nouvel exploitant, qu'il soit public ou privé (art. L 1224-1 du Code du Travail).

Dans cette hypothèse, Veolia transmettra à la Collectivité, à la fin du contrat, la liste des salariés affectés au contrat ainsi que les éléments d'information les concernant (en particulier masse salariale correspondante ...).

Le statut applicable à ces salariés au moment du transfert et pendant les trois mois suivants est celui en vigueur chez Veolia. Au-delà de ces trois mois, le statut Veolia est soit maintenu pendant une période de

douze mois maximum, avec maintien des avantages individuels acquis au-delà de ces douze mois, soit aménagé au statut du nouvel exploitant.

Lorsque l'entité sortante ne constitue pas une entité économique autonome mais que le nouvel exploitant entre dans le champ d'application de la Convention collective Nationale des entreprises d'eau et d'assainissement d'avril 2000, l'application des articles 2.5.2 ou 2.5.4 de cette Convention s'impose tant au précédent délégataire qu'au nouvel exploitant avant la fin de la période de 12 mois.

A défaut d'application des dispositions précitées, seule la Collectivité peut prévoir les modalités permettant la sauvegarde des emplois correspondant au service concerné par le contrat de délégation qui s'achève. Veolia se tient à la disposition de la Collectivité pour fournir en amont les informations nécessaires à l'anticipation de cette question.

En tout état de cause, d'un point de vue général, afin de clarifier les dispositions applicables et de protéger l'emploi, nous proposons de préciser avec la Collectivité avant la fin du contrat, le cadre dans lequel sera géré le statut des salariés et la protection de l'emploi à la fin du contrat. Il est utile que ce cadre soit précisé dans le cahier des charges du nouvel exploitant.

La liste nominative des agents³ affectés au contrat peut varier en cours de contrat, par l'effet normal de la vie dans l'entreprise : mutations, départs et embauches, changements d'organisation, mais aussi par suite d'événements de la vie personnelle des salariés. Ainsi, la liste nominative définitive ne pourra être constituée qu'au cours des dernières semaines d'exécution du contrat.

→ Comptes entre employeurs successifs

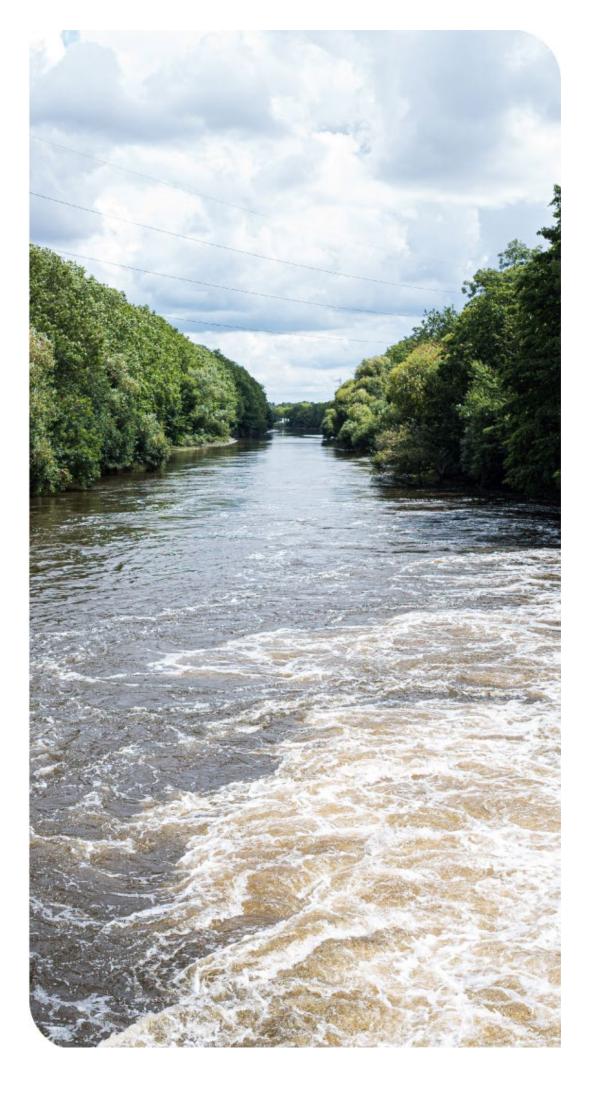
Les dispositions à prendre entre employeurs successifs concernant le personnel transféré sont les suivantes :

- ✓ de manière générale, dispositions identiques à celles appliquées en début du contrat,
- ✓ concernant les salaires et notamment salaires différés : chaque employeur supporte les charges afférentes aux salaires (et les charges sociales ou fiscales directes ou indirectes y afférant) rattachables à la période effective d'activité dont il a bénéficié ; le calcul est fait sur la base du salaire de référence ayant déterminé le montant de la charge mais plafonné à celui applicable au jour de transfert : ce compte déterminera notamment les prorata 13ème mois, de primes annuelles, de congés payés, décomptes des heures supplémentaires ou repos compensateurs,....
- ✓ concernant les autres rémunérations : pas de compte à établir au titre des rémunérations différées dont les droits ne sont exigibles qu'en cas de survenance d'un événement ultérieur non encore intervenu : indemnité de départ à la retraite, droits à des retraites d'entreprises à prestations définies, médailles du travail...

_

³ Certaines informations utiles ont un caractère confidentiel et n'ont pas à figurer dans le rapport annuel qui est un document public. Elles pourront être fournies, dans le respect des droits des personnes intéressées, séparément à l'autorité délégante, sur sa demande justifiée par la préparation de la fin de contrat.

5 ANNEXES



5.1 Etat du Patrimoine 2023

| | UDEP | BSR | Réseau syndical | Réseau St Paul en Cornillon |
|---------------------------------------|---|--------------|---|--------------------------------|
| Etat général des install | ations | | | |
| Accès VRD - Clôture, espaces verts | Satisfaisant. Quelques zones d'enrobé commencent à se faïencer. | | | |
| | | | Aménagements d'accès réalisés par Veolia Eau en 2010 | Satisfaisant. |
| | Zone devant les prétraitements et vers le clarificateur sud. | | | |
| | Traces d'humidité persistante suite travaux de réfection du faux plafond mené par SEM en 2023 | | | |
| Génie civil bâtiments, ouvrages | | Satisfaisant | Satisfaisant | Satisfaisant |
| | Dégradations des enduits des bâtiments de 1998 | | | |
| | | | | |

| | UDEP | BSR | Réseau syndical | Réseau St Paul en Cornillon |
|--|---|---|--|--|
| | , | | | |
| Installation et réseaux | Satisfaisant | Modalités d'accès aux ouvrages en espace confiné définies en 2007. | Satisfaisant | Satisfaisant (travaux en 2016 et 2017 sur St Paul en Cornillon) |
| Etat de connaissance de la situation du bien | Satisfaisant | Satisfaisant | Satisfaisant | Satisfaisant |
| Fonctionnement et vul | nérabilité | | | |
| Fiabilité des installations | Satisfaisant. Générateur de vapeur sensible Entretien lourd et fréquent des centrifugeuses dû à une durée de fonctionnement importante. Nécessité d'avoir des pièces de secours sur site et réflexion à avoir pour avoir une meilleure réactivité des sous traitants. Vis de secours en cours d'approvisionnement (secours magasin). Même réflexion à avoir sur les compresseurs à vis dont l'entretien nécessite un retour en atelier. | Étanchéité des clapets de chasse à suivre régulièrement Bouchage du pompage du BSR de Firminy | Satisfaisant | Remplacement des poires de niveau par sonde US et des ensemble clapets/vannes réalisé par Veolia Eau en 2010 |
| Fonctionnement des réseaux | Satisfaisant. Conduite de transfert des boues hydrolysées sensible aux dépôts. Perte de température anormalement élevées lors du transfert | Satisfaisant | Bouchage récurrent de certains DO n°4, 25, 53, 64, 34 bis, 20, 21, 49, 51 (moins de problème sur n°18 et 58) fréquemment obstrués ou | Apports d'eaux claires parasites entre SR1 et SR2 |

| | UDEP | BSR | Réseau syndical | Réseau St Paul en Cornillon |
|---|--|--|--|--|
| | | | ensablés et des siphons sur le réseau (Unieux 45, Chambon 22). Concernant le DO n° 32, présence de sable, l'aménagement d'un dessableur à l'amont reste toujours d'actualité. Déversements importants du nouveau DO FRAI_010 "Gampille" Mise en charge du réseau en amont de l'UDEP. | |
| Pérennité de la filière d'élimination des boues | Mise en œuvre d'une filière d'épandage agricole et de compostage Sensibilité importante aux pollutions extérieures (arrivant par le réseau ou par les apports extérieurs) | Sans objet | Sans objet | Sans objet |
| Installation critique | Risque chimique pris en compte via manœuvre régulière avec les pompiers dans le cadre des simulations de crise Analyse de risque de défaillance faite en 2018/19 | BSR Malafolie sensibles aux inondations | Sans objet | Poste de relèvement SR1 et SR2 situé en zone inondable |
| Vulnérabilité - Risques naturels | Zone limite inondable | BSR de Malafolie situés en zone inondable | Réseau syndical situé dans le lit de l'Ondaine | Poste de relèvement SR1 et SR2 situé en zone inondable |

| | UDEP | BSR | Réseau syndical | Réseau St Paul en Cornillon | |
|--|--|---|--|---|--|
| Vulnérabilité - Risques technologiques | Absence de groupe électrogène en cas de coupure EDF | Absence de groupe électrogène en cas de coupure EDF | Sans objet | Sans objet | |
| Vulnérabilité - Risques sanitaires | Disconnecteur en tête d'usine posé en 2008 par Veolia Eau | Disconnecteur installé sur l'alimentation en eau potable | Surveillance rapprochée des déversoirs d'orage | Pas de disconnecteur installé sur l'alimentation en eau potable. Installation disconnecteur ou utilisation d'un moyen mobile de nettoyage | |
| | Point Covid 19 | | n. En cas de pourrait se retrouver uit, voir très réduit de | | |
| Vulnérabilité - Intrusion malveillance | Vols de panneaux rigides de clôture Intrusion et vandalisme sur la step, vol d'un véhicule et de matériels | Absence de faits de malveillance | Vols répétitifs de tampons : mise en place de tampons en PEHD boulonné (fourniture DE LA VALLÉE DE L'ONDAINE). | Absence de faits de malveillance depuis prise en main du contrat | |
| Vulnérabilité - Autres risques | Site géré en démarche environnementale ISO 14001 | Démarche environnement ale ISO 14001 | Démarche environnemental e ISO 14001 | Démarche environnementale ISO 14001 | |
| Insuffisance de capacit | é | | | | |
| Capacité débit des installations | Débit relevé vers le bassin d'orage en dessous du débit nominal. Etude à réaliser par Veolia | Sans objet | Mise en charge du réseau en amont de l'UDEP | By-pass au trop plein en présence d'eaux parasites importantes, en baisse depuis le chemisage du réseau | |
| Santé et sécurité au tra | avail | | | | |

| | UDEP | BSR | Réseau syndical | Réseau St Paul en Cornillon |
|-----------------------------|---|--|--|---|
| Conformité réglementaire | sur la torchère, rendement de combustion du biogaz sur le générateur de vapeur parfois inférieur à 90 %,). Nouvel arrêté préfectoral en cours de rédaction début 2017 (intégration arrêté du 21/07/15, | | Démarche de mise en place de l'autosurveillance faite et opérationnelle | Enregistrement du temps de déversement réalisé avec la mise en place des sondes US |
| Contrôles périodiques | Contrôles réglementaires électriques, levage ESP, chaudière, foudre, effectués | Contrôles réglementaires électriques, levage ESP effectués | Sans objet | Contrôles réglementaires électriques, levage, effectués |
| Prévention des risques | métier | | | |
| Milieux confinés | Evaluation des risques et inventaire | | Evaluation des risques et inventaire réalisés en 2007 avec procédure d'accès | Classement des ouvrages en 2008 avec procédure d'accès |
| Prévention des chutes | Evaluation des risques réalisée en 2007 - Aménagements réalisés par Veolia eau en 2010, nouveaux aménagements en 2017 | | Accès à certains déversoirs d'orage non sécurisés - Aménagements réalisés par Veolia eau en 2010 | Déplacements des vannes et clapets à l'extérieur des postes de relèvement réalisés en 2010 sur SR1 et SR3. Remplacement des poires de niveau par |

| | UDEP | BSR | Réseau syndical | Réseau St Paul en Cornillon |
|-----------------------------|--|----------------|-----------------|--------------------------------|
| | | | | des sondes US réalisé |
| | | | | en 2010 |
| | | | | Utilisation d'un |
| | Conforme : manœuvre régulière | | | réactif de traitement |
| Produits chimiques | avec les pompiers dans le cadre des | Sans objet | Sans objet | des sulfures injecté |
| | simulations de crise | | | au niveau de l'Ent. |
| | | | | SNTP |
| Bruit / vibrations | Evaluation des risques réalisée en 2007 avec complément sur les nouveaux équipements en 2009, nouveau contrôle en 2016 sur le bruit par Socotec | Sans objet | Sans objet | Sans objet |
| | Travaux à compléter suite installation des compresseurs à vis | | | |
| Risques ATEX | Etude réalisée : actions correctives réalisées - Intégration des nouveaux ouvrages en 2008/2009/2010. Finalisation du plan de zonage ATEX en 2010. | Etude réalisée | Sans objet | Sans objet |
| Installations sanitaires | Satisfaisant. Nouveaux vestiaires réalisés au premier semestre 2018 | Sans objet | Sans objet | Sans objet |

| | UDEP | BSR | Réseau syndical | Réseau St Paul en Cornillon |
|---|--|------------|-----------------|--------------------------------|
| Conformité des rejets | | | | |
| Conformité des eaux | | | | |
| rejetées | | | | |
| Arrêté Préfectoral | Conforme, avec un risque de non- conformité sur le PT à compter du 30/08/17 Nouvel arrêté en cours de rédaction début 2017 (intégration de l'arrêté du 21/07/15, du SDAGE, du RSDE). Actualisation des seuils rédhibitoires de l'arrêté en 2023 pour se mettre en conformité avec l'arrêté du 21 juillet 2015. | Sans objet | Sans objet | Sans objet |
| Directive ERU | Conforme | Sans objet | Sans objet | Sans objet |
| Usine hors DTG | Ponctuellement sur les paramètres volume journalier et MES entrée système Débit de référence au-delà du DTG du constructeur | Sans objet | Sans objet | Sans objet |
| Suivi des rejets non domestiques (CSD, ASD) | Gestion SEM | Sans objet | Gestion SEM | Gestion SEM |

5.2 Les données consommateurs par commune

| | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | N/N-1 |
|---|--------|--------|--------|--------|--------|-------|
| FIRMINY | | • | | | | |
| Nombre d'habitants desservis total (estimation) | 17 221 | 17 389 | 17 190 | 17 089 | 17 126 | 0,2% |
| LA RICAMARIE | • | • | | | | |
| Nombre d'habitants desservis total (estimation) | 7 986 | 7 955 | 7 937 | 7 920 | 7 990 | 0,9% |
| LE CHAMBON FEUGEROLLES | | | | | | |
| Nombre d'habitants desservis total (estimation) | 12 614 | 12 408 | 12 279 | 12 028 | 11 944 | -0,7% |
| SAINT PAUL EN CORNILLON | | | | | | |
| Nombre d'habitants desservis total (estimation) | 1 434 | 1 391 | 1 392 | 1 388 | 1 385 | -0,2% |
| UNIEUX | | | | | | _ |
| Nombre d'habitants desservis total (estimation) | 8 889 | 8 683 | 8 488 | 8 498 | 8 525 | 0,3% |

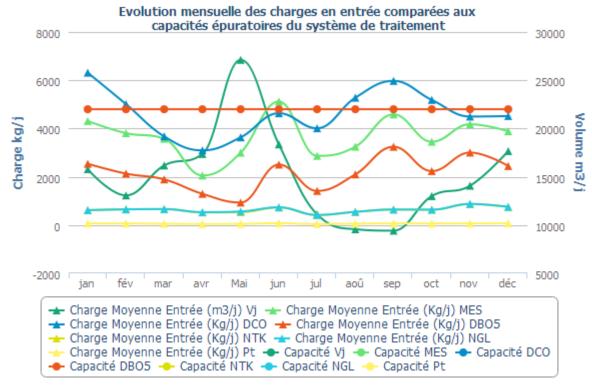
5.3 Le bilan qualité par usine

UDEP du S.I.V.O.

Bilans HCNF / Bilans:

| Charges | | | MES | DCO | DBO5 | NTK | NGL | Pt |
|--|--------|--|-------|-------|-------|-------|-------|------|
| entrantes et dépassement de capacité | (m3/j) | Nbr Bilan HcNF [*] / nbr de bilans | kg/j | kg/j | kg/j | kg/j | kg/j | kg/j |
| janvier | 15 792 | 0 / 14 | 4 311 | 6 317 | 2 541 | 614,3 | 619,9 | 65,9 |
| février | 13 075 | 0/13 | 3 811 | 5 014 | 2 134 | 650,1 | 653,3 | 66,1 |
| mars | 16 172 | 0/13 | 3 578 | 3 677 | 1 894 | 659,1 | 664,9 | 54,2 |
| avril | 17 360 | 0/12 | 2 054 | 3 095 | 1 295 | 524,8 | 534,3 | 46,8 |
| mai | 27 120 | 1/11 | 3 001 | 3 636 | 932 | 531,8 | 564,4 | 49,6 |
| juin | 18 361 | 0 / 14 | 5 120 | 4 636 | 2 508 | 730,1 | 735,2 | 80,9 |
| juillet | 11 121 | 0 / 14 | 2 869 | 4 014 | 1 414 | 414,5 | 417,2 | 42,0 |
| août | 9 568 | 0 / 14 | 3 249 | 5 278 | 2 099 | 545,4 | 547,8 | 56,3 |
| septembre | 9 421 | 0/13 | 4 583 | 5 974 | 3 243 | 642,9 | 645,2 | 69,4 |
| octobre | 12 999 | 0/13 | 3 453 | 5 188 | 2 236 | 635,2 | 638,9 | 66,8 |
| novembre | 14 079 | 0/11 | 4 178 | 4 499 | 3 003 | 872,0 | 875,4 | 69,7 |
| décembre | 17 664 | 0 / 14 | 3 886 | 4 519 | 2 448 | 746,4 | 754,1 | 74,1 |

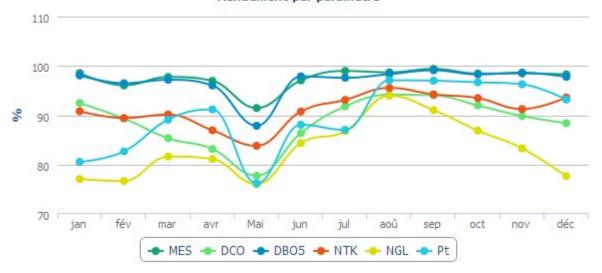
(*) Hors conditions normales de fonctionnement selon le volume reçu en entrée de station



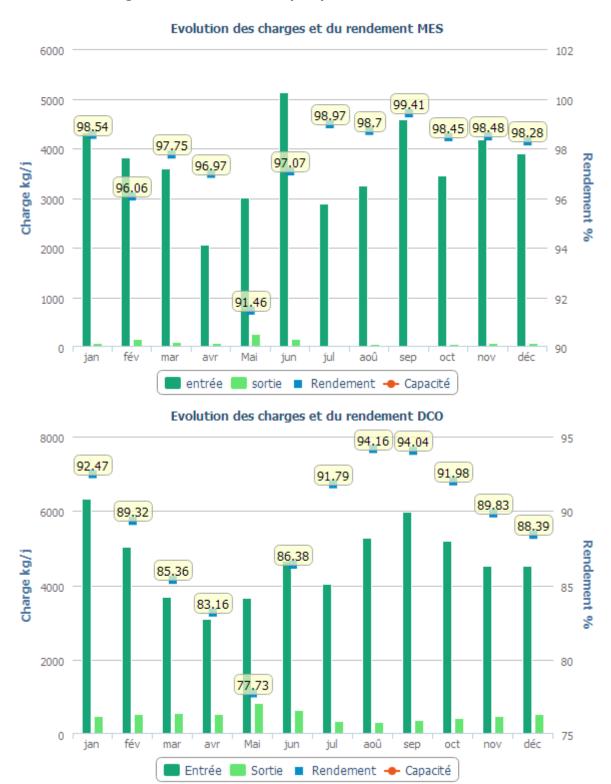
Qualité du rejet et rendement épuratoire du système de traitement :

| Charges en | ME | S | DC | 0 | DB | 05 | N. | ТК | NG | iL | P | t |
|------------------------|--------|-------|--------|-------|--------|-------|-------|-------|--------|-------|-------|-------|
| sortie et rendement | Kg/j | % | Kg/j | % | Kg/j | % | Kg/j | % | Kg/j | % | Kg/j | % |
| janvier | 63,10 | 98,54 | 475,80 | 92,47 | 48,86 | 98,08 | 56,40 | 90,82 | 142,20 | 77,06 | 12,80 | 80,54 |
| février | 150,20 | 96,06 | 535,40 | 89,32 | 75,43 | 96,47 | 68,70 | 89,44 | 152,50 | 76,65 | 11,50 | 82,67 |
| mars | 80,40 | 97,75 | 538,20 | 85,36 | 53,27 | 97,19 | 65,00 | 90,14 | 122,20 | 81,62 | 5,90 | 89,11 |
| avril | 62,30 | 96,97 | 521,30 | 83,16 | 51,24 | 96,04 | 68,40 | 86,96 | 100,80 | 81,13 | 4,10 | 91,18 |
| mai | 256,20 | 91,46 | 809,80 | 77,73 | 113,07 | 87,87 | 86,10 | 83,81 | 135,30 | 76,02 | 11,80 | 76,20 |
| juin | 150,00 | 97,07 | 631,40 | 86,38 | 53,34 | 97,87 | 67,60 | 90,75 | 115,10 | 84,35 | 9,60 | 88,08 |
| juillet | 29,50 | 98,97 | 329,50 | 91,79 | 34,06 | 97,59 | 28,60 | 93,11 | 55,20 | 86,77 | 5,40 | 87,03 |
| août | 42,10 | 98,70 | 308,00 | 94,16 | 35,32 | 98,32 | 24,20 | 95,55 | 33,10 | 93,95 | 1,60 | 97,08 |
| septembre | 26,80 | 99,41 | 356,10 | 94,04 | 28,81 | 99,11 | 37,00 | 94,24 | 57,90 | 91,03 | 2,10 | 97,01 |
| octobre | 53,50 | 98,45 | 415,90 | 91,98 | 38,30 | 98,29 | 41,40 | 93,48 | 83,80 | 86,89 | 2,20 | 96,69 |
| novembre | 63,30 | 98,48 | 457,40 | 89,83 | 41,32 | 98,62 | 76,50 | 91,23 | 146,50 | 83,27 | 2,60 | 96,27 |
| décembre | 66,80 | 98,28 | 524,50 | 88,39 | 54,70 | 97,77 | 47,70 | 93,60 | 168,70 | 77,63 | 5,10 | 93,17 |

Rendement par parametre



Evolution des charges et du rendement par paramètre







83.81

Mai

Sortie

jun

jul

aoû

■ Rendement → Capacité

sep

oct

nov

85

200

jan

fév

mar

avr

Entrée

Evolution des charges et du rendement NGL



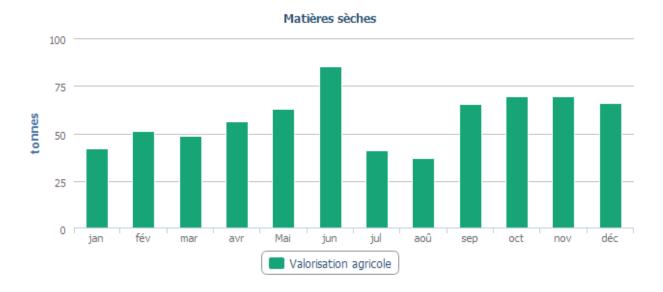
Evolution des charges et du rendement PT



Détail des non-conformités

| | | | | Dépassement | |
|------------|--------------------|-----------------------|-------------------------|---|--|
| Dates | Bilan non conforme | Bilan rédhibitoire | Paramètres concernés | des conditions normales de fonctionnement | Commentaires |
| 22/02/2023 | Oui | Oui | MES | Non | Dépassement du seuil de concentration rédhibitoire sur les MES lors du bilan du 22/02/2023. La concentration en sortie était de 82,48 mg/L pour un seuil fixé à 62,5 mg/L. Un déversement de 810 m³ vient dégrader la qualité du rejet qui était conforme en sortie d'usine. Il faut également prendre en considération le fait que la charge en MES arrivant à la station excédait très largement les capacités de l'usine. Selon les données constructeur, la capacité nominale temps sec est de 5600 kg MES/j à laquelle il faut ajouter 1800 kg/MES/j en temps de de pluie. Or, nous enregistrons un pic de charge de 10 011 kg MES/j en entrée traitement. Malgré le dépassement du seuil rédhibitoire le rendement d'élimination sur les MES le jour du bilan était de 88,2%. |

Boues évacuées par mois



5.4 Le bilan énergétique du patrimoine

→ Bilan énergétique détaillé du patrimoine

Usine de dépollution

| | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | N/N-1 |
|---------------------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-------|
| UDEP du S.I.V.O. | | | | | | |
| Energie relevée consommée (kWh) | 2 342 922 | 2 375 227 | 2 574 634 | 2 366 932 | 2 216 712 | -6,3% |

Evolution du ratio spécifique

Pour rappel, un engagement contractuel porte sur le respect d'un ratio de consommation d'énergie spécifique de 0,35 kWh/m³ traité par la station (à ±3%). En cas de non respect, une pénalité peut être appliquée. Toutefois, plusieurs éléments viennent encadrer l'application de la pénalité :

- Elle n'est applicable qu'à partir de la seconde année du contrat
- Elle n'est applicable que pour une plage de volume annuel s'étalant entre 6 et 7 millions de mètres cubes.

| | Période | Energie mensuelle (kWh) | Volume traité (m3) | Volume annuel | Ratio terrain sur 12 mois | Remarque | |
|------|--------------------------|----------------------------|--------------------|------------------|---------------------------|--------------------|--|
| 2016 | Juillet (28/07 au 31/07) | 22649 | 29534 | amacı | 541 12 1115.15 | | |
| | Aout | 186980 | 309342 | | | | |
| 2016 | Septembre | 193486 | 352311 | | | | |
| 2016 | Octobre | 200412 | 440708 | | | | |
| 2016 | Novembre | 220927 | 662102 | 5706214 | | | |
| 2016 | Décembre | 207309 | 463781 | | 0.44 | Doo do o é o olité | |
| 2017 | Janvier | 221471 | 513969 | | | | |
| 2017 | Février | 212808 | 558397 | 5706214 | 0.44 | Pas de pénalité | |
| 2017 | Mars | 229789 | 511233 | | | | |
| 2017 | Avril | 210648 | 425174 | | | | |
| 2017 | Mai | 225525 | 646247 | | | | |
| 2017 | Juin | 214873 | 474698 | | | | |
| 2017 | Juillet | 213892 | 348252 | | | | |
| 2017 | Août | 204663 | 318328 | | | | |
| 2017 | Septembre | 191431 | 324357 | | | | |
| 2017 | Octobre | 191110 | 279510 | | | | |
| 2017 | Novembre | 179318 | 367559 | | | | |
| 2017 | Décembre | 211956 | 528055 | 5745602 | 0.42 | | |
| 2018 | Janvier | 209953 | 545780 | | | - 1 / 11./ | |
| 2018 | Février | 198055 | 592692 | | | Pas de pénalité | |
| 2018 | Mars | 225611 | 669109 | | | | |
| 2018 | Avril | 213342 | 412377 | | | | |
| 2018 | Mai | 243756 | 804545 | | | | |
| 2018 | Juin | 185387 | 572102 | | | | |
| 2018 | Juillet | 171049 | 331188 | | | | |

| 2018 Août 159162 257984 2018 Septembre 164897 308641 2018 Octobre 197950 410536 2018 Novembre 210074 651522 2018 Décembre 207632 530821 | | |
|--|---|--|
| 2018 Octobre 197950 410536 2018 Novembre 210074 651522 | | |
| 2018 Novembre 210074 651522 | | |
| | | |
| 2018 Dácembro 207522 52021 | | |
| 2010 Decembre 70/027 23/071 | | |
| 2019 Janvier 207885 487092 5667420 0.44 Parado after | 1:4 4 | |
| 2019 Février 190094 745338 5667420 0.41 Pas de pér | nalite | |
| 2019 Mars 198157 347004 | | |
| 2019 Avril 195658 427415 | | |
| 2019 Mai 203866 512580 | | |
| 2019 Juin 193056 442236 | | |
| 2019 Juillet 189220 546251 | | |
| 2019 Août 185156 721811 | | |
| 2019 Septembre 168619 402231 | | |
| 2019 Octobre 200337 676728 | | |
| 2019 Novembre 202207 796338 | | |
| 2019 Décembre 208667 891780 | | |
| 2020 Janvier 188948 440471 CASCASS 0.26 (4 | | |
| 2020 Février 176679 349202 6456755 0.36 (le ratio respectively and the second s | | |
| 2020 Mars 206663 437788 | /o) | |
| 2020 Avril 194907 374666 | | |
| 2020 Mai 204060 479872 | | |
| 2020 Juin 214870 537221 | | |
| 2020 Julii 2140/U 33/221 | | |
| 2020 Juillet 198261 348647 | | |
| | .021, une | |
| 2020 Juillet 198261 348647 2020 Août 185250 361134 Depuis mars 2 2020 Septembre 189948 436288 casse survenu | ie sur un | |
| 2020 Juillet 198261 348647 2020 Août 185250 361134 Depuis mars 2 2020 Septembre 189948 436288 casse survenu 2020 Octobre 203165 574681 surpresseur a | ie sur un obligé le | |
| 2020 Juillet 198261 348647 2020 Août 185250 361134 Depuis mars 2 2020 Septembre 189948 436288 casse survenus surpresseur a 2020 Octobre 203165 574681 surpresseur a 2020 Novembre 187343 366362 basculement | obligé le sur les | |
| 2020 Juillet 198261 348647 2020 Août 185250 361134 2020 Septembre 189948 436288 2020 Octobre 203165 574681 2020 Novembre 187343 366362 2020 Décembre 225133 715156 | ie sur un obligé le t sur les esseurs | |
| 2020 Juillet 198261 348647 2020 Août 185250 361134 2020 Septembre 189948 436288 2020 Octobre 203165 574681 2020 Novembre 187343 366362 2020 Décembre 225133 715156 2021 Janvier 231928 776751 | obligé le t sur les esseurs nts de | |
| 2020 Juillet 198261 348647 2020 Août 185250 361134 2020 Septembre 189948 436288 2020 Octobre 203165 574681 2020 Novembre 187343 366362 2020 Décembre 225133 715156 2021 Janvier 231928 776751 6589567 0.38 secours) do | obligé le t sur les esseurs nts de ont les | |
| 2020 Juillet 198261 348647 2020 Août 185250 361134 2020 Septembre 189948 436288 2020 Octobre 203165 574681 2020 Novembre 187343 366362 2020 Décembre 225133 715156 2021 Janvier 231928 776751 | obligé le t sur les esseurs nts de ont les | |
| 2020 Juillet 198261 348647 2020 Août 185250 361134 2020 Septembre 189948 436288 2020 Octobre 203165 574681 2020 Novembre 187343 366362 2020 Décembre 225133 715156 2021 Janvier 231928 776751 2021 Février 186553 521122 | obligé le t sur les esseurs nts de ont les ons sont ment | |
| 2020 Juillet 198261 348647 2020 Août 185250 361134 2020 Septembre 189948 436288 2020 Octobre 203165 574681 2020 Novembre 187343 366362 2020 Décembre 225133 715156 2021 Janvier 231928 776751 2021 Février 186553 521122 2021 Mars 211514 436418 2021 Avril 223691 457406 2021 Mai 239598 729068 | obligé le t sur les esseurs nts de ont les ons sont ment ette casse - respect | |
| 2020 Juillet 198261 348647 2020 Août 185250 361134 2020 Septembre 189948 436288 2020 Octobre 203165 574681 2020 Novembre 187343 366362 2020 Décembre 225133 715156 2021 Janvier 231928 776751 2021 Février 186553 521122 2021 Mars 211514 436418 2021 Avril 223691 457406 2021 Juin 216326 497946 | obligé le t sur les esseurs esseurs es esseurs es | |
| 2020 Juillet 198261 348647 2020 Août 185250 361134 2020 Septembre 189948 436288 2020 Octobre 203165 574681 2020 Novembre 187343 366362 2020 Décembre 225133 715156 2021 Janvier 231928 776751 2021 Février 186553 521122 2021 Mars 211514 436418 2021 Avril 223691 457406 2021 Mai 239598 729068 | obligé le t sur les esseurs esseurs es esseurs es | |
| 2020 Juillet 198261 348647 | obligé le t sur les esseurs esseurs es esseurs es | |
| 2020 Juillet 198261 348647 | obligé le t sur les esseurs esseurs es esseurs es | |
| 2020 Juillet 198261 348647 | obligé le t sur les esseurs esseurs es esseurs es | |
| 2020 Juillet 198261 348647 | obligé le t sur les esseurs esseurs es esseurs es | |
| 2020 Juillet 198261 348647 | obligé le t sur les esseurs esseurs es esseurs es | |
| 2020 Juillet 198261 348647 | de sur un obligé le t sur les esseurs nts de ont les ons sont ment ette casse - respect période illet 2021. | |
| 2020 Juillet 198261 348647 | de sur un obligé le t sur les esseurs nts de ont les ons sont ment ette casse - respect période illet 2021. | |
| 2020 Juillet 198261 348647 | de sur un obligé le t sur les esseurs nts de ont les ons sont ment ette casse - respect période illet 2021. | |
| 2020 Juillet 198261 348647 | de sur un obligé le t sur les esseurs nts de ont les ons sont ment ette casse - respect période illet 2021. | |
| 2020 Juillet 198261 348647 | de sur un obligé le t sur les esseurs nts de ont les ons sont ment ette casse - respect période illet 2021. | |
| 2020 Juillet 198261 348647 | de sur un obligé le t sur les esseurs nts de ont les ons sont ment ette casse - respect période illet 2021. | |

| 2022 | Aout | 172495 | 389746 | | | Pas de pénalité |
|--------|-----------|--------|--------|-----------|--------|-----------------|
| 2022 | Septembre | 179334 | 475261 | | | |
| 2022 | Octobre | 192025 | 345941 | | | |
| 2022 | Novembre | 183368 | 473320 | 5 714 981 | 1 0.39 | |
| 2022 | Décembre | 192579 | 640067 | | | |
| 2023 . | Janvier | 193901 | 483277 | | | |
| 2023 | Février | 177967 | 355218 | | | |
| 2023 | Mars | 204032 | 484412 | | | |
| 2023 | Avril | 193278 | 507375 | | | |
| 2023 | Mai | 203525 | 716154 | | | |
| 2023 . | Juin | 185399 | 521404 | | | |
| 2023 . | Juillet | 157123 | 322806 | | | |

Poste de relèvement

| | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | N/N-1 |
|---------------------------------|--------|--------|--------|--------|--------|-------|
| PR SR1 | | | | | | |
| Energie relevée consommée (kWh) | 13 814 | 14 366 | 16 538 | 14 576 | 14 931 | 2,4% |
| PR SR2 | | | | | | |
| Energie relevée consommée (kWh) | 14 898 | 15 962 | 18 592 | 14 227 | 19 863 | 39,6% |
| PR SR3 | | | | | | |
| Energie relevée consommée (kWh) | 6 375 | 5 574 | 6 778 | 4 422 | 5 736 | 29,7% |

| | Consommation totale usine | Consommation totale SR1 | Consommation totale SR2 | Consommation totale SR3 |
|-----------|---------------------------|-------------------------|-------------------------|----------------------------|
| | en kWh | en kWh | en kWh | en kWh |
| janvier | 193 901 | 2 909 | 1 941 | 539 |
| février | 177 967 | 1 399 | 1 776 | 479 |
| mars | 204 032 | 1 297 | 1 990 | 577 |
| avril | 193 278 | 1 175 | 1 750 | 524 |
| mai | 203 525 | 1 815 | 2 876 | 1010 |
| juin | 185 399 | 1 082 | 1 677 | 493 |
| juillet | 157 123 | 8 67 | 1 270 | 270 |
| août | 153 344 | 579 | 8 54 | 230 |
| septembre | 168 941 | 702 | 1 060 | 292 |
| octobre | 188 791 | 870 | 1 327 | 385 |
| novembre | 188 588 | 972 | 1 411 | 387 |
| décembre | 201 823 | 1 263 | 1 931 | 551 |
| Total | 2 216 712 | 14 931 | 19 863 | 5 736 |

5.5 Annexes financières

→ Les modalités d'établissement du CARE

A l'heure actuelle, le document synthétisant les modalités d'établissement du CARE n'est pas disponible. Sur demande de la Collectivité, celui-ci pourra lui être remis une fois validé.

→ Avis des commissaires aux comptes

La Société a demandé à l'un des Co-Commissaires aux Comptes de Veolia d'établir un avis sur la procédure d'établissement de ses CARE. Une copie de cet avis est disponible sur simple demande de la Collectivité.

5.6 Reconnaissance et certification de service

Veolia Eau est depuis de nombreuses années engagé dans des démarches de certification. En 2015, les systèmes de management de la qualité et de l'environnement existants ont été fédérés sous la gouvernance du siège et complétés par un système de management de l'énergie.

Les activités certifiées sont la production et la distribution d'eau potable, la collecte et le traitement des eaux usées et l'accueil et le service aux consommateurs.

Cette triple certification ISO 9001, ISO 14001 et ISO 50001 délivrée par Afnor Certification en novembre 2015 valide, via un tiers indépendant, l'efficacité des méthodes et des outils mis en place et l'engagement d'amélioration continue de l'entreprise. Cette démarche s'inscrit dans le cadre élargi de la politique de l'Eau France qui comprend des objectifs forts en matière de santé et de sécurité au travail.

Notre certification ISO 50001 valide nos démarches d'amélioration de l'efficacité énergétique des installations confiées par nos clients. Elle est reconnue par l'Administration dans le cadre des textes d'application de la directive 2012/27/UE (loi DDADUE) (*)





N° 2015/69288.9

Page 1 / 10

AFNOR Certification certifie que le système de management mis en place par AFNOR Certification certifies that the management system implemented by:

VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

pour les activités suivantes : for the following activities:

PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU POTABLE ET D'EAU DE PROCESS. COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES. ACCUEIL ET SERVICE AUX CONSOMMATEURS

DRINKING WATER AND PROCESS WATER PRODUCTION AND DISTRIBUTION. WASTEWATER COLLECTION AND TREATMENT, CUSTOMER SERVICE.

a été évalué et jugé conforme aux exigences requises par has been assessed and found to meet the requirements of:

ISO 50001: 2018

et est déployé sur les sites suivants and is developed on the following location

N° SIREN Siège: 21 RUE LA BOETIE-75008 PARIS 572025526 des sites certifiés en an

2021-11-11

2024-11-10





haint-Denis Codex - France - T. +33 (0)1 41 62 80 00 - F. +33 (0)1 49 17 90 00 SAS au capital de 16 167 000 € - 479 076 002 RCS Boblam - www.affoor.com





N° 2015/69287.8 Page 1 / 10

AFNOR Certification certifie que le système de management mis en place par : AFNOR Certification certifies that the management system implemented by:

VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU POTABLE & D'EAU DE PROCESS. COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES. ACCUEIL ET SERVICE AUX CONSOMMATEURS.

DRINKING WATER & PROCESS WATER PRODUCTION AND DISTRIBUTION. WASTEWATER COLLECTION AND TREATMENT. CUSTOMER SERVICE.

a été évalué et jugé conforme aux exigences requises par : has been assessed and found to meet the requirements of:

ISO 9001: 2015

et est déployé sur les sites suivants : and is developed on the following locations:

Siège : 21 RUE LA BOETIE -75008 PARIS

Liste des sites certifiés en annexe(s) / List of certified locations on appendix(ces)

Ce certificat est valable à compter du (année/mois/jour) This certificate is valid from (year/month/day)

2021-11-10

2024-11-09



Julien NIZRI <u>Directeur Général d'AFNOR Certification</u> Managing Director of AFNOR Certification







N° 2015/69286.8

Page 1 / 10

AFNOR Certification certifie que le système de management mis en place par : AFNOR Certification certifies that the management system implemented by:

VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

pour les activités suivantes : for the following activities:

PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU POTABLE & D'EAU DE PROCESS. COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES. ACCUEIL ET SERVICE AUX CONSOMMATEURS.

DRINKING WATER & PROCESS WATER PRODUCTION AND DISTRIBUTION. WASTEWATER COLLECTION AND TREATMENT. CUSTOMER SERVICE.

a été évalué et jugé conforme aux exigences requises par : has been assessed and found to meet the requirements of:

ISO 14001: 2015

et est déployé sur les sites suivants : and is developed on the following locations:

Siège: 21 RUE LA BOETIE -75008 PARIS

Liste des sites certifiés en annexe(s) / List of certified locations on appendix(ces)

Ce certificat est valable à compter du (année/mois/jo

2021-11-10

Jusqu'au

2024-11-09



Julien NIZRI

<u>Directeur Général d'AFNOR Certification</u>

Seed to conflict the company committee or committee, but for a long one do no conflict do no programs. The electrical profits only, contained a company of the committee of the Conflict of th



Flashez ce QR Code pour vérifler li validité du certifical

11 rue Francis de Pressensé - 93571 La Plaine Saint-Denis Cedez - France - T. +33 (0)1 41 62 80 00 - F. +33 (0)1 49 17 90 00 SAS au capital de 16 167 000 6 - 479 076 002 RCS Bobigny - www.afror.org



(*) La directive 2012/27/UE instaure un audit énergétique obligatoire dans les grandes entreprises, obligation reprise par la loi DDADUE. Certifiées ISO 50001, ces entreprises sont exemptées de cette obligation et peuvent valoriser leurs actions d'économies d'énergie grâce à la bonification des CEE.

5.7 Actualité réglementaire 2023

Chaque année, une sélection annuelle des principaux textes parus vous est proposée. Veolia se tient à disposition pour vous aider dans la mise en œuvre de ces textes et évaluer leurs conséquences pour votre service.

Commande publique

Verdissement de la commande publique

La Loi industrie verte n°2023-973 a été publiée au Journal officiel le 24 octobre 2023, et contient un versant commande publique (art 25 à 30), venant renforcer la prise en compte de la RSE dans le cadre des contrats passés par les acheteurs et autorités concédantes.

Ses mesures phares sont :

- Obligation pour les acheteurs soumis au Code de la commande publique et dont le montant annuel des achats est supérieur à 50 millions d'euros hors taxes d'établir un schéma de promotion des achats publics socialement et écologiquement responsables (SPASER)
- Création d'un cas d'exclusion facultatif des procédures de mise en concurrence à l'encontre des candidats ne satisfaisant pas à son devoir de vigilance ou à ses obligations en matière d'établissement de bilan d'émissions de gaz à effet de serre
- A compter d'août 2026, les contrats de concession et les marchés publics devront contenir des objectifs de développement durable dans leur exécution. De plus, il ne sera plus possible de recourir au critère unique du prix dans les passations de marchés publics, la dimension environnementale de l'achat devant systématiquement être retenue. Un nouveau critère obligatoire fait également son apparition dans les concessions : le critère environnemental
- A compter de 2026, le rapport annuel du concessionnaire devra détailler les mesures mises en œuvre par le concessionnaire pour garantir la protection de l'environnement et l'insertion par l'activité économique dans le cadre de l'exécution du contrat.
- Possibilité pour les entités adjudicatrice d'autoriser les offres variables pour les besoins supérieurs à 10 millions d'euros HT.

Modification des seuils des procédures formalisées

L'avis relatif aux seuils de procédure et à la liste des autorités publiques centrales en droit de la commande publique (JO 6 décembre 2023) fixe les nouveaux seuils de procédure formalisée pour la passation des marchés publics et des contrats de concession conformément aux règlements délégué (UE) 2023/2495, 2023/2496, 2023/2497 et 2023/2510 de la Commission publiés au JOUE du 16 novembre 2023.

A compter du 1er janvier 2024, les seuils de procédure formalisée sont fixés à :

- 143 000 € HT pour les marchés de fournitures et de services des autorités publiques centrales;
- 221 000 € HT pour les marchés de fournitures et de services des autres pouvoirs adjudicateurs et pour les marchés publics de fournitures des autorités publiques centrales opérant dans le domaine de la défense :
- 443 000 € HT pour les marchés de fournitures et de services des entités adjudicatrices et pour les marchés de fournitures et de services passés dans le domaine de la défense ou de la sécurité;
- 5 538 000 € HT pour les marchés de travaux et pour les contrats de concession.

Application du Règlement IMPI

Dans une communication publiée au JOUE du 21 février 2023 et visant à faciliter l'application du règlement IMPI (Règlement du 23 juin 2022 concernant l'accès des opérateurs économiques, des biens et des services des pays tiers aux marchés publics et aux concessions de l'Union) par les pouvoirs adjudicateurs et les entités adjudicatrices, la Commission européenne précise les modalités d'application des mesures de l'IMPI. Une mesure relevant de l'IMPI prenant la forme d'un ajustement du résultat devrait être appliquée au stade de l'évaluation des critères d'attribution, et plus précisément lors du calcul du résultat final. Une mesure relevant de l'IMPI prenant la forme d'une exclusion devrait être appliquée au stade de l'évaluation des critères de sélection.

Services publics locaux

Résilience des territoires et services essentiels

Le règlement délégué (UE) 2023/2450 de la Commission du 25 juillet 2023 est venu compléter la directive (UE) 2022/2557 du Parlement européen et du Conseil en établissant une liste de services essentiels.

Aussi, le service de l'eau potable et le service des eaux résiduaires sont dorénavant qualifiés de services essentiels au sens de la directive UE 2022/2557. Cette directive vise à garantir que les services qui sont essentiels au maintien de fonctions sociétales ou d'activités économiques vitales sont fournis sans entrave dans le marché intérieur et que la résilience des entités critiques qui fournissent de tels services est renforcée. La transposition en droit français de la directive UE 2022/2557 surviendra au plus tard le 14 octobre 2024 et sera susceptible d'impacts potentiels (financiers et/ou organisationnels) pour votre service.

Directive générale interministérielle n°320/SGDSN/PSE/PSN du 23 janvier 2023

Dans cette directive générale l'eau potable est citée parmi les 12 activités clés nécessaires à la préservation de la vie de la Nation.

Chaque activité clé fait l'objet d'une stratégie de sécurité spécifique fondée sur ses vulnérabilités propres qui vise à maintenir la continuité de l'activité, qu'elle soit concernée par l'origine de la crise ou qu'elle affronte les conséquences à titre collatéral.

Instruction du 16 mai 2023 relative à la gestion de la sécheresse.

Afin de faire face aux sécheresses hydrologiques, un dispositif d'anticipation, de gestion et d'évaluation est mis en œuvre par l'Etat en application de l'article L. 211-3 du Code de l'Environnement. Dans la continuité de l'instruction du 27 juillet 2021, la présente instruction précise le dispositif devant être mis en œuvre dans l'organisation de la gestion de la crise et la gestion des situations de pénurie d'eau, à la suite du retour d'expérience sur la gestion de l'eau lors de la sécheresse 2022. Pour aider à la mise en œuvre opérationnelle de ce dispositif dans les territoires, un guide national est annexé à l'instruction.

Service public de l'assainissement

Réforme des redevances des agences de l'eau

Cette réforme a été adoptée dans la loi de finance de l'année 2024. Il est prévu qu'elle soit effective à compter de l'année 2025 pour l'entrée en vigueur des douzièmes programmes des agences de l'eau (2025 - 2030). Des textes d'application sont attendus courant 2024 et viendront préciser ses modalités et son calendrier d'application.

Telle qu'adoptée dans la loi de finance 2024, cette réforme supprime certaines redevances existantes : pollution non-domestique et modernisation des réseaux de collecte (usage domestique et non-domestique). De même, cette réforme acte la fin de la prime pour performance épuratoire.

Dans le même temps, ces différentes suppressions s'accompagnent de nouvelles redevances :

- une redevance pour consommation d'eau potable dont devront s'acquitter les abonnés au service ;
- deux redevances auxquelles seront assujetties directement les autorités organisatrices des services publics d'eau et d'assainissement.

Ces deux dernières redevances seront modulées au regard d'un certain nombre de critères de performance des services, à savoir pour les services d'assainissement : la conformité en équipement et en performance ainsi que l'effectivité de l'autosurveillance du système d'assainissement (réseau de collecte et stations d'épuration).

Pour la redevance assainissement, la conformité en équipement, c'est-à-dire le respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral (acte administratif), sera un critère à caractère rédhibitoire. Son non-respect obèrera toute possibilité de modulation de cette nouvelle redevance.

De plus, les services, en tant qu'autorité organisatrice, disposeront de la faculté de reporter la contrepartie de ces deux redevances, assises sur la performance, qui seront appelées auprès d'eux sur une ligne spécifique de la facture des abonnés au service à travers un mécanisme de contre-valeur.

Réutilisation des Eaux Usées Traitées

Le Plan Eau présenté fin mars 2023 comporte cinq mesures visant à faciliter le recours aux eaux non-conventionnelles (ENC - incluant les eaux usées traitées, mais également les eaux de pluie, les eaux grises, les eaux d'exhaure, etc) et contribuer ainsi aux économies de prélèvement d'eau sur un territoire. Ce plan fixe pour objectif de développer 1000 projets opérationnels d'ici 2027.

Cet objectif s'est traduit dès l'automne 2023 par la publication de textes réglementaires visant à faciliter le recours aux ENC tout en les encadrant. D'autres textes, portés à la consultation publique à la fin de l'année 2023 seront publiés au cours du premier semestre 2024. Ces textes (parus et à paraître) couvrent différents périmètres en termes d'eaux non-conventionnelles et de natures d'usage (domestiques, non-domestiques, agricoles, industriels, urbains, ...).

Le décret du 29 août 2023 (JO du 30 Août 2023) vise à simplifier la procédure d'autorisation pour les usages des eaux usées traitées. Ce décret définit également les conditions pour l'utilisation, sans autorisation, des eaux de pluie pour les usages non domestiques. Outre des mesures de simplification administrative, ce décret supprime notamment la durée maximale de cinq ans auparavant fixée pour l'autorisation délivrée par le préfet pour les usages autres qu'irrigation et arrosage.

L'arrêté du 14 décembre 2023 (JO du 21 décembre 2023) encadre les conditions de production et d'utilisation des eaux usées traitées pour l'arrosage d'espaces verts. Cet arrêté harmonise les exigences pour les espaces verts avec celles retenues pour l'irrigation agricole (voir arrêté ci-dessous) dans le cadre de l'alignement avec le règlement européen de mai 2020 relatif à la réutilisation des eaux usées traitées pour l'irrigation agricole. Il fait évoluer le cadre national préexistant depuis 2010 pour les espaces verts, notamment via le recours à des barrières pour limiter les exigences.

L'arrêté du 18 décembre (JO du 28 décembre) fixe les conditions de production et d'utilisation des eaux usées traitées pour l'irrigation des cultures. Cet arrêté reprend le cadre fixé par le règlement européen du 25 mai 2020, notamment sur les seuils de qualité exigés selon les usages, la démarche d'évaluation et de gestion des risques à mettre en place ou les barrières pour limiter les exigences.

Retour au sol des boues d'épuration

L'arrêté du 7 février 2023 (JO du 14 février 2023) abroge l'arrêté du 30 avril 2020 qui imposait l'hygiénisation des boues avant leur épandage (dans le contexte de la crise Covid). Cette abrogation fait suite à un avis du Haut Conseil de Santé Publique d'octobre 2022.

Protection et surveillance des masses d'eau

Les arrêtés du 30 janvier 2023 (JO du 9 mars 2023) relatifs, respectivement, au programme d'action national (PAN) et aux programmes d'action Régionaux (PAR) marquent le lancement du septième programme d'actions contre les nitrates. Ces deux arrêtés sont complétés par le décret 2023-241 du 31 mars 2023 (JO du 1er avril 2023). Ce décret prévoit que les programmes d'actions régionaux peuvent désormais ajouter à la liste des zones sur lesquelles des mesures de renforcement sont prévues "des zones de captage de l'eau destinée à la consommation humaine mentionnées au 1° du 1 de l'article R. 212-4, dont la teneur en nitrates est comprise entre 40 et 50 milligrammes par litre, en tenant notamment compte de l'évolution de cette teneur au cours des dernières années".

L'arrêté du 20 juin 2023 (JO du 27 juin 2023) précise les modalités avec lesquelles certaines Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) soumises à autorisation devront analyser les substances per-et polyfluoroalkylées (communément nommées PFAS) dans leurs rejets aqueux. Cet arrêté s'inscrit dans le cadre du plan d'action ministériel PFAS présenté en janvier 2023. Les ICPE ciblées par cet arrêté sont les plus concernées par ces composés chimiques dont les STEU dites "industrielles" ou dites "mixtes" (recevant une part importante de rejets industriels en mélange d'eau usées domestiques).

Un arrêté du 28 juin 2023 (JO du 14 juillet 2023) est venu préciser les modalités d'agrément des laboratoires effectuant des analyses dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques au titre du code de l'environnement.

L'arrêté du 9 octobre 2023 (JO du 4 novembre 2023) est venu actualiser l'arrêté du 25 janvier 2010 relatif aux méthodes et critères d'évaluation de l'état écologique, de l'état chimique et du potentiel écologique des eaux de surface. Ainsi, les règles de conformité locale des stations d'épuration (conformité dite locale de l'arrêté préfectoral) qui s'appuient sur les exigences de qualité des eaux superficielles sont susceptibles d'évoluer au cours des prochaines années.

ICPE

L'instruction du 27 janvier 2023 précise les <u>Orientations stratégiques pluriannuelles de l'inspection des installations classées.</u> Deux nouveaux objectifs sectoriels : une action renforcée sur l'accidentologie des déchets et une approche plus structurée sur la qualité des sols.

Cette directive annonce la suppression du dispositif des garanties financières exigées pour la mise en sécurité des installations visées à l'article R. 516-1, 5° du code de l'environnement. Cette suppression est justifiée par le coût qu'il représente pour les exploitants, ainsi que par la charge administrative qu'il occasionne pour l'inspection des installations classées.

L'arrêté du 30 juin 2023 (JO du 5 juillet 2023) précise les conditions et les modalités des mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE). Les ICPE concernées sont celles soumises à autorisation ou enregistrement. Les mesures de restriction sont fonction du niveau de gravité de la sécheresse sur le territoire concerné. En situation de crise, une réduction des prélèvements d'eau de 25 % pourra être exigée. L'arrêté prévoit des dérogations pour certaines activités jugées essentielles (par exemple la production et la distribution de l'eau potable) ou pour les installations ayant déjà réduit significativement leurs prélèvements depuis le 1er janvier 2018.

Enfin, une instruction du 15 décembre 2023 fixe les actions nationales 2024 de l'inspection des installations classées., à savoir, la sobriété hydrique, les PFAS, les rejets de COV, les stockages d'ammonitrates, la réglementation post-Lubrizol et les trafics de DEEE. Localement, ces six objectifs seront complétés par six priorités fixées au niveau régional.

Travaux à proximité des réseaux

La décision du 25 janvier 2023 (publiée le 17 février 2023) complète le fascicule 2 du guide d'application de la réglementation anti-endommagement intitulé « guide technique des travaux » mentionné à l'article R. 554-29 du code de l'environnement de trois nouvelles annexes sous forme de fiches techniques.

L'arrêté du 29 août 2023 (JO du 16 septembre 2023) fixe, pour l'année 2023, le barème hors taxes des redevances prévues à l'article L. 554-2-1 du code de l'environnement au titre du financement, par les exploitants des réseaux enterrés, du « Guichet Unique » administré par l'Inéris. Ce téléservice (www.reseaux-et-canalisations.gouv.fr) référencie les réseaux de collecte et de transport en vue de prévenir leur endommagement lors de travaux.

Transition énergétique & environnementale

Accélération de la production d'énergies renouvelables

La loi 2023-175 du 10 mars 2023 (JO du 11 mars 2023) relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables (dite loi "APER") a pour ambition de lever tous les obstacles au déploiement des projets d'énergies renouvelables. En effet, l'étude d'impact de ce texte législatif avait relevé l'important retard de la France, par rapport aux autres pays européens, dans le déploiement des moyens de production d'énergies renouvelables ; était notamment souligné le fait qu'il faut "en moyenne 5 ans de procédures pour construire un parc solaire nécessitant quelques mois de travaux, 7 ans pour un parc éolien et 10 ans pour un parc éolien en mer").

La loi APER, qui est la première loi entièrement consacrée aux énergies renouvelables, met en oeuvre les mesures suivantes :

- Des mesures de simplification et d'accélération des procédures administratives des projets d'énergies renouvelables
- Les délais d'instruction pour les projets d'installations de production d'énergies renouvelables sont considérablement réduits. La durée maximale de la phase d'examen pour les projets situés en zone d'accélération ne pourra pas, en effet, dépasser trois mois. Mais elle pourra être portée à quatre mois sur décision motivée de l'autorité compétente.
- Un "référent" préfectoral à l'instruction des projets de développement des énergies renouvelables et des projets industriels nécessaires à la transition énergétique est institutionnalisé. Il a pour mission de faciliter les démarches administratives des porteurs de projets et de coordonner les travaux des services chargés de l'instruction des autorisations.
- Une présomption de reconnaissance de la "raison impérative d'intérêt public majeur" (qui constitue un des trois critères pour l'octroi d'une dérogation espèces protégées) est mise en place pour les projets de production d'énergies renouvelables ou de stockage d'énergie dans le système électrique. Cette présomption sera précisée par un prochain décret en Conseil d'Etat, conformément à la décision du 9 mars 2023 du Conseil Constitutionnel portant sur la loi APER.
- Des dispositions relatives aux contentieux des autorisations environnementales sont également insérées. Le juge administratif aura l'obligation de régulariser l'autorisation environnementale en cours d'instance lorsque cela sera possible, ce qui permettra d'éviter l'annulation totale des autorisations environnementales, lorsque le vice qui affecte leur légalité peut être régularisé.
- Des mesures pour intégrer les collectivités locales au déploiement des énergies renouvelables

- Les communes et les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) ont pour rôle de définir les zones d'accélération pour l'implantation d'installations terrestres de productions d'énergies renouvelables. Ces zones d'accélération doivent présenter un potentiel permettant d'accélérer la production d'énergies renouvelables sur le territoire concerné et contribuer à la solidarité entre les territoires. Elles ne doivent pas être comprises dans un parc national ni une réserve naturelle.
- Le comité régional de l'énergie intervient dans un second temps, afin de contrôler les zones d'accélération définies. Si son avis conclut que ces zones ne sont pas suffisantes pour l'atteinte des objectifs régionaux, les communes doivent identifier d'autres zones. Les communes qui transmettent les zones d'accélération définies peuvent également choisir les secteurs où est exclue l'implantation d'installations de production d'énergies renouvelables.
- Des mesures pour accélérer le développement du solaire photovoltaïque, de l'agrivoltaïsme et de l'éolien en mer
- L'installation de panneaux solaires près des autoroutes et des grands axes routiers, ainsi que dans les communes de montagne, est facilitée. Des dérogations à la loi Littoral sont également possibles afin de mettre en place des panneaux solaires sur les terrains en friche. Par ailleurs, les parcs de stationnement extérieurs de plus de 1500 m2 ont l'obligation d'être équipés, sur au moins la moitié de leur superficie, d'ombrières photovoltaïques.
- Un volet sur "l'agrivoltaïsme" est également créé pour permettre le déploiement des installations agrivoltaïques compatibles avec la production agricole. Un décret déterminera prochainement les conditions de déploiement et d'encadrement de l'agrivoltaïsme.
- Une planification de l'éolien en mer est instaurée. Ainsi, le document stratégique de façade établit, pour chaque façade maritime, une cartographie des zones maritimes et terrestres prioritaires pour l'implantation d'installations d'éoliennes en mer et de leurs ouvrages de raccordement au réseau public de transport d'électricité.
- Des mesures pour le financement des énergies renouvelables
- Afin d'aider les collectivités à financer leurs projets en matière d'énergies renouvelables, un mécanisme de redistribution de la valeur générée par ces projets est mis en place. Les lauréats d'appels d'offres ou d'appels à projets en matière d'énergies renouvelables doivent ainsi participer au financement des projets en faveur de la transition énergétique, de la sauvegarde ou de la protection de la biodiversité ou de l'adaptation au changement climatique et de la protection ou la sauvegarde de la biodiversité.

Evaluation environnementale

Arrêté du 16 janvier 2023 (JO du 7 février 2023) modifiant l'arrêté du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement

Conformément à l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement, le maître d'ouvrage d'un projet relevant d'un examen au cas par cas dans le cadre de l'évaluation environnementale doit renseigner les informations exigées dans un formulaire, adressé par voie électronique ou par pli recommandé à l'autorité chargée de l'examen au cas par cas.

Le nouveau modèle du formulaire pour la demande d'examen au cas par cas de l'évaluation environnementale (enregistrée sous le numéro **CERFA 14734*04**), sa notice explicative (enregistrée sous le numéro **51656#05**) et le bordereau des pièces à joindre ont été fixés par un arrêté du 16 janvier 2023.

L'arrêté du 12 janvier 2017 fixant le précédent modèle est ainsi abrogé.

Les modifications apportées par rapport à l'ancien formulaire portent notamment sur :

- l'intégration de la "clause-filet" prévue par le décret n° 2022-422 du 25 mars 2022 et la possibilité donnée au porteur de projet de saisir volontairement l'autorité chargée de l'examen au cas par cas, lorsque son projet se situe en-deçà des seuils de la nomenclature;
- la mise en oeuvre de la distinction prévue par le décret n° 2020-844 du 3 juillet 2020 entre l'autorité chargée de l'examen au cas par cas et l'autorité environnementale ;
- l'obligation pour le maître d'ouvrage de tenir compte des résultats disponibles d'autres évaluations pertinentes des incidences sur l'environnement requises au titre d'autres législations applicables, afin que la France soit en conformité avec la directive 2014/52/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 modifiant la directive 2011/92/UE.

L'arrêté du 16 janvier 2023 précise également que le document dans lequel doivent être indiquées "les informations nominatives relatives au maître d'ouvrage ou pétitionnaire", annexé au formulaire de demande d'examen au cas par cas, doit être joint à la demande. Une fois renseigné, celui-ci ne sera pas publié sur le site internet de l'autorité environnementale.

L'ensemble de ces documents peut être obtenu auprès des autorités chargées de l'examen au cas par cas (selon les hypothèses, le ministre chargé de l'environnement, la formation d'autorité environnementale de l'IGEDD ou plus fréquemment le ou les préfets de région) et sont accessibles en ligne.

Arrêté du 16 juin 2023 fixant le modèle national de la demande d'autorisation environnementale

Un arrêté du 16 juin 2023 (JO du 30 juin) fixe le modèle national de la demande d'autorisation environnementale.

Ainsi, pour la demande d'autorisation environnementale prévue à l'

et conformément à l'article D. 181-13-1 du même code, le demandeur peut utiliser le formulaire CERFA n° 15964*03 mis à disposition en ligne.

Cet arrêté abroge l'arrêté du 28 mars 2019 qui fixait le précédent formulaire à utiliser.

Décret n° 2023-1103 du 27 novembre 2023 (JO du 29 novembre 2023) relatif à la notification des recours en matière d'autorisations environnementales

Une obligation de notification des recours contre les autorisations environnementales a été introduite par la loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergie renouvelable, à peine d'irrecevabilité.

Ce faisant, le législateur a souhaité appliquer, au contentieux de l'autorisation environnementale, une condition de recevabilité du recours qui existe déjà dans le contentieux de l'urbanisme. L'objectif de cette mesure est d'assurer l'information du bénéficiaire de l'autorisation environnementale mais aussi de tenter d'écarter des recours dont l'auteur n'aura pas respecté cette obligation de notification.

Les modalités de cette obligation ont dès lors été précisées par le décret n° 2023-1103 du 27 novembre 2023. En premier lieu, cette obligation de notification concerne :

- les recours contentieux contre les autorisations environnementales et décisions afférentes prises sur le fondement des articles L. 181-9, L. 181-14, L. 181-15 et L. 181-15-1 du code de l'environnement (arrêté imposant des prescriptions supplémentaires, arrêté pris suite à une modification de l'installation ou un changement d'exploitant, transfert d'autorisation);
- les recours contentieux contre les décisions juridictionnelles statuant sur ces mêmes décisions;
- les recours administratifs contre ces décisions.

Pour les deux premiers types de recours, le requérant est tenu de les notifier à l'émetteur de la décision contestée et au destinataire de la décision. À défaut, le recours sera déclaré irrecevable (Article R. 181-51 du code de l'environnement).

En revanche, pour les recours administratifs contre ces mêmes décisions, seul le bénéficiaire doit être notifié (puisque le recours administratif est, par définition, envoyé à l'émetteur de la décision). La sanction d'une absence de notification est l'absence de prolongation du délai de recours contentieux (Article R. 181-51 du code de l'environnement).

En second lieu, sur les modalités pratiques de la réalisation de cette notification, le décret précise que :

- La notification mentionnée doit être réalisée par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs suivant le dépôt du recours contentieux ou la date d'envoi du recours administratif;
- La notification d'un recours à l'émetteur de la décision et au bénéficiaire de la décision est considérée comme effectuée à la date d'envoi de la lettre recommandée avec accusé de réception, attestée par le certificat de dépôt de ladite lettre auprès des services postaux.

Les dispositions énoncées s'appliquent également à une décision refusant le retrait ou l'abrogation d'une autorisation environnementale ou des autres décisions mentionnées.

Enfin, l'obligation de notification doit être mentionnée dans le corps même de la décision relative à une autorisation environnementale, ainsi que lors de son affichage et de sa publication (articles R.181-50 et R.181-51 du code de l'environnement).

Lutte contre les atteintes environnementales

Décret n° 2023-876 du 13 septembre 2023 relatif à la coordination en matière de politique de l'eau et de la nature et de lutte contre les atteintes environnementales

La justice environnementale continue de se structurer. Après la mise en place, par la loi du 24 décembre 2020, de "Pôles régionaux spécialisés en matière d'atteintes à l'environnement" (**PRE**), le décret n° 2023-876 du 13 septembre 2023 (JO du 15 septembre 2023) créé, dans chaque département, deux nouveaux organes administratifs : une "mission inter-service de l'eau et de la nature" (**MISEN**) et un "comité opérationnel de lutte contre la délinquance environnementale" (**COLDEN**).

Ainsi, la MISEN est placée sous la présidence du préfet de département et détermine les priorités en matière de police de l'eau, des milieux aquatiques et de la nature et organise l'action des services et établissements publics en conséquence. Elle dispose de missions diverses telles que la coordination et l'évaluation des politiques de l'eau et de la nature en fonction des enjeux locaux, ainsi que l'établissement des plans/schémas/programmes nécessaires à la mise en œuvre des politiques de l'eau et de la nature.

La MISEN est composée de représentants des services déconcentrés et des établissements publics de l'État compétents dans les domaines de l'eau et de la nature. Le ou les procureurs de la République territorialement compétents sont associés aux travaux de cette mission inter-services, notamment à l'élaboration du projet de plan de contrôle inter-services annuel pour l'eau et la nature. En tant que de besoin, tout service ou structure dont les compétences sont utiles est également associé aux travaux de la mission inter-services.

Le COLDEN est quant à lui présidé par le ou les procureurs de la République territorialement compétents et a pour mission de veiller aux échanges d'informations concernant les atteintes à l'environnement entre les autorités et services concernés, d'exploiter ces informations afin que le ou les procureurs de la République puissent apprécier l'opportunité de diligenter une enquête pénale.

Le COLDEN a également pour mission de coordonner l'action judiciaire avec l'action administrative, ainsi que les réponses pénales et administratives qui ont vocation à être apportées aux atteintes à l'environnement constatées sur le ressort. Il est par ailleurs compétent pour les infractions prévues par le code de

l'environnement ainsi que pour celles qui, bien qu'elles ne soient pas prévues par ce code, présentent un lien avec la protection de l'environnement.

Le COLDEN est composé notamment du préfet de département ou de son représentant, des représentants des services de l'Etat, des établissements publics de l'Etat compétents en matière de lutte contre les atteintes à l'environnement et des services de police judiciaire concernés par les procédures.

Enfin, les membres permanents de la MISEN et ceux du COLDEN se réunissent conjointement tous les ans sous la présidence conjointe du préfet de département et du ou des procureurs de la République territorialement compétents.

Instruction du Gouvernement du 16 septembre 2023 relative à la coordination en matière de politique de l'eau et de la nature et de lutte contre les atteintes environnementales.

Dans le prolongement du décret n° 2023-876 du 13 septembre 2023, qui institutionnalise dans chaque département une "mission inter-services de l'eau et de la nature" (MISEN) et un "comité de lutte contre la délinquance environnementale" (COLDEN), une instruction ministérielle du 16 septembre 2023 (publiée le 2 octobre 2023) vient préciser les conditions de mise en oeuvre de ces deux instances.

Ainsi, l'instruction décrit, dans une première partie, le périmètre d'intervention de la MISEN.

Il est souligné que la MISEN assure "la lisibilité, la cohérence et l'efficacité des actions administratives de l'Etat dans les domaines de la gestion de l'eau, des milieux aquatiques, de la biodiversité et la protection des espaces naturels". Cette instance doit permettre "une approche globale des questions liées à l'ensemble des politiques relatives à l'eau et à la nature en coordonnant l'action des services déconcentrés et des établissements publics de l'Etat concernés".

Les différentes missions de la MISEN, telles qu'énoncées par le décret du 13 septembre 2023, sont explicitées par l'instruction, qui indique notamment les actions devant être mises en œuvre pour pouvoir les remplir. L'instruction précise également la composition de cette instance (les membres permanents, associés et experts) et fixe son organisation interne (secrétariat, comités, groupes de travail spécifiques...).

Dans une seconde partie, l'instruction décrit le périmètre d'intervention du COLDEN.

Il est souligné que cette instance a vocation à "mettre en place des stratégies mobilisant l'ensemble des leviers d'action administratif et judiciaires et à permettre la mise en œuvre de sanctions tant administratives que pénales". Les missions du COLDEN, telles qu'énoncées par le décret du 13 septembre 2023, sont développées de manière très détaillée. L'instruction précise également la composition de cette instance et fixe son organisation interne.

Enfin, dans une troisième partie, l'instruction définit les objectifs, composition et organisation de la réunion annuelle des membres permanents de la MISEN et du COLDEN, lors de laquelle est assurée l'articulation des missions de ces deux instances.

Circulaire de politique pénale du 9 octobre 2023 en matière de justice pénale environnementale La circulaire de politique pénale en date du 9 octobre 2023 (publiée le 10 octobre 2023) précise les moyens mis en œuvre en vue de permettre le développement du contentieux pénal environnemental. Elle rappelle le caractère technique et hétérogène de ce contentieux, qui nécessite une réponse pénale adaptée à ces spécificités.

Cette circulaire affiche dès lors un triple objectif :

 Renforcer la coordination de l'action administrative et judiciaire à travers le déploiement des comités opérationnels de lutte contre la délinquance environnementale (COLDEN)

La circulaire s'inscrit dans le prolongement, d'une part, du décret n°2023-876 du 13 septembre 2023 institutionnalisant les Comités opérationnels de lutte contre la délinquance environnementale (**COLDEN**) et,

d'autre part, de l'instruction du Gouvernement du 16 septembre 2023, qui détaille le fonctionnement des COLDEN, aux côtés de celui des missions inter-services de l'eau et de la nature (**MISEN**).

En effet, la circulaire complète ce dispositif en donnant aux COLDEN les missions suivantes:

- assurer une coordination effective entre les autorités administratives et judiciaires (ce qui faisait jusqu'à présent défaut);
- recenser les problématiques environnementales propres à un territoire et définir les réponses à y apporter, en orientant, en accompagnant et en structurant l'action des services d'enquête.

La circulaire souligne également que la coordination passera par le fait, pour les services enquêteurs, d'informer à la fois le parquet dont ils dépendent et le parquet du Pôle Régional Environnemental (PRE) compétent.

• Renforcer l'efficacité des enquêtes judiciaires traitant des atteintes à l'environnement

La circulaire insiste sur la nécessité d'identifier rapidement les services d'enquêtes les plus compétents et de disposer d'un cadre juridique plus efficient pour mener les investigations. Elle propose ainsi les mesures suivantes :

- développer le recours à la cosaisine, qui permettra aux services d'enquête de police ou de gendarmerie, pour les contentieux environnementaux pointus, d'intervenir avec des fonctionnaires et agents habilités des administrations spécialisés disposant d'une expertise environnementale;
- relever, dès que possible, l'existence de circonstances aggravantes de bande organisée afin de renforcer les sanctions mais également de mobiliser des techniques spéciales d'enquête plus efficaces (surveillance, infiltration, sonorisation, interception de correspondances...);
- poursuivre les actions de formation des magistrats ainsi que des fonctionnaires et agents des administrations spécialisées.
- Mise en œuvre d'une réponse pénale ferme et adaptée en matière environnementale

La circulaire préconise de :

- accroître le recours à la convention judiciaire d'intérêt public environnementales (CJIPE), créée par la loi n° 2020-1672 du 24 décembre 2020, chaque fois que cela s'avère opportun;
- imposer de manière systématique la remise en état de l'environnement, l'objectif de cette remise en état (que ce soit en réparation ou compensation) étant l'absence de perte nette de biodiversité ;
- fixer une amende pénale, proportionnée et dissuasive, qui doit être envisagée comme une sanction autonome ;
- privilégier une réponse pénale pédagogique (via des stages de citoyenneté à contenu spécialisé ou du travail d'intérêt général à vocation écologique) pour les infractions de basse intensité n'ayant pas entraîné de dommages environnementaux graves et irréversibles.
- relever de manière systématique les infractions de faux et d'usage de faux lorsqu'elles sont constituées, ce qui est fréquemment le cas, notamment dans l'hypothèse de trafic de déchets ou de trafic d'espèces animales protégées.

5.8 Glossaire

Le présent glossaire est établi sur la base des définitions de l'arrêté du 2 mai 2007 et de la circulaire n°12/DE du 28 avril 2008 et de compléments jugés utiles à la compréhension du document.

Abonnement:

L'abonnement désigne le contrat qui lie l'abonné à l'opérateur pour la prestation du service de l'eau ou de l'assainissement conformément au règlement du service. Il y a un abonnement pour chaque point d'accès au service (point de livraison d'eau potable ou de collecte des effluents qui dessert l'abonné, ou installation d'assainissement non collectif).

Assiette de la redevance d'assainissement :

Volume total facturé aux usagers du service.

Arrêté d'autorisation de déversement :

Arrêté autorisant le déversement signé par la collectivité compétente en matière de collecte des eaux usées au lieu où sont rejetés les effluents du bénéficiaire de l'arrêté.

Bilans disponibles:

Sur une usine de dépollution, les bilans disponibles sont les bilans 24h réalisés, exception faite des bilans inutilisables.

Capacité épuratoire :

Capacité de traitement des ouvrages d'épuration donnée par le constructeur. Elle s'exprime en capacité épuratoire (kg de DBO5/jour) et en capacité hydraulique (m3/jour) ou en équivalent-habitants.

Certification ISO 14001:

Cette norme concerne le système de management environnemental. La certification s'applique aux aspects environnementaux que Veolia Eau peut maîtriser et sur lesquels il est censé avoir une influence. Le système vise à réduire les impacts liés à nos produits, activités et services sur l'environnement et à mettre en place des moyens de prévention des pollutions, en s'intéressant à la fois aux ressources et aux sous-produits du traitement dans le respect de la législation en vigueur et la perspective d'une amélioration continue.

Certification ISO 9001:

Cette norme concerne le système de management de la qualité. La certification ISO 9001 traduit l'engagement de Veolia Eau à satisfaire les attentes de ses clients par la qualité des produits et des services proposés et l'amélioration continue de ses performances.

Certification ISO 50001:

Cette norme concerne le système de management de l'énergie. Ce système traduit l'engagement de Veolia eau à analyser ses usages et ses consommations énergétiques pour privilégier la performance énergétique dans le respect de la législation en vigueur et la perspective d'une amélioration continue.

Certification ISO 45001:

Cette norme concerne le système de management de la santé et de la sécurité au travail.

Consommateur – abonné (client) :

Le consommateur abonné est une personne physique ou morale ayant souscrit un ou plusieurs abonnements auprès de l'opérateur du service public (par exemple service de l'eau, de l'assainissement, etc..). Il est par définition desservi par l'opérateur. Il peut être titulaire de plusieurs abonnements, en des lieux géographiques distincts appelés points de service et donc avoir plusieurs points de service. Pour distinguer les services, on distingue les consommateurs eau, les consommateurs assainissement collectif et les consommateurs assainissement non collectif. Il perd sa qualité de consommateur abonné à un point de service donné lorsque le service n'est plus délivré à ce point de service, de façon définitive, quelle que soit sa situation vis-à-vis de la facturation (il n'est plus desservi, mais son compte peut ne pas encore être soldé). Pour Veolia, un

consommateur abonné correspond à un abonnement : le nombre de consommateurs abonnés est égal au nombre d'abonnements.

Conformité de la collecte des effluents aux prescriptions nationales issues de la Directive sur les Eaux Résiduaires Urbaines (DERU - 1991) [P203.3] :

Cet indicateur permet d'évaluer la conformité du réseau de collecte d'un service d'assainissement, au regard des dispositions règlementaires issues de la DERU.

En attente de la publication de la fiche indicateur sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : http://services.eaufrance.fr/

Conformité des équipements d'épuration aux prescriptions nationales issues de la de la Directive sur les Eaux Résiduaires Urbaines (DERU - 1991) [P204.3] :

Cet indicateur permet d'évaluer la conformité des équipements de l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, au regard des dispositions règlementaires issues de la DERU.

En attente de la publication de la fiche indicateur sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : http://services.eaufrance.fr/

Conformité de la performance des ouvrages d'épuration du service aux prescriptions nationales issues de la de la Directive sur les Eaux Résiduaires Urbaines (DERU - 1991) [P205.3] :

Cet indicateur permet d'évaluer la conformité de la performance de l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, au regard des dispositions règlementaires issues de la DERU.

En attente de la publication de la fiche indicateur sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : http://services.eaufrance.fr/

Conformité des performances des équipements d'épuration au regard des prescriptions de l'acte individuel [P 254.3] :

Cet indicateur permet de mesurer le pourcentage de bilans 24h conformes de l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, au regard des prescriptions d'autosurveillance du ou des arrêtés préfectoraux d'autorisation de traitement

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : http://services.eaufrance.fr/

Conformité réglementaire des rejets :

Il s'agit de la conformité des rejets aux prescriptions réglementaires (nationales ou locales par arrêté préfectoral).

DBO5:

Demande biochimique en oxygène pendant 5 jours. La DBO5 est l'un des paramètres de caractérisation d'une eau usée.

DCO:

Demande chimique en oxygène. La DCO est l'un des paramètres de caractérisation d'une eau usée.

Développement durable :

Le rapport Brundtland a défini en 1987 la notion de développement durable comme « un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs ». La conférence de Rio de 1992 a popularisé cette définition de développement économique efficace, équitable et soutenable, et celle de programme d'action ou « Agenda 21 ». D'autres valeurs sont venues compléter ces notions initiales, en particulier être une entreprise responsable, respecter les droits humains, assurer le droit des habitants à disposer des services essentiels, favoriser l'implication de la société civile, faire face à l'épuisement des ressources et s'adapter aux évolutions climatiques.

Les Objectifs du Développement Durable (ODD) de l'agenda 2030 sont un ensemble de 17 objectifs établis en 2015 par les Nations Unies et concernent tous les pays (développés et en voie de développement), dont l'objectif 6 : Garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement.

Ces nouveaux objectifs succèdent aux Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD de 2000 à 2015) pour réduire la pauvreté dans les pays en voie de développement (à ce titre Veolia a contribué à l'accès de 6,5

millions de personnes à l'eau potable et a raccordé près de 3 millions de personnes aux services d'assainissement dans les pays émergents).

Equivalent-habitant:

Il s'agit d'une unité de mesure de la pollution. Un équivalent-habitant correspond au flux journalier moyen de pollution produit par un habitant, soit 60 grammes de DBO5 par jour.

Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées [P202.2] :

Cet indicateur évalue, sur une échelle de 0 à 120 points, à la fois :

- ✓ le niveau de connaissance du réseau et des branchements
- ✓ et l'existence d'une politique de renouvellement pluri-annuelle du service d'assainissement collectif.

L'échelle est de 0 à 110 points pour les services n'exerçant pas la mission de collecte.

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : http://services.eaufrance.fr/

Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte [P255.3] :

Cet indicateur permet de mesurer, sur une échelle de 0 à 120 points, le niveau d'implication du service d'assainissement dans la connaissance et le suivi des rejets directs par temps sec et par temps de pluie (hors pluies exceptionnelles des réseaux de collecte des eaux usées au milieu naturel (rejets des déversoirs d'orage, trop-pleins des postes de refoulement, des bassins de pollution...).

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : http://services.eaufrance.fr/

Matières sèches (boues de dépollution) :

Matières résiduelles après déshydratation complète des boues, mesurées en tonnes de MS.

MES:

Matières en suspension. Les MES sont l'un des paramètres de caractérisation d'une eau usée.

Nombre d'habitants desservis par un réseau de collecte des eaux usées, unitaire ou séparatif (Estimation du) [D201.0] :

Le nombre d'habitants desservis correspond à la population disposant d'un accès ou pouvant accéder au réseau d'assainissement collectif, que cette population soit permanente ou présente une partie de l'année seulement. Il s'agit de la population totale (avec 'double compte') desservie par le service, estimée par défaut à partir des populations authentifiées annuellement par décret pour les communes du service et des taux de couverture du service sur ces communes. Conformément à la réglementation en vigueur, l'exercice de l'année N donne le recensement de l'année N-3.

Nombre de points du réseau de collecte nécessitant des interventions fréquentes de curage par 100 km de réseau [P252.2] :

L'indicateur recense, pour 100 km de réseau d'assainissement, le nombre de sites d'intervention, dits "points noirs", nécessitant au moins deux interventions par an pour entretien (curage, lavage, mise en sécurité).

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : http://services.eaufrance.fr/

Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration [D203.0] :

Cet indicateur évalue, en tonnes de matière sèche, la quantité de boues évacuées par la ou les stations d'épuration.

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : http://services.eaufrance.fr/

Réseau de collecte des eaux usées :

Ensemble des équipements publics (canalisations et ouvrages annexes) acheminant de manière gravitaire ou sous pression les eaux usées et unitaires issues des abonnés, du domaine public ou d'autres services de collecte jusqu'aux unités de dépollution. Il est constitué de la partie publique des branchements, des canalisations de collecte, des canalisations de transport, des ouvrages et équipements hydrauliques.

Station d'épuration (ou usine de dépollution) :

Ensemble des installations chargées de traiter les eaux collectées par le réseau de collecte des eaux usées avant rejet au milieu naturel et dans le respect de la réglementation (appelée aussi usine de traitement, STEP).

Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes à la réglementation [P206.3] :

Cet indicateur mesure la proportion des boues évacuées par l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, et traitées ou valorisées conformément à la réglementation.

Une filière est dite « conforme » si la filière de traitement est déclarée ou autorisée selon sa taille et si le transport des boues est effectué conformément à la réglementation en vigueur. Les refus de dégrillage et les boues de curage ne sont pas pris en compte.

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : http://services.eaufrance.fr/

Taux de conformité des dispositifs d'assainissement non collectif [P301.3] :

Cet indicateur évalue le pourcentage d'installations d'assainissement non collectif conformes, après contrôle, à la réglementation sur l'ensemble des installations contrôlées depuis la création du service. L'indicateur traduit la proportion d'installations d'assainissement non collectif ne nécessitant pas de travaux urgents à réaliser. Il s'agit du ratio correspondant à la somme du nombre d'installations neuves ou à réhabiliter contrôlées conformes à la réglementation et du nombre d'installations existantes qui ne présentent pas de danger pour la santé des personnes ou de risque avéré de pollution de l'environnement rapportée au nombre total d'installations contrôlées (arrêté du 2 décembre 2013).

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : http://services.eaufrance.fr/

Taux de débordement d'effluents dans les locaux des usagers [P251.1] :

Cet indicateur mesure le nombre de demandes d'indemnisation suite à un incident dû à l'impossibilité de rejeter les effluents dans le réseau public de collecte des eaux usées (débordement/inondation dans la partie privée), rapporté à 1 000 habitants desservis. Les débordements résultant d'une obstruction du réseau due à l'usager ne sont pas pris en compte.

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : http://services.eaufrance.fr/

Taux de desserte par des réseaux de collecte des eaux usées [P201.1] :

Cet indicateur précise le pourcentage d'abonnés raccordables et raccordés au réseau d'assainissement, par rapport au nombre d'abonnés résident en zone d'assainissement collectif.

Taux d'impayés [P257.0]:

Il correspond au taux d'impayés au 31/12 de l'année N sur les factures émises au titre de l'année N-1. Le montant facturé au titre de l'année N-1 comprend l'ensemble de la facture, y compris les redevances prélèvement et pollution, la taxe Voies Navigables de France et la TVA liée à ces postes. Pour une facture donnée, les montants impayés sont répartis au prorata hors taxes et redevances de la part « eau » et de la part « assainissement ». Sont exclues les factures de réalisation de branchements et de travaux divers. (Arrêté du 2 mai 2007)

Taux de réclamations [P258.1]:

Ces réclamations peuvent être reçues par l'opérateur ou directement par la collectivité. Un dispositif de mémorisation et de suivi des réclamations écrites est mis en œuvre. Le taux de réclamations est le nombre de réclamations écrites rapporté au nombre d'abonnés divisé par 1 000. Sont prises en compte les réclamations relatives à des écarts ou à des non-conformités vis-à-vis d'engagements contractuels, d'engagements de service, notamment au regard du règlement de service, ou vis-à-vis de la réglementation, à l'exception de celles relatives au niveau de prix. (Arrêté du 2 mai 2007)

5.9 Attestations d'assurances



Attestation d'Assurance

Nous soussignés, **Allianz Global Corporate & Specialty SE Succursale en France** - 1 cours Michelet - CS 30051 - 92076 Paris La Défense Cedex certifions par la présente que la société:

VEOLIA ENVIRONNEMENT 21, rue La Boétie 75008 PARIS

agissant tant pour son compte que pour celui de sa filiale :

VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX 21, rue La Boétie 75008 PARIS France

est assurée auprès de notre compagnie par la police n° FRL002184-24 garantissant les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile pouvant lui incomber dans l'exercice de ses activités.

La garantie s'exerce à concurrence des montants ci-après :

Responsabilité Civile Exploitation

Tous dommages confondus (corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non) 10 000 000 EUR Par sinistre

Responsabilité Civile Produits / Après-Livraison / Réception de travaux / Responsabilité Civile

Tous dommages confondus (corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non)

10 000 000 EUR Par année d'assurance

Il est précisé que les montants indiqués ci-dessus s'entendent sans préjudice des autres sous-limitations telles que mentionnées au contrat et forment la limite des engagements de l'Assureur, quel que soit le nombre de personnes physiques ou morales bénéficiant de la qualité d'assuré, pour l'ensemble des réclamations formulées au cours d'une même année d'assurance.

Période d'assurance du 01/01/2024 au 31/12/2024

La présente attestation est délivrée pour servir et valoir ce que de droit et ne saurait engager la Compagnie au-delà des clauses et conditions du contrat auquel elle se référe.

Fait à Paris La Défense, le 20/12/2023

Pour la Compagnie,

Signature de l'assureur/ of the insurer :

Signature autorisée/ Authorised signatory :

S. PERREAL Allianz (II)
Allianz Global Ediporate & Specialty SE
1 Cours Microsoft
1 Cours Microsoft
2 C 300/21

Allianz Global Corporate & Specialty SE Succursate en France 1 Cours Michelet - CS 30051 92076 PARIS LA DEFENSE CEDEX 487 424 608 RCS Nanterre N° TVA introcommunicative FR 00 487 424 608

Siège social: Königinstrasse 28 80802 Munich Allemagne Société Européenne immatriculée en Allemagne sous le N° HRB 208312 Entreprise soumise au contrôte de la Bundesanstalt für Finanzdienstleistungsaufsich Graurheindorff Strasse 108 - 53117 Bonn, Allemagne www.agcs.affianz.com



ATTESTATION D'ASSURANCE (Pour la France)

Nous soussignés, **Aon France**, société de courtage d'assurance, n° ORIAS 07 001 560, dont le siège est sis : 31/35 rue de la Fédération

75717 PARIS

Agissant par délégation et pour le compte des assureurs

attestons que la société : VEOLIA EAU – Compagnie Générale des Eaux

21 rue la Boétie 75008 Paris

est garantie par les polices, Dommages aux biens, Responsabilités, Pertes financières consécutives et Frais et Pertes annexes, de type « Tous Risques Sauf » portant les numéros 2024/FR/PDBI/0001 et 2024/FR/PDBI/0002 émises par CODEVE Insurance Company DAC, Elm Park, Merrion Road, Dublin D04 P231, Ireland, et d'autre part en excédent des Polices émises par CODEVE, la police numéro FR00043561PR, émise par XL Insurance Company SE, 61 rue Mstislav Rostropovitch 75017 Paris, France, enregistrée au RCS de Paris sous le numéro 419 408 927, succursale française de XL Insurance Company SE, une société européenne au capital de 259 156 875 euros, domiciliée Wolfe Tone House, Wolfe Tone Street, Dublin 1D01HP90, Irlande sous le numéro 641686, compagnie d'assurance autorisée et contrôlée par la Central Bank of Ireland (www.centralbank.ie).

Ces contrats ont été souscrits par **VEOLIA ENVIRONNEMENT S.A.** agissant tant pour son compte que pour le compte de ses filiales, groupements, associations, sociétés civiles immobilières faisant partie du même groupe d'affaire, et notamment pour le compte de :

VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX 21 rue La Boétie -75008 PARIS

Ces polices en ligne garantissent l'ensemble des biens mobiliers et immobiliers (en propriété ou en location), les risques locatifs, les recours des voisins et des tiers contre notamment les évènements suivants :

Incendie – Explosions – Foudre – Bris de machines – Dommages électriques – Fumées – Dégâts des eaux – Tempêtes – Grêle (Dommages de grêle exclus sur le matériel roulant) – Accumulation de la neige sur les toitures – Vandalisme – Emeutes – Mouvements populaires – Malveillance – Chocs de véhicules terrestres – Chutes d'aéronefs et d'engins spatiaux – Vol – Evènements naturels – Catastrophes Naturelles en France, (art.L125-1 et suivants du code des Assurances), Actes de Terrorisme et Attentats en France, (art.L126-2 et L126-3 du code des Assurances),

et ce, aux clauses et conditions des contrats cités en référence ci-dessus.

La présente attestation est valable du **1er Janvier 2024** jusqu'au **31 Décembre 2024**, sous réserve des possibilités de suspension et/ou résiliation de la police en cours d'année d'assurance pour les cas prévus par le contrat ou par le Code des Assurances.

CETTE ATTESTATION CONSTITUE UNE PRESOMPTION D'ASSURANCE ET NE SAURAIT ENGAGER L'ASSUREUR AU DELA DES LIMITES DU CONTRAT AUQUEL ELLE SE REFERE.

Fait à Paris, le 26/12/2023 pour le compte des Assureurs et par délégation



Aon France

Siege social I 31-35 rue de la Federation I 75717 Paris Cedex 15 I t +33(0)1 47 83 10 1 0 I f +33(0)1 47 83 11 11 I aon.com N° ORIAS 07 001 560 I SAS au capital de 46 027140 euros I 414 572 248 RCS Paris I N° de TVA intracommunautaire: FR 22 414 572 248 GARANTIE FINANCERE ET ASSURANCE CE REPONSABILITE CALLE PROFESSIONNELLE CONFORMES AUX ARTICLES LS 2-7 ET 8324 OU CODE DES ASSURANCES



Attestation d'Assurance - Risques Environnementaux

Nous soussignés, Allianz Global Corporate & Specialty SE Succursale en France - 1 cours Michelet - CS 30051 - 92076 Paris La Défense Cedex certifions par la présente que la société:

VEOLIA ENVIRONNEMENT 21, rue La Boétie 75008 PARIS France

agissant tant pour son compte que pour celui de sa filiale :

VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX 21, rue La Boétie 75008 PARIS France

est assurée auprès de notre compagnie par la police n° FRL002185-24 garantissant les conséquences pécuniaires des risques environnementaux pouvant lui incomber du fait de l'exploitation des sites assurés et des activités garanties par ce contrat.

Les garanties s'exercent dans le respect de la législation locale et à concurrence des montants ci-après qui s'entendent par sinistre et pour l'ensemble des sinistres imputés à la période d'assurance, sans pouvoir excéder 10 000 000 EUR pour la période d'assurance :

GARANTIES DE BASE

RESPONSABILITE CIVILE ATTEINTES A L'ENVIRONNEMENT

10 000 000 EUR

Il est précisé que les montants indiqués ci-dessus s'entendent sans préjudice des autres sous-limitations telles que mentionnées au contrat et forment la limite des engagements de l'Assureur, quel que soit le nombre de personnes physiques ou morales bénéficiant de la qualité d'assuré, pour l'ensemble des réclamations formulées au cours d'une même année d'assurance.

Période de la police du 01/01/2024 au 31/12/2024 inclus.

La présente attestation est valable pour la période du 01/01/2024 au 31/12/2024 inclus. Elle est délivrée pour servir et valoir ce que de droit et ne saurait engager la Compagnie au-delà des clauses et conditions du contrat auxquels elle se réfère.

Fait à Paris La Défense, le 21/12/2023

Pour la Compagnie,

Signature de l'assureur/ of the insurer :

Signature autorisée/ Authorised signatory :

S. P. C. REAL Affianz (III)

Affianz Giobal Edisporate & Specialty SE Soccursale on Treat of 1900 in Ministrate (CS 3005)

12076 Paris La Défense (MY 2004) Paris La Défense (MY 2004)

Allianz Global Corporate & Specialty SE Succursale en France 1 Cours Michelet - CS 30051 92076 PARIS LA DEFENSE CEDEX 487 424 608 RCS Nanterre N° TVA intracommunautaire FR 00 487 424 608

Siège social: Königinstrasse 28 80802 Munich Société Européenne immatriculée en Allemagne sous le N° HRB 208312 Entreprise soumise au contrôle de la Bundesanstalt für Finanzdienstlieistungsaufsicht Graurheindorfer Strasse 108 - 53117 Bonn, Allemagne

www.agcs.allianz.com



Notre référence à rappeler dans toute correspondance :

N° assuré : F18746E N° contrat : 1259000/2 045165 N° SIREN : 572 025 526

VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

21, rue La Boétie 75008 PARIS

Pour tout renseignement contacter : SMABTP Grands Comptes Entreprises 8 rue Louis Armand - CS 71201 75738 PARIS CEDEX 15 Tél : 01.40.59.70.00

ATTESTATION D'ASSURANCE RESPONSABILITE DECENNALE OUVRAGES NON SOUMIS A L'OBLIGATION D'ASSURANCE

valable à compter du 01/01/2024 jusqu'au 31/12/2024

SMA SA certifie que l'assuré désigné ci-dessus est bénéficiaire d'un contrat POLICE ASSURANCE CONSTRUCTION, numéro **F18746E 1351.001 / 2 85834** souscrit par VEOLIA ENVIRONNEMENT SA pour le compte de l'ensemble de ses filiales garantissant, à ce jour, les activités suivantes :

Entreprise générale tous corps d'état, contractant général ou maître d'œuvre dans tous domaines d'activité et notamment dans le domaine des services d'eau et d'assainissement, de la gestion des déchets et de l'optimisation des services énergétiques :

- Conception, exécution, rénovation, réparation et entretien de réseaux,
- Pose et fourniture de canalisations (travaux sur voiries) et de matériaux sur voiries (tampons, plaques, grilles et caniveaux), travaux sur voiries divers,
- Reprise et création de réseaux VRD EU/EP/AEP, installations d'ouvrages de prétraitement d'assainissement / d'évacuation d'eaux usées (bacs à graisses, assainissement non collectif, poste de relevage, séparateurs à hydrocarbures, fosses de décantation et fosses de relevage, changement de colonnes, réseau, siphons, regards, ...)
- · Conception et exécution de branchement sur conduites publiques,
- · Fourniture et pose d'installations autonomes d'assainissement,
- Plomberie intérieure et extérieure bâtiment (EU/EP/AEP), y compris réalisation de travaux de chaudronnerie, tuyauterie et structures métalliques,
- Entretien et installations techniques en aval des compteurs (eau, gaz, électricité),
- Stations de traitement d'eau, de forages et de captages,
- Réservoirs, et bassins de rétention,
- Eoliennes,
- Panneaux photovoltaïques, y compris en couverture (pose de capteurs solaires PV intégrés), production d'énergie accessoire à un ouvrage de construction par capteurs solaires,
- Réseaux de chaleur / chauffage urbain
- Réalisation de prises et de rejets d'eau avec des fondations dans l'eau

SMABTP, Société mutuelle d'assurance du bâtiment et des travaux publics Société d'assurance mutuelle à cotisations variables RCS PARIS 775 684 764 SMAvie BTP, Société mutuelle d'assurance sur la vie du bâtiment et des travaux publics Société d'assurance mutuelle à cotisations fixes RCS PARIS 775 684 772





- Eclairage public et signalisations,
- Activités Spécifiques de gainages notamment des procédés « Anjou », « Phénix », « Intec assainissement » et « Intec immobilier » réalisés par les filiales TELEREP et SARP SUD OUEST.
- Maçonnerie, Plâtrerie, peinture, enduits extérieurs, enduits hydrauliques
- Fourniture / pose de poteaux et clôtures, accessoires en béton armé
- Travaux de rénovation, de réhabilitation, d'extension et de travaux neufs y compris dans le cadre de travaux de maintenance
- Ascenseurs, monte charges,
- Installations thermiques de génie climatique, VMC, d'aéraulique, conditionnement d'air à l'exclusion des techniques de géothermie
- Gestion technique Centralisée
- Electricité,
- Installation groupes électrogènes.
- Plomberie / installations sanitaires
- Isolation thermique et acoustique (calorifugeage, isolation thermique par l'extérieur, par soufflage).
- Menuiserie métallique, extérieures, menuiseries en bois
- Murs rideaux et façades industrielles
- Métallerie, serrurerie
- Fumisterie Ramonage (tubage)
- Détection incendie, intrusion
- Couverture / charpente bois,
- Ravalement de façades, protection des façades
- Calfeutrement de joint de construction
- Couverture zinguerie / carrelages et mosaïques
- Etanchéité de toitures.
- Revêtements textiles et plastiques,
- Ingénierie Bâtiment : Maitrise d'œuvre, études techniques TCE
- Maîtrise d'œuvre ou coordination SSI en phase conception et réalisation,
- MOE de désamiantage
- Maitrise d'œuvre d'installations photovoltaïques (puissance <1,2 MWc)
- Ingénierie Génie Civil : Etudes techniques Maçonnerie BA, VRD, sanitaires et fluides
- Etudes techniques Vitrerie Miroiterie y compris façades aluminium

Ce contrat garantit:

- du fait des activités professionnelles mentionnées ci-avant,
- pour une participation à des opérations de construction d'un ouvrage non soumis à l'obligation d'assurance,

SMABTP, Société mutuelle d'assurance du bâtiment et des travaux publics Société d'assurance mutuelle à cotisations variables Société d'assurance mutuelle à cotisations fixes RCS PARIS 775 684 764

SMAvie BTP. Société mutuelle d'assurance sur la vie du bâtiment et des travaux publics RCS PARIS 775 684 772





 lorsque l'opération n'excède pas 30.000.000 € HT (travaux et honoraires compris), ou que le marché de l'assuré n'excède pas pour les ouvrages suivants :

- Réseaux de chaleur : 3 000 000 € HT

Eoliennes : 3 000 000 € HT y compris honoraires pour la part concernant l'infrastructure

- Installations photovoltaïques (au sol et sur un ouvrage non soumis) : 3 000 000 € HT

Cuves et réservoirs : 3 000 000 € HT
 Réseaux enterrés : 10 000 000 € HT

Au-delà de ces montants, l'assuré doit déclarer le chantier concerné et souscrire, auprès de SMA SA, un avenant d'adaptation de garantie. A défaut, il sera fait application d'une règle proportionnelle selon l'article L.121-5 du Code des assurances.

- pour des travaux de construction conformes au CCTG et ses fascicules ou à un référentiel spécifique à la technique utilisée publié par un organisme reconnue par la profession,
- pour des travaux de construction traditionnels, c'est-à-dire ceux réalisés avec des matériaux et des modes de construction éprouvés de longue date.

Les conséquences des responsabilités énumérées ci-dessous :

| Nature des garanties | Montant des garanties : sans pouvoir excéder 10 000 000 € par année d'assurance pour l'ensemble des garanties et des assurés | |
|---|--|--|
| | Marché d'entreprise : 5 000 000 € par sinistre dans un montant annuel épuisable de 10 000 000 € HT | |
| Garantie de responsabilité civile décennale relative aux ouvrages listés à l'article L.243- 1-1-I du Code des assurances. | Marché de maître d'œuvre : 2 000 000 € par sinistre dans un montant annuel épuisable de 10 000 000 € HT | |
| | Sauf marchés relatifs à : | |
| | construction d'éoliennes : 500 000 € par sinistre et 2 000 000 € par an | |
| | réseaux de chaleur : 500 000 € par sinistre et 2 000 000 € par an | |
| | cuves et réservoirs : 1 000 000 € par sinistre et 2 000 000 € par an | |
| | installations photovoltaïques: 1 000 000 € par sinistre et 2 000 000 € par an | |
| | réseaux enterrés : 1 000 000 € par sinistre et 2 000 000 € par an | |
| Garantie dommages en répercussion | Tous marchés confondus : 500 000 € par sinistre et 2 000 000 € par an | |

Tous travaux, ouvrages ou opérations de construction ne répondant pas aux conditions précitées peuvent faire l'objet, sur demande spéciale de l'assuré, d'une garantie spécifique, soit par contrat, soit par avenant.

La présente attestation ne peut pas engager SMA SA au-delà des clauses et conditions du contrat précité auquel elle se réfère.

Fait à Paris, Le 27/12/2023 Le Président du Directoire Par délégation



SMABTP, Société mutuelle d'assurance du bâtiment et des travaux publics Société d'assurance mutuelle à cotisations variables RCS PARIS 775 684 764 SMAvie BTP, Société mutuelle d'assurance sur la vie du bâtiment et des travaux publics Société d'assurance mutuelle à cotisations fixes RCS PARIS 775 684 772





| Notre référence à rappeler dans toute correspondance : | | |
|--|---|--|
| N° assuré : F18746E N° contrat : 1351.001/ 2 85834 N° SIREN : 572 025 526 | | |
| Pour tout renseignement contacter : SMA SA Grands Comptes Entreprises 8 rue Louis Armand CS 71201 75738 Paris Cedex 15 Tél. : 01.40.59.70.00 | VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX 21, rue La Boétie 75008 PARIS | |

Attestation d'assurance RESPONSABILITE DECENNALE BATIMENT

Période de validité : du 01/01/2024 au 31/12/2024

SMA SA ci-après désigné l'assureur atteste que l'assuré désigné ci-dessus est titulaire d'un contrat d'assurance professionnelle RESPONSABILITE DECENNALE OUVRAGES SOUMIS souscrit par VEOLIA ENVIRONNEMENT SA numéro F18746E 1351.001 / 2 85834 pour l'ensemble de ses filiales.

1- PERIMETRE DE LA GARANTIE DE RESPONSABILITE DECENNALE OBLIGATOIRE ET DE LA GARANTIE DE RESPONSABILITE DU SOUS-TRAITANT EN CAS DE DOMMAGES DE NATURE DECENNALE

Les garanties objets de la présente attestation s'appliquent :

- aux activités professionnelles suivantes: Entreprise, maître d'œuvre ou fabricant-vendeur dans tous domaines d'activités et notamment dans le domaine des Services d'eau et d'assainissement, de la gestion des déchets et de l'optimisation des services énergétiques:
 - o Conception, exécution, rénovation, réparation et entretien de réseaux,
 - Pose et fourniture de canalisations (travaux sur voiries) et de matériaux sur voiries (tampons, plaques, grilles et caniveaux), travaux sur voiries divers,
 - Reprise et création de réseaux VRD EU/EP/AEP, installations d'ouvrages de prétraitement d'assainissement / d'évacuation d'eaux usées (bacs à graisses, assainissement non collectif, poste de relevage, séparateurs à hydrocarbures, fosses de décantation et fosses de relevage, changement de colonnes, réseau, siphons, regards, ...)
 - o Conception et exécution de branchement sur conduites publiques,
 - o Fourniture et pose d'installations autonomes d'assainissement,
 - Plomberie intérieure et extérieure bâtiment (EU/EP/AEP), y compris réalisation de travaux de chaudronnerie, tuyauterie et structures métalliques,

SMABTP, Société mutuelle d'assurance du bâtiment et des travaux publics Société d'assurance mutuelle à cotisations variables RCS PARIS 775 684 764 SMAvie BTP, Société mutuelle d'assurance sur la vie du bâtiment et des travaux publics Société d'assurance mutuelle à cotisations fixes RCS PARIS 775 684 772





- Entretien et installations techniques en aval des compteurs (eau, gaz, électricité),
- Stations de traitement d'eau, de forages et de captages.
- Réservoirs, et bassins de rétention,
- Eoliennes.
- Panneaux photovoltaïques, y compris en couverture (pose de capteurs solaires PV intégrés), 0 production d'énergie accessoire à un ouvrage de construction par capteurs solaires,
- Réseaux de chaleur / chauffage urbain
- Réalisation de prises et de reiets d'eau avec des fondations dans l'eau 0
- Eclairage public et signalisations,
- Activités Spécifiques de gainages notamment des procédés « Anjou », « Phénix », « Intec assainissement » et « Intec immobilier » réalisés par les filiales TELEREP et SARP SUD
- Maçonnerie, Plâtrerie, peinture, enduits extérieurs, enduits hydrauliques
- Fourniture / pose de poteaux et clôtures, accessoires en béton armé
- Travaux de rénovation, de réhabilitation, d'extension et de travaux neufs y compris dans le cadre de travaux de maintenance
- Ascenseurs, monte charges, 0
- Installations thermiques de génie climatique, VMC, d'aéraulique, conditionnement d'air à 0 l'exclusion des techniques de géothermie
- 0 Gestion technique Centralisée
- Electricité. 0
- Installation groupes électrogènes. 0
- Plomberie / installations sanitaires 0
- Isolation thermique et acoustique (calorifugeage, isolation thermique par l'extérieur, par 0 soufflage)
- 0 Menuiserie métallique, extérieures, menuiseries en bois
- Murs rideaux et facades industrielles 0
- Métallerie, serrurerie
- Fumisterie Ramonage (tubage) 0
- Détection incendie, intrusion 0
- Couverture / charpente bois, 0
- Ravalement de façades, protection des façades 0
- Calfeutrement de joint de construction 0
- Couverture zinguerie / carrelages et mosaïques

SMABTP, Société mutuelle d'assurance du bâtiment et des travaux publics Société d'assurance mutuelle à cotisations variables RCS PARIS 775 684 764

SMAvie BTP, Société mutuelle d'assurance sur la vie du bâtiment et des travaux publics Société d'assurance mutuelle à cotisations fixes RCS PARIS 775 684 772

SMA SA, Société anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital de 12 000 000 euros RCS PARIS 332 789 296 Entreprises régies par le Code des assurances. Sièges : 8 rue Louis Armand • CS 71201 • 75738 PARIS Cedex 15 • Tél.: + 33 (0)1 40 59 70 00 • smabtp.fi





- Etanchéité de toitures.
- Revêtements textiles et plastiques,
- o Ingénierie Bâtiment : Maitrise d'œuvre, études techniques TCE
- o Maîtrise d'œuvre ou coordination SSI en phase conception et réalisation,
- o MOE de désamiantage
- Maitrise d'œuvre d'installations photovoltaïques (puissance <1,2 MWc)
- o Ingénierie Génie Civil : Etudes techniques Maçonnerie BA, VRD, sanitaires et fluides
- Etudes techniques Vitrerie Miroiterie y compris façades aluminium
- aux travaux ayant fait l'objet d'une ouverture de chantier pendant la période de validité mentionnée cidessus. L'ouverture de chantier est définie à l'annexe I à l'article A 243-1 du code des assurances;
- aux travaux réalisés en France Métropolitaine et dans les DROM ;
- aux chantiers dont le coût total de construction hors taxes tous corps d'état (honoraires compris), déclaré
 par le maître d'ouvrage, n'est pas supérieur à la somme de 30 000 000 €. Cette somme est illimitée en
 présence d'un contrat collectif de responsabilité décennale bénéficiant à l'assuré, comportant à son
 égard une franchise absolue au maximum de :
 - o 10 000 000 € par sinistre si l'assuré réalise des travaux incluant la structure ou le gros œuvre,
 - 6 000 000 € par sinistre si l'assuré réalise des travaux n'incluant pas la structure ou le gros œuvre.
 - o 3 000 000 € par sinistre si l'assuré est concepteur, non réalisateur de travaux.
- aux travaux, produits et procédés de construction suivants :
 - travaux traditionnels, c'est-à-dire ceux réalisés avec des matériaux et des modes de construction éprouvés de longue date,
 - travaux de construction répondant à une norme homologuée (NF DTU ou NF EN), à des règles professionnelles acceptées par la C2P ou à des recommandations professionnelles acceptées par la C2P,
 - travaux de construction conformes au CCTG et ses fascicules ou à un référentiel spécifique à la technique utilisée publié par un organisme reconnu par la profession, dans le cadre de marchés de travaux publics,
 - procédés ou produits faisant l'objet, au jour de la passation du marché, d'une Evaluation Technique Européenne (ETE) bénéficiant d'un Document Technique d'Application (DTA), ou d'un Avis Technique (ATEC), valides et non mis en observation par la C2P,
 - procédés ou produits faisant l'objet, au plus tard le jour de la réception (au sens de l'article 1792-6 du code civil), d'une Appréciation Technique d'Expérimentation (Atex) avec avis favorable,

Les règles professionnelles acceptées par la C2P (commission prévention produits mis en œuvre par l'Agence Qualité Construction), les recommandations professionnelles acceptées par la C2P et les procédés ou produits mis en observation par la C2P sont consultables sur le site de l'Agence Qualité Construction (www.qualiteconstruction.com).

Dans le cas où les travaux réalisés ne répondent pas aux caractéristiques énoncées ci-dessus, l'assuré en informe l'assureur.

SMABTP, Société mutuelle d'assurance du bâtiment et des travaux publics Société d'assurance mutuelle à cotisations variables RCS PARIS 775 684 764 SMAvie BTP, Société mutuelle d'assurance sur la vie du bâtiment et des travaux publics Société d'assurance mutuelle à cotisations fixes RCS PARIS 775 684 772





2- ASSURANCE DE RESPONSABILITE DECENNALE OBLIGATOIRE

| Nature de la garantie | Montant des garanties |
|--|--|
| Le contrat garantit la responsabilité décennale de l'assuré instaurée par les articles 1792 et suivants du code civil, dans le cadre et les limites prévus par les dispositions des articles L. 241-1 et L. 241-2 du code des assurances relatives à l'obligation d'assurance | En Habitation : Le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage. |
| décennale, et pour des travaux de construction d'ouvrages qui y sont soumis, au regard de l'article L. 243-1-1 du même code. La garantie couvre les travaux de réparation, notamment en cas de remplacement des ouvrages, qui comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou démontage éventuellement nécessaires. | Hors Habitation: Le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage dans la limite du coût total de construction déclaré par le maître d'ouvrage et sans pouvoir être supérieur au montant prévu au I de l'article R.243-3 du code des assurances. |
| | En présence d'un CCRD : Lorsqu'un Contrat Collectif de Responsabilité Décennale (CCRD) est souscrit au bénéfice de l'assuré, le montant de la garantie est égal au montant de la franchise absolue stipulée par ledit contrat collectif. |
| Garantie de bon fonctionnement des éléments d'équipement dissociables | Marché d'entreprise 1 000 000 € épuisable par année d'assurance |
| | Marché de maîtrise d'œuvre 350 000 € épuisable par année d'assurance |
| Durée et maintien des garanties : La garantie s'applique pour la durée de la responsabil 1792 et suivants du code civil. Elle est maintenue dans | ité décennale pesant sur l'assuré en vertu des articles tous les cas pour la même durée. |

La présente attestation ne peut engager l'assureur au-delà des clauses et conditions du contrat auquel elle se réfère.

SMABTP, Société mutuelle d'assurance du bâtiment et des travaux publics Société d'assurance mutuelle à cotisations variables RCS PARIS 775 684 764 SMAvie BTP, Société mutuelle d'assurance sur la vie du bâtiment et des travaux publics Société d'assurance mutuelle à cotisations fixes RCS PARIS 775 684 772





3- GARANTIE DE RESPONSABILITE DU SOUS-TRAITANT EN CAS DE DOMMAGES DE NATURE DECENNALE

Le contrat garantit la responsabilité de l'assuré qui intervient en qualité de sous-traitant, en cas de dommages de nature décennale dans les conditions et limites posées par les articles 1792 et 1792.2 du Code civil, sur des ouvrages soumis à l'obligation d'assurance de responsabilité décennale. Cette garantie est accordée pour une durée ferme de dix ans à compter de la réception visée à l'article 1792-4-2 du Code civil.

La garantie couvre les travaux de réparation, notamment en cas de remplacement des ouvrages, qui comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou démontage éventuellement

Le montant des garanties accordées reste celui prévu par L'ASSURANCE DE RESPONSABILITE DECENNALE OBLIGATOIRE.

La présente attestation ne peut engager l'assureur au-delà des clauses et conditions du contrat précité auquel elle se réfère.

Fait à Paris Le 27/12/2023

Le Président du Directoire Par délégation



SMABTP, Société mutuelle d'assurance du bâtiment et des travaux publics Société d'assurance mutuelle à cotisations variables RCS PARIS 775 684 764

SMAvie BTP, Société mutuelle d'assurance sur la vie du bâtiment et des travaux publics Société d'assurance mutuelle à cotisations fixes RCS PARIS 775 684 772

SMA SA, Société anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital de 12 000 000 euros RCS PARIS 332 789 296 Entreprises régies par le Code des assurances. Sièges : 8 rue Louis Armand • CS 71201 • 75738 PARIS Cedex 15 • Tél . : + 33 (0)1 40 59 70 00 • smabtp.fr



Ressourcer le monde